

RAPPORT INTERMÉDIAIRE
pour le trimestre terminé le
31 mars 2010

BILANS CONSOLIDÉS

31 mars 2010 et 31 décembre 2009

(non vérifié – en millions de \$ US)

	2010	2009 ¹⁾
Actif		
Encaisse, placements à court terme et titres négociables de la société de portefeuille (dont des actifs cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés – 64,2 \$; 78,9 \$ en 2009).....	1 788,1	1 251,6
Comptes débiteurs et autres.....	1 948,2	1 855,4
Montants à recouvrer de réassureurs (dont les montants recouvrables sur sinistres réglés – 260,2 \$; 255,1 \$ en 2009).....	3 854,4	3 809,1
	7 590,7	6 916,1
<i>Placements de portefeuille</i>		
Encaisse et placements à court terme des filiales (coût : 3 424,1 \$; 3 230,6 \$ en 2009)	3 436,9	3 244,8
Obligations (coût : 10 844,8 \$; 10 742,0 \$ en 2009)	10 981,3	10 918,3
Actions privilégiées (coût : 273,4 \$; 292,4 \$ en 2009).....	274,5	292,8
Actions ordinaires (coût : 3 526,4 \$; 4 040,4 \$ en 2009)	4 559,2	4 853,1
Participations, à la valeur de consolidation (juste valeur : 737,6 \$; 646,2 \$ en 2009).....	528,2	475,4
Dérivés et autres actifs investis (coût : 122,0 \$; 122,5 \$ en 2009)	270,2	142,7
Actifs cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés (coût : 186,6 \$; 149,2 \$ en 2009).....	187,5	151,5
	20 237,8	20 078,6
Frais d'acquisition de primes reportés	340,9	332,3
Impôts sur les bénéfices futurs	282,0	318,7
Immobilisations corporelles	170,0	168,6
Écarts d'acquisition et actifs incorporels.....	445,5	438,8
Autres actifs.....	161,1	149,7
	29 228,0	28 402,8
Passif		
Dette de filiales	11,4	12,1
Comptes créditeurs et charges à payer.....	1 094,7	1 202,2
Impôts sur les bénéfices à payer.....	116,3	70,9
Obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés (y compris celles de la société de portefeuille : 26,7 \$; 8,9 \$ en 2009).....	78,1	57,2
Fonds retenus à payer à des réassureurs	373,0	354,9
	1 673,5	1 697,3
Provision pour sinistres non réglés	14 842,4	14 747,1
Primes non acquises	1 988,4	1 920,1
Dette à long terme – emprunts de la société de portefeuille	1 250,6	1 236,9
Dette à long terme – emprunts de filiales	890,6	891,3
Autres obligations à long terme – société de portefeuille	172,0	173,5
	19 144,0	18 968,9
Éventualités (note 9)		
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.....	7 886,6	7 391,8
Actions privilégiées	410,3	227,2
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax.....	8 296,9	7 619,0
Participations ne donnant pas le contrôle	113,6	117,6
Total des capitaux propres.....	8 410,5	7 736,6
	29 228,0	28 402,8

¹⁾ Voir la note 2 pour l'incidence des nouvelles conventions comptables.

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009

(non vérifié – en millions de \$ US, sauf les montants par action)

	2010	2009 ¹⁾
Produits		
Primes brutes souscrites	1 332,1	1 347,5
Primes nettes souscrites	1 094,7	1 116,0
Primes nettes acquises	1 064,3	1 120,5
Intérêts et dividendes	182,7	171,1
Gains nets (pertes nettes) sur placements	415,6	(153,0)
Autres produits	141,8	140,8
	1 804,4	1 279,4
Charges		
Sinistres	872,0	800,9
Charges d'exploitation	220,1	203,5
Commissions, montant net	165,8	171,8
Intérêts débiteurs	45,5	38,6
Autres charges	137,1	135,1
	1 440,5	1 349,9
Bénéfice (perte) d'exploitation avant impôts sur les bénéfices	363,9	(70,5)
Impôts sur les bénéfices	73,7	(30,9)
Bénéfice net (perte nette)	290,2	(39,6)
Attribuable aux :		
Actionnaires de Fairfax	289,4	(60,4)
Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle	0,8	20,8
	290,2	(39,6)
Bénéfice net (perte nette) par action	14,08 \$	(3,55) \$
Bénéfice net (perte nette) dilué par action	14,02 \$	(3,55) \$
Dividendes au comptant versés par action	10,00 \$	8,00 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	20 200	17 484

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009

(non vérifié – en millions de \$ US)

	2010	2009 ¹⁾
Bénéfice net (perte nette)	290,2	(39,6)
Autres éléments du résultat étendu , déduction faite des impôts sur les bénéfices		
Variation des gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente ²⁾	315,0	(462,6)
Reclassement dans le résultat net des (gains nets) pertes nettes réalisés ³⁾	(186,8)	181,1
Variation des gains (pertes) de change non réalisés ⁴⁾	98,1	(17,8)
Variation des gains et des pertes sur couvertures de l'investissement net dans une filiale étrangère ⁵⁾	(12,7)	(0,2)
Autres éléments du résultat étendu , déduction faite des impôts sur les bénéfices	213,6	(299,5)
Résultat étendu	503,8	(339,1)
Attribuable aux :		
Actionnaires de Fairfax	503,0	(302,8)
Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle	0,8	(36,3)
	503,8	(339,1)

¹⁾ Voir la note 2 pour l'incidence des nouvelles conventions comptables.

²⁾ Déduction faite d'une charge d'impôts de 138,2 \$ (économie d'impôts de 224,7 \$ en 2009).

³⁾ Déduction faite d'une économie d'impôts de 86,2 \$ (charge d'impôts de 60,4 \$ en 2009).

⁴⁾ Déduction faite d'une charge d'impôts de 17,9 \$ (économie d'impôts de 4,3 \$ en 2009).

⁵⁾ Déduction faite d'une économie d'impôts de néant (0,1 \$ en 2009).

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009

(non vérifié – en millions de \$ US)

	2010	2009 ¹⁾
Actions ordinaires –		
Actions à droit de vote subalterne au début du trimestre	3 054,8	2 121,1
Émissions au cours du trimestre.....	199,8	—
Rachats aux fins d'annulation	(1,2)	(1,3)
Actions à droit de vote subalterne à la fin du trimestre	3 253,4	2 119,8
Actions à droit de vote multiple au début et à la fin du trimestre	3,8	3,8
Actions ordinaires	3 257,2	2 123,6
Actions rachetées (au coût) au début du trimestre.....	(28,7)	(22,7)
Réémissions, montant net	0,5	—
Actions rachetées (au coût) à la fin du trimestre	(28,2)	(22,7)
Bénéfices non répartis au début du trimestre.....	3 468,8	2 871,9
Bénéfice net (perte nette) du trimestre.....	289,4	(60,4)
Excédent sur la valeur attribuée des actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation.....	(1,5)	(0,9)
Dividendes sur les actions ordinaires.....	(200,8)	(140,8)
Dividendes sur les actions privilégiées.....	(5,0)	(1,7)
Bénéfices non répartis à la fin du trimestre.....	3 550,9	2 668,1
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début du trimestre	893,1	(107,8)
Application de la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation	—	36,9
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices :		
Variation des gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	315,0	(386,3)
Reclassement dans le résultat net des (gains nets) pertes nettes réalisés	(186,8)	166,5
Variation des gains (pertes) de change non réalisés	98,1	(22,4)
Variation des gains et des pertes sur couvertures de l'investissement net dans une filiale étrangère	(12,7)	(0,2)
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices.....	213,6	(242,4)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin du trimestre	1 106,7	(313,3)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7 886,6	4 455,7
Actions privilégiées –		
Série A – au début et à la fin du trimestre	—	38,4
Série B – au début et à la fin du trimestre	—	64,1
Série C – au début et à la fin du trimestre	227,2	—
Série E – au début du trimestre	—	—
Émissions au cours du trimestre.....	183,1	—
Série E – à la fin du trimestre	183,1	—
Actions privilégiées	410,3	102,5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Fairfax	8 296,9	4 558,2
Participations ne donnant pas le contrôle au début du trimestre.....	117,6	1 382,8
Bénéfice net (perte nette) du trimestre.....	0,8	20,8
Application de la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation	—	5,9
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices :		
Variation des gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	—	(76,3)
Reclassement dans le résultat net des (gains nets) pertes nettes réalisés	—	14,6
Variation des gains (pertes) de change non réalisés	—	4,6
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices.....	—	(57,1)
Dividendes sur les actions ordinaires.....	—	(2,5)
Variations nettes des capitaux permanents.....	(4,8)	(396,2)
Autre	—	(18,5)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin du trimestre	113,6	935,2
Total des capitaux propres	8 410,5	5 493,4

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009

(non vérifié – en millions de \$ US)

	2010	2009 ¹⁾
Nombre d'actions en circulation		
Actions ordinaires –		
Actions à droit de vote subalterne au début du trimestre	19 240 100	16 738 055
Émissions au cours du trimestre.....	563 381	—
Rachats aux fins d'annulation	(7 900)	(10 000)
Réémission d'actions rachetées, montant net.....	2 584	52
Actions à droit de vote subalterne à la fin du trimestre	19 798 165	16 728 107
Actions à droit de vote multiple au début et à la fin du trimestre	1 548 000	1 548 000
Droit de propriété d'actions détenu par l'entremise d'une participation dans un actionnaire au début et à la fin du trimestre	(799 230)	(799 230)
Actions ordinaires véritablement en circulation à la fin du trimestre.....	20 546 935	17 476 877
Actions privilégiées –		
Série A – au début et à la fin du trimestre	—	2 250 000
Série B – au début et à la fin du trimestre	—	3 750 000
Série C – au début et à la fin du trimestre	10 000 000	—
Série E – au début du trimestre	—	—
Émissions au cours du trimestre.....	8 000 000	—
Série E – à la fin du trimestre.....	8 000 000	—

¹⁾ Se reporter à la note 2 pour l'incidence des nouvelles conventions comptables.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009

(non vérifié – en millions de \$ US)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	290,2	(39,6)
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	9,8	7,0
Amortissement de l'escompte sur obligations, montant net	(6,3)	(3,0)
Quote-part (du bénéfice) de la perte provenant des participations, à la valeur de consolidation	(8,9)	1,1
Impôts sur les bénéfices futurs.....	(4,5)	(72,7)
(Gains nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(274,2)	239,5
Autres gains nets sur placements.....	(141,4)	(86,5)
	<u>(135,3)</u>	<u>45,8</u>
Variation des actifs et passifs d'exploitation (note 15).....	33,0	(654,4)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>(102,3)</u>	<u>(608,6)</u>
Activités d'investissement		
Ventes nettes (achats nets) d'actifs et de passifs classés comme étant détenus à des fins de transaction.....	(140,9)	242,9
Ventes nettes (achats nets) de titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction	95,7	(591,6)
Titres disponibles à la vente – achats	(320,1)	(4 034,3)
– ventes	1 416,0	4 874,4
Diminution (augmentation) nette de la trésorerie et des équivalents soumis à restrictions	(1,1)	82,6
Achats nets de participations, à la valeur de consolidation.....	(20,8)	(55,5)
Achats nets d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(8,5)	(5,5)
Achat de filiales, déduction faite de la trésorerie acquise.....	–	(571,5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement.....	<u>1 020,3</u>	<u>(58,5)</u>
Activités de financement		
Dette des filiales		
Émissions.....	2,3	1,7
Remboursements	(3,3)	(6,0)
Dette à long terme – société de portefeuille		
Remboursements	–	(12,8)
Dette à long terme – filiales		
Remboursements	(0,4)	(0,1)
Autres obligations à long terme – remboursement par la société de portefeuille.....	(1,5)	(1,4)
Rachats nets de titres de filiales.....	(3,6)	–
Actions à droit de vote subalterne		
Émissions.....	200,0	–
Frais d'émission	(0,3)	–
Rachats.....	(2,7)	(2,2)
Actions privilégiées		
Émissions.....	187,6	–
Frais d'émission	(6,2)	–
Dividendes sur les actions ordinaires	(200,8)	(140,8)
Dividendes sur les actions privilégiées	(5,0)	(1,7)
Dividendes payés aux détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle.....	–	(2,5)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>166,1</u>	<u>(165,8)</u>
Conversion de devises	(4,4)	(39,7)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents.....	1 079,7	(872,6)
Trésorerie et équivalents au début du trimestre.....	2 156,9	2 525,7
Trésorerie et équivalents à la fin du trimestre	3 236,6	1 653,1
La trésorerie et les équivalents sont compris dans les postes du bilan consolidé suivants :		
Encaisse et placements à court terme de la société de portefeuille	667,7	229,6
Encaisse et placements à court terme des filiales	2 645,0	1 456,1
Encaisse et placements à court terme des filiales cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés	1,3	–
Encaisse et placements à court terme des filiales soumis à restrictions.....	(77,4)	(32,6)
	<u>3 236,6</u>	<u>1 653,1</u>
Informations supplémentaires		
Intérêts payés	23,7	10,9
Impôts payés	77,0	567,8

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009

(non vérifié – en \$ US et en millions de dollars, sauf les montants par action et sauf indication contraire)

1. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») selon les mêmes conventions comptables que celles qui ont été employées dans l'établissement des états financiers consolidés de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, sauf pour ce qui est décrit à la note 2. Les présents états financiers ne contiennent cependant pas toutes les informations normalement incluses dans les états financiers annuels préparés conformément aux PCGR du Canada.

La société de portefeuille exerce ses activités dans le secteur des services financiers et elle dispose d'importantes ressources liquides qui ne sont habituellement pas soumises à des restrictions par les autorités de réglementation du secteur des assurances. Les filiales en exploitation de la société sont principalement des assureurs et des réassureurs dont les activités sont souvent encadrées par un grand nombre de lois et de règlements qui diffèrent selon les territoires et visent à protéger les titulaires de polices plutôt que les investisseurs. Ces lois et règlements peuvent limiter la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes ou des distributions aux sociétés mères. La trésorerie, les placements à court et à long terme ainsi que la dette à long terme de la société de portefeuille et des filiales en exploitation sont donc présentés comme des éléments distincts dans le bilan consolidé et l'état consolidé des flux de trésorerie de la société, ce qui fournit des renseignements supplémentaires sur sa liquidité, son levier financier et la structure de son capital.

2. Principales conventions comptables

Application de la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation

Dans le cadre de sa participation à la restructuration du capital de MEGA Brands Inc. (« MEGA »), la société a reçu des actions ordinaires, des bons de souscription d'actions et des débetures nouvellement émis par MEGA, à titre de contrepartie à une participation supplémentaire dans MEGA ainsi qu'à l'annulation d'une débenture convertible que la société avait acquise en août 2008. Immédiatement après avoir touché le produit de la restructuration du capital, la société a vendu une partie des actions ordinaires, des bons de souscription et des débetures de MEGA nouvellement émis à un tiers et a, par la suite, déterminé qu'en raison de la participation de 16,5 % qu'elle détenait encore dans MEGA et de la responsabilité que lui conférait la convention de restructuration du capital de représenter les détenteurs des débetures nouvellement émises par l'entremise de la nomination de trois membres du conseil d'administration de MEGA, elle était réputée, dans les faits, exercer une influence notable sur MEGA. Par conséquent, le 31 mars 2010, la société a commencé à comptabiliser sa participation en actions ordinaires dans MEGA à la valeur de consolidation et ce, de façon prospective.

Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2010, la société a adopté les chapitres 1582, « Regroupements d'entreprises » (le « chapitre 1582 »), le chapitre 1601, « États financiers consolidés » (le « chapitre 1601 »), et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » (le « chapitre 1602 »), du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA »).

Le chapitre 1582 (qui est l'équivalent d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*) conserve les dispositions fondamentales de la norme qu'il remplace selon lesquelles il faut identifier un acquéreur et utiliser la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. Il exige d'évaluer les actifs identifiables acquis et les passifs repris et toute contrepartie conditionnelle liée à un regroupement d'entreprises à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle comptabilisée dans les passifs financiers et tout ajustement futur des impôts estimatifs sont portés au résultat net. Toute contrepartie en actions émise par l'acquéreur est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et l'acquéreur est tenu de passer en charges les frais connexes à l'acquisition à mesure qu'ils sont engagés. Les participations ne donnant pas le contrôle peuvent être évaluées à la juste valeur ou à la part proportionnelle dans l'actif net identifiable acquis. Selon les PCGR du Canada précédents, la part des actionnaires sans contrôle était comptabilisée à la part proportionnelle de la valeur comptable de la société acquise.

Le chapitre 1601 a repris les indications existantes sur des aspects de la préparation d'états financiers consolidés postérieurement à la date d'acquisition autres que celles portant sur les participations ne donnant pas le contrôle. Le chapitre 1602 fournit des indications sur le traitement des participations ne donnant pas le contrôle postérieurement à un regroupement d'entreprises. Il exige de présenter clairement les participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres, mais séparément des capitaux propres attribuables à

la société mère; d'identifier et de présenter clairement, dans l'état consolidé du résultat net et dans l'état consolidé des autres éléments du résultat étendu, respectivement, la part du résultat net consolidé et des autres éléments du résultat étendu consolidés attribuables à la société mère et la part attribuable aux détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle; et de comptabiliser comme opération sur capitaux propres les changements dans la participation dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle ni l'acquisition du contrôle de celle-ci.

La société a choisi d'adopter ces chapitres du *Manuel* de façon anticipée, soit le 1^{er} janvier 2010. Conformément aux dispositions transitoires, ces chapitres du *Manuel* ont été appliqués de façon prospective, à l'exception des obligations de présentation de communication de l'information concernant les participations ne donnant pas le contrôle, qui doivent être appliquées rétroactivement. L'adoption de ces chapitres du *Manuel* n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la société hormis le reclassement des participations ne donnant pas le contrôle décrit ci-dessus.

3. Encaisse et placements

L'encaisse et les placements à court terme, les titres négociables, les placements de portefeuille et les obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés sont présentés dans le tableau ci-dessous selon le classement des instruments financiers :

	31 mars 2010				Valeur comptable totale
	Classés comme étant détenus à des fins de transaction	Désignés comme étant détenus à des fins de transaction	Classés comme étant disponibles à la vente	Autres	
Société de portefeuille :					
Encaisse et placements à court terme	667,7	186,5	17,8	-	872,0
Encaisse et placements à court terme cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés.....	-	64,2	-	-	64,2
Obligations	-	422,5	33,8	-	456,3
Actions privilégiées	-	56,3	-	-	56,3
Actions ordinaires	-	2,6	220,1	-	222,7
Dérivés.....	116,6	-	-	-	116,6
	<u>784,3</u>	<u>732,1</u>	<u>271,7</u>	-	<u>1 788,1</u>
Obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés	(26,7)	-	-	-	(26,7)
	<u>757,6</u>	<u>732,1</u>	<u>271,7</u>	-	<u>1 761,4</u>
Placements de portefeuille :					
Encaisse et placements à court terme	2 645,0	632,6	159,3	-	3 436,9
Obligations	-	6 950,4	4 030,9	-	10 981,3
Actions privilégiées	-	241,4	33,1	-	274,5
Actions ordinaires	-	96,3	4 462,9	-	4 559,2
Participations, à la valeur de consolidation	-	-	-	528,2	528,2
Dérivés.....	255,2	-	-	-	255,2
Autres actifs investis.....	-	-	-	15,0	15,0
	<u>2 900,2</u>	<u>7 920,7</u>	<u>8 686,2</u>	<u>543,2</u>	<u>20 050,3</u>
Actifs cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés :					
Encaisse et placements à court terme	1,3	10,0	-	-	11,3
Obligations	-	91,5	84,7	-	176,2
	<u>1,3</u>	<u>101,5</u>	<u>84,7</u>	-	<u>187,5</u>
	<u>2 901,5</u>	<u>8 022,2</u>	<u>8 770,9</u>	<u>543,2</u>	<u>20 237,8</u>
Obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés	(51,4)	-	-	-	(51,4)
	<u>2 850,1</u>	<u>8 022,2</u>	<u>8 770,9</u>	<u>543,2</u>	<u>20 186,4</u>

31 décembre 2009

	Classés comme étant détenus à des fins de transaction	Désignés comme étant détenus à des fins de transaction	Classés comme étant disponibles à la vente	Autres	Valeur comptable totale
Société de portefeuille :					
Encaisse et placements à court terme	115,4	227,5	28,5	-	371,4
Encaisse et placements à court terme cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés.....	24,5	30,0	24,4	-	78,9
Obligations	-	368,5	34,7	-	403,2
Actions privilégiées	-	64,8	-	-	64,8
Actions ordinaires.....	-	1,7	234,1	-	235,8
Dérivés.....	97,5	-	-	-	97,5
	<u>237,4</u>	<u>692,5</u>	<u>321,7</u>	<u>-</u>	<u>1 251,6</u>
Obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés	(8,9)	-	-	-	(8,9)
	<u>228,5</u>	<u>692,5</u>	<u>321,7</u>	<u>-</u>	<u>1 242,7</u>
Placements de portefeuille :					
Encaisse et placements à court terme	2 093,3	803,8	347,7	-	3 244,8
Obligations	-	6 628,2	4 290,1	-	10 918,3
Actions privilégiées	-	261,1	31,7	-	292,8
Actions ordinaires.....	-	90,4	4 762,7	-	4 853,1
Participations, à la valeur de consolidation.....	-	-	-	475,4	475,4
Dérivés.....	127,7	-	-	-	127,7
Autres actifs investis.....	-	-	-	15,0	15,0
	<u>2 221,0</u>	<u>7 783,5</u>	<u>9 432,2</u>	<u>490,4</u>	<u>19 927,1</u>
Actifs cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés :					
Encaisse et placements à court terme	-	4,6	-	-	4,6
Obligations	-	84,1	62,8	-	146,9
	<u>-</u>	<u>88,7</u>	<u>62,8</u>	<u>-</u>	<u>151,5</u>
	<u>2 221,0</u>	<u>7 872,2</u>	<u>9 495,0</u>	<u>490,4</u>	<u>20 078,6</u>
Obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés	(48,3)	-	-	-	(48,3)
	<u>2 172,7</u>	<u>7 872,2</u>	<u>9 495,0</u>	<u>490,4</u>	<u>20 030,3</u>

Au 31 mars 2010, la trésorerie et les équivalents soumis à restrictions, d'un montant de 77,4 \$ (76,3 \$ au 31 décembre 2009) se composaient essentiellement de fonds que la société était tenue de déposer auprès de divers organismes de réglementation aux fins du soutien des activités d'assurance et de réassurance de ses filiales. La trésorerie et les équivalents soumis à restrictions figurent aux bilans consolidés en tant qu'encaisse, placements à court terme et titres négociables de la société de portefeuille, en tant qu'encaisse et placements à court terme des filiales ou en tant qu'actifs cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés.

La société a classé des obligations d'États et de municipalités américains de 940,8 \$ (996,6 \$ au 31 décembre 2009) acquises avant le 30 septembre 2008 comme étant disponibles à la vente. De plus, des obligations d'États et de municipalités américains de 4 699,5 \$ (4 501,2 \$ au 31 décembre 2009) acquises après le 30 septembre 2008 ont été désignées comme étant détenues à des fins de transaction.

Le bilan consolidé comprend des obligations convertibles renfermant des dérivés incorporés (parfois désignées instruments financiers hybrides) de 870,1 \$ (825,7 \$ au 31 décembre 2009) que la société a désignées comme étant détenues à des fins de transaction.

Le tableau suivant présente les gains et pertes bruts non réalisés sur les placements classés comme étant disponibles à la vente, y compris les actifs cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés, par type d'émetteur :

	31 mars 2010				31 décembre 2009			
	Coût ou coût après amortissement	Gains non réalisés bruts	Pertes non réalisées brutes	Valeur comptable totale	Coût ou coût après amortissement	Gains non réalisés bruts	Pertes non réalisées brutes	Valeur comptable totale
Société de portefeuille :								
Placements à court terme ¹⁾								
Gouvernement du Canada.....	17,3	0,5	-	17,8	24,4	-	-	24,4
Trésor américain.....	-	-	-	-	28,5	-	-	28,5
	<u>17,3</u>	<u>0,5</u>	<u>-</u>	<u>17,8</u>	<u>52,9</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>52,9</u>
Obligations :								
États et municipalités américains	22,5	0,5	-	23,0	22,5	0,8	-	23,3
Sociétés et autres	10,8	-	-	10,8	10,9	0,5	-	11,4
	<u>33,3</u>	<u>0,5</u>	<u>-</u>	<u>33,8</u>	<u>33,4</u>	<u>1,3</u>	<u>-</u>	<u>34,7</u>
Actions ordinaires :								
Canada.....	12,8	12,9	-	25,7	39,5	18,9	-	58,4
États-Unis	86,5	58,6	(2,5)	142,6	80,7	44,2	(1,5)	123,4
Autres pays	38,6	13,2	-	51,8	38,2	14,1	-	52,3
	<u>137,9</u>	<u>84,7</u>	<u>(2,5)</u>	<u>220,1</u>	<u>158,4</u>	<u>77,2</u>	<u>(1,5)</u>	<u>234,1</u>
Placements de portefeuille :								
Placements à court terme:								
Gouvernement du Canada.....	3,6	0,7	-	4,3	15,5	0,5	-	16,0
Trésor américain.....	51,3	-	-	51,3	192,5	-	-	192,5
Autres gouvernements	91,6	12,1	-	103,7	125,5	13,7	-	139,2
	<u>146,5</u>	<u>12,8</u>	<u>-</u>	<u>159,3</u>	<u>333,5</u>	<u>14,2</u>	<u>-</u>	<u>347,7</u>
Obligations :								
Gouvernement du Canada.....	185,6	-	(1,0)	184,6	179,2	-	(0,1)	179,1
Provinces canadiennes	429,0	47,1	-	476,1	417,4	39,6	-	457,0
Trésor américain.....	495,9	14,7	(46,9)	463,7	490,1	12,3	(41,4)	461,0
États et municipalités américains	853,6	31,6	(2,0)	883,2	938,6	38,0	(3,3)	973,3
Autres gouvernements	835,0	4,4	(42,6)	796,8	848,8	21,5	(27,6)	842,7
Sociétés et autres	1 095,3	134,7	(3,5)	1 226,5	1 239,7	138,3	(1,0)	1 377,0
	<u>3 894,4</u>	<u>232,5</u>	<u>(96,0)</u>	<u>4 030,9</u>	<u>4 113,8</u>	<u>249,7</u>	<u>(73,4)</u>	<u>4 290,1</u>
Actions privilégiées :								
États-Unis	0,1	-	-	0,1	0,1	-	-	0,1
Autres pays	31,9	1,1	-	33,0	31,2	0,4	-	31,6
	<u>32,0</u>	<u>1,1</u>	<u>-</u>	<u>33,1</u>	<u>31,3</u>	<u>0,4</u>	<u>-</u>	<u>31,7</u>
Actions ordinaires :								
Canada.....	350,5	267,9	-	618,4	476,9	230,8	-	707,7
États-Unis	2 272,9	558,5	(3,8)	2 827,6	2 716,2	398,5	-	3 114,7
Autres pays	806,7	210,2	-	1 016,9	756,9	188,8	(5,4)	940,3
	<u>3 430,1</u>	<u>1 036,6</u>	<u>(3,8)</u>	<u>4 462,9</u>	<u>3 950,0</u>	<u>818,1</u>	<u>(5,4)</u>	<u>4 762,7</u>
Actifs cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés :								
Obligations :								
Provinces canadiennes	1,1	0,1	-	1,2	1,0	0,1	-	1,1
Trésor américain.....	-	-	-	-	0,4	-	-	0,4
États et municipalités américains	33,2	1,4	-	34,6	-	-	-	-
Autres gouvernements.....	49,5	-	(0,6)	48,9	54,1	1,7	-	55,8
Sociétés et autres	-	-	-	-	5,0	0,5	-	5,5
	<u>83,8</u>	<u>1,5</u>	<u>(0,6)</u>	<u>84,7</u>	<u>60,5</u>	<u>2,3</u>	<u>-</u>	<u>62,8</u>

¹⁾ Tient compte de placements à court terme de néant (24,4 \$ au 31 décembre 2009) compris dans les actifs cédés en garantie d'obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés.

Les gains nets (pertes nettes) sur placements sont présentés compte tenu des gains et des pertes bruts réalisés à la vente de titres classés comme étant disponibles à la vente qui suit :

	Premier trimestre	
	2010	2009
Gains bruts réalisés sur les ventes.....	276,8	37,9
Pertes brutes réalisées sur les ventes.....	(0,7)	(64,4)
	276,1	(26,5)

À chaque date de clôture, et plus souvent si les conditions le dictent, la direction évalue les titres disponibles à la vente affichant des pertes non réalisées afin de déterminer si ces pertes sont durables et si elles doivent être comptabilisées en résultat net plutôt que dans les autres éléments du résultat étendu. Si l'évaluation de la direction indique que la moins-value est durable ou si la société n'a ni l'intention ni la capacité de détenir le titre jusqu'au rétablissement de sa juste valeur, la valeur du titre est ramenée à sa juste valeur à la date de clôture, et une perte est comptabilisée dans les gains nets (pertes nettes) sur placements, dans l'état consolidé des résultats. Les gains nets (pertes nettes) sur placements pour le premier trimestre de 2010 comprennent des charges de 1,9 \$ (213,0 \$ en 2009) au titre des moins-values durables. Après ces charges, les pertes non réalisées sur ces titres s'élevaient, au 31 mars 2010, à 6,3 \$ (6,9 \$ au 31 décembre 2009) dans le cas des actions ordinaires et à 96,6 \$ (73,4 \$ au 31 décembre 2009) dans le cas des obligations. La société détenait des placements dans six titres de créance (principalement des titres du Trésor des États-Unis et des titres de créance d'autres gouvernements) qui étaient classés comme étant disponibles à la vente et affichaient des pertes non réalisées depuis plus de douze mois au 31 mars 2010. La perte non réalisée de 85,4 \$ sur ces titres au 31 mars 2010 était principalement attribuable à l'effet des fluctuations des taux de change sur les titres de créance d'autres gouvernements (45,0 \$) et à la baisse des taux sur les titres du Trésor américain (40,4 \$).

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des obligations désignées ou classées comme étant détenues à des fins de transaction et classées comme étant disponibles à la vente, classées selon la date d'échéance contractuelle la plus rapprochée. Les dates d'échéance réelles peuvent différer des échéances indiquées en raison de l'existence de clauses de rachat et de remboursement anticipé.

	31 mars 2010		31 décembre 2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Échéant dans un an ou moins	782,8	736,8	779,5	726,3
Échéant dans un an à cinq ans.....	2 446,2	2 326,3	2 445,5	2 199,3
Échéant dans cinq ans à dix ans.....	5 339,9	5 975,6	5 412,7	6 039,4
Échéant après dix ans.....	2 482,7	2 575,1	2 476,9	2 503,4
	11 051,6	11 613,8	11 114,6	11 468,4

Le tableau suivant présente la juste valeur et la valeur comptable des participations, à la valeur de consolidation.

	31 mars 2010		31 décembre 2009	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements de portefeuille :				
Participations, à la valeur de consolidation				
ICICI Lombard General Insurance Company Limited.....	211,9	81,5	204,4	75,9
Cunningham Lindsey Group Limited.....	168,2	143,6	159,5	134,8
International Coal Group, Inc.	206,4	163,6	173,9	163,0
Singapore Reinsurance Corporation Limited.....	22,9	21,9	22,9	20,9
The Brick Group Income Fund.....	17,4	5,9	8,9	4,2
Sociétés de personnes, fiducies et autres.....	85,3	85,3	76,6	76,6
MEGA Brands Inc.	25,5	26,4	-	-
	737,6	528,2	646,2	475,4

La société est tenue de déterminer la juste valeur de son portefeuille de placements en utilisant les évaluations de la juste valeur fondées sur le marché obtenues à partir de marchés actifs, s'il en est, en tenant compte d'autres données observables et non observables ainsi qu'en employant des techniques d'évaluation qui font appel à des données actuelles du marché. Il peut être nécessaire de poser des jugements importants pour interpréter les données du marché servant à établir les justes valeurs estimatives. Par conséquent, les valeurs réelles qui pourraient être réalisées dans une transaction de marché future pourraient être différentes des estimations figurant dans les présents états financiers consolidés. L'utilisation d'hypothèses de marché ou de méthodes d'estimation différentes pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur estimative. La société applique une hiérarchie des justes valeurs afin de classer les données utilisées dans les techniques d'évaluation pour établir la juste valeur. Les paragraphes qui suivent comprennent une description sommaire des données utilisées dans l'évaluation des instruments financiers au 31 mars 2010.

Niveau 1 – Prix cotés sur des marchés actifs pour un instrument identique – Ces données représentent les prix cotés non ajustés d'instruments identiques négociés sur des marchés actifs. La juste valeur de la majeure partie des actions ordinaires et des options d'achat sur titres de capitaux propres et des positions sur titres vendus à découvert de la société est déterminée à partir de prix cotés sur des marchés actifs obtenus de sources externes de cotation.

Niveau 2 – Autres données observables importantes – Ces données comprennent les données directement ou indirectement observables autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1. Elles comprennent les prix cotés d'instruments similaires négociés sur des marchés actifs; les prix cotés d'instruments identiques ou similaires sur des marchés inactifs; les données autres que des prix cotés observables pour ces instruments, par exemple les taux d'intérêt et les courbes de rendement.

Le prix des placements de la société dans des titres d'État (y compris les obligations des gouvernements fédéraux, étatiques et provinciaux et les obligations municipales), des obligations de sociétés, des placements privés et des titres dont la négociation est sporadique sont établis à l'aide de prix émanant de la négociation publique ou hors bourse ou de cotations de courtiers et de contrepartistes. Des données observables sur le marché comme des rendements de référence, des opérations déclarées, des cotations de courtiers et de contrepartistes, des écarts relatifs aux émetteurs et des cours acheteur sont disponibles pour ces placements.

La juste valeur de dérivés tels que les swaps sur rendement total de titres de capitaux propres, les swaps sur rendement total d'indices boursiers, les options d'achat sur indice S&P et les contrats liés à l'inflation est fondée sur des cotations de courtiers et de contrepartistes. La juste valeur des bons de souscription est fondée sur des prix cotés sur des marchés ou sur des cotations de courtiers et de contrepartistes, si ces données sont disponibles. Autrement, la juste valeur des bons de souscription est déterminée au moyen d'un modèle d'évaluation d'options qui intègre les données observables du marché, dont les prix cotés, la volatilité et le rendement boursier du titre sous-jacent ainsi que le taux d'intérêt sans risque. Pour évaluer la vraisemblance des prix obtenus des courtiers et contrepartistes, la société compare les justes valeurs fournies par ces derniers avec des modèles d'actualisation des flux de trésorerie et des modèles d'évaluation d'options reconnus dans le secteur, des données observables telles que les différentiels de taux et les taux d'actualisation et, s'il y a lieu, les prix d'opérations récentes sur des actifs similaires.

Les justes valeurs des swaps sur défaillance sont fondées principalement sur les prix de courtiers et contrepartistes tiers. La société évalue la vraisemblance des justes valeurs fournies par les courtiers et contrepartistes en les comparant aux valeurs obtenues à l'aide de modèles de flux de trésorerie actualisés qui intègrent certaines données observables sur le marché, dont les courbes de rendement des swaps sur défaillance de chaque émetteur, en établissant leur rapport aux variations des différentiels de taux et en les comparant aux prix des récentes opérations sur le marché pour des swaps sur défaillance similaires, le cas échéant. Les justes valeurs des swaps sur défaillance sont assujetties à une volatilité importante découlant des écarts éventuels dans le risque perçu de défaillance des émetteurs sous-jacents, des variations des différentiels de taux et de la durée des contrats jusqu'à l'échéance.

La société détient des placements de 1 147,3 \$ (1 231,4 \$ au 31 décembre 2009) dans des titres de créance et des actions privilégiées émis par voie de placement privé, qui ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction ou classés comme étant disponibles à la vente, selon leurs caractéristiques. La juste valeur de ces titres a été déterminée au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et des modèles d'évaluation d'options reconnus dans le secteur, modèles qui sont sensibles à certaines données observables sur le marché dont la volatilité du cours des actions (dans le cas des titres convertibles) et les différentiels de taux afférents à l'émetteur.

Niveau 3 – Données non observables importantes – Ces données comprennent les données non observables servant à évaluer les instruments financiers. La direction doit formuler ses propres hypothèses à l'égard des données non observables car il n'y a que peu, sinon pas, d'activité sur les marchés relativement à ces actifs et passifs ou encore de données connexes observables pouvant être corroborées à la date d'évaluation.

La société évalue ses placements classés dans le niveau 3, qui sont constitués principalement de titres adossés à des créances hypothécaires acquis en 2008 avec une forte décote (juste valeur de 37,2 \$ au 31 mars 2010 (30,1 \$ au 31 décembre 2009)), à l'aide d'un modèle interne d'actualisation des flux de trésorerie. Ce modèle intègre les flux de trésorerie réels liés aux titres adossés à des créances hypothécaires pour la période allant jusqu'à l'exercice écoulé et des projections des flux de trésorerie restants à recevoir des créances hypothécaires sous-jacentes, établis selon un certain nombre d'hypothèses et de données fondées sur les garanties propres aux titres. La société évalue la vraisemblance des justes valeurs de ces titres en les comparant à des modèles d'évaluation fondés sur l'actualisation des flux de trésorerie reconnus dans le secteur, en effectuant des comparaisons à l'aide des écarts de crédit et en comparant les justes valeurs aux prix d'opérations récentes sur des actifs similaires, s'il en est.

Le tableau suivant présente l'utilisation par la société de prix cotés sur les marchés, de modèles internes faisant appel à des données observables sur le marché et de modèles internes ne faisant pas appel à des données observables sur le marché dans l'évaluation des titres et des contrats dérivés :

	31 mars 2010				31 décembre 2009			
	Juste valeur totale des actifs (passifs)	Prix cotés (niveau 1)	Autres données observables import- tantes (niveau 2)	Données non observables import- tantes (niveau 3)	Juste valeur totale des actifs (passifs)	Prix cotés (niveau 1)	Autres données observables import- tantes (niveau 2)	Données non observables import- tantes (niveau 3)
Trésorerie et équivalents	3 314,0	3 314,0	-	-	2 233,2	2 233,2	-	-
Placements à court terme :								
Gouvernement du Canada....	89,2	89,2	-	-	71,8	71,8	-	-
Trésor américain.....	827,6	827,6	-	-	1 196,5	1 196,5	-	-
Autres gouvernements.....	132,8	132,8	-	-	177,2	135,0	42,2	-
Sociétés et autres	20,8	-	20,8	-	21,0	-	21,0	-
	1 070,4	1 049,6	20,8	-	1 466,5	1 403,3	63,2	-
Obligations :								
Gouvernement du Canada....	198,8	-	198,8	-	191,7	-	191,7	-
Provinces canadiennes	1 396,8	-	1 396,8	-	1 346,8	-	1 346,8	-
Trésor américain.....	534,7	-	534,7	-	541,4	-	541,4	-
États et municipalités américains.....	5 640,3	-	5 640,3	-	5 497,8	-	5 497,8	-
Autres gouvernements.....	874,9	-	874,9	-	919,7	-	919,7	-
Sociétés et autres	2 632,4	-	2 611,2	21,2	2 689,3	-	2 672,2	17,1
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles.....	335,9	-	298,7	37,2	281,7	-	251,6	30,1
	11 613,8	-	11 555,4	58,4	11 468,4	-	11 421,2	47,2
Actions privilégiées :								
Canada.....	116,6	-	116,6	-	110,4	-	110,4	-
États-Unis	181,2	-	181,2	-	215,6	-	215,6	-
Autres pays	33,0	-	33,0	-	31,6	-	31,6	-
	330,8	-	330,8	-	357,6	-	357,6	-
Actions ordinaires ¹⁾ :								
Canada.....	633,0	616,8	16,2	-	755,5	740,2	15,3	-
États-Unis	2 942,8	2 901,6	40,5	0,7	3 226,6	3 187,6	38,6	0,4
Autres pays	1 061,3	773,7	284,1	3,5	980,8	710,3	267,1	3,4
	4 637,1	4 292,1	340,8	4,2	4 962,9	4 638,1	321,0	3,8
Dérivés et autres actifs investis	386,8	48,6	338,2	-	240,2	41,6	198,6	-
Obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés	(78,1)	-	(78,1)	-	(57,2)	-	(57,2)	-
Encaisse, placements à court terme et titres négociables de la société de portefeuille et placements de portefeuille évalués à la juste valeur.....	21 274,8	8 704,3	12 507,9	62,6	20 671,6	8 316,2	12 304,4	51,0
	100,0 %	40,9 %	58,8 %	0,3 %	100,0 %	40,2 %	59,5 %	0,3 %

¹⁾ Ces totaux ne comprennent pas des placements disponibles à la vente en actions ordinaires et dans des fiducies de sociétés de personnes de 66,9 \$ (66,4 \$ au 31 décembre 2009) et de 77,9 \$ (59,6 \$ au 31 décembre 2009), respectivement, qui sont comptabilisés au coût du fait qu'ils n'ont pas de valeur cotée sur des marchés actifs.

Le tableau qui suit présente un rapprochement, pour les trimestres terminés les 31 mars, des actifs financiers classés dans le niveau 3 et évalués à la juste valeur de façon récurrente :

	31 mars 2010			31 mars 2009		
	Obligations	Actions ordinaires	Total	Obligations	Actions ordinaires	Total
Solde au début du trimestre	47,2	3,8	51,0	166,6	3,8	170,4
Total des gains (pertes) réalisés et non réalisés						
Inclus dans les gains nets (pertes nettes) sur placements.....	3,8	–	3,8	(12,0)	–	(12,0)
Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	(1,5)	(0,3)	(1,8)	(1,1)	(0,2)	(1,3)
Achats	19,3	0,7	20,0	35,5	–	35,5
Ventes	(10,4)	–	(10,4)	(9,6)	–	(9,6)
Transferts hors de la catégorie	–	–	–	(95,5)	–	(95,5)
Solde à la fin du trimestre.....	58,4	4,2	62,6	83,9	3,6	87,5

Au premier trimestre de 2010, une perte nette de 0,5 \$ (11,7 \$ en 2009) représentant la variation de la juste valeur des placements que la société détenait encore au 31 mars 2010 (principalement des titres adossés à des créances hypothécaires acquis avec une forte décote) établie au moyen de données de niveau 3, a été comptabilisée dans les gains nets (pertes nettes) sur placements à l'état consolidé des résultats. La variation de la juste valeur de 0,5 \$ (11,7 \$ en 2009) a été compensée par l'encaissement d'une somme de 9,6 \$ (16,8 \$ en 2009) au titre des intérêts et des remboursements de capital pendant le trimestre. Au premier trimestre de 2009, par suite de la hausse de la liquidité des marchés, des cotations de courtiers et des données observables sur les opérations effectuées sur le marché sont devenues disponibles pour certains titres adossés à des créances hypothécaires de la société pour lesquels la juste valeur avait auparavant été établie à l'aide de données de niveau 3. La société a adopté une méthode selon laquelle elle comptabilise les transferts entre catégories de la hiérarchie des justes valeurs à compter du début de la période au cours de laquelle le transfert est identifié. En conséquence, un montant de 95,5 \$ de ces titres a été transféré depuis le niveau 3 vers le niveau 2 le 1^{er} janvier 2009.

4. Ventes à découvert et opérations sur dérivés

Le tableau qui suit présente un sommaire du notionnel et de la juste valeur des instruments dérivés et des titres vendus à découvert de la société.

	31 mars 2010				31 décembre 2009			
	Coût	Montant notionnel	Juste valeur		Coût	Montant notionnel	Juste valeur	
			Actifs	Passifs			Actifs	Passifs
Dérivés sur titres de capitaux propres :								
Swaps sur rendement total d'indice boursier – positions vendeur	–	1,689,6	1,6	6,6	–	1,582,7	9,2	–
Swaps sur rendement total de titres de capitaux propres – positions vendeur.....	–	244,5	–	21,9	–	232,2	–	1,2
Swaps sur rendement total de titres de capitaux propres – positions acheteur	–	869,7	10,6	3,2	–	214,6	8,7	7,7
Options d'achat sur titres de capitaux propres.....	46,2	80,4	57,9	–	46,2	79,3	46,0	–
Bons de souscription.....	17,0	152,5	135,1	–	10,1	127,5	71,6	–
Dérivés de crédit :								
Swaps sur défaillance	114,1	5 541,8	66,8	–	114,8	5 926,2	71,6	–
Bons de souscription.....	16,6	340,2	2,0	–	15,8	340,2	2,8	–
Contrats de change à terme	–	–	9,3	44,1	–	–	1,6	48,0
Autres contrats dérivés	–	–	88,5	2,3	–	–	13,7	0,3
Total			371,8	78,1			225,2	57,2

Du fait de ses activités de placement, la société est exposée à un risque de marché important. Le risque de marché est la possibilité que des variations défavorables de la valeur des instruments financiers découlant de variations de certaines données du marché comme les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et les différentiels de taux aient une incidence défavorable sur les bilans et/ou les états consolidés des résultats de la société. Les contrats dérivés de la société, à quelques rares exceptions, servent à gérer ces risques. Les contrats dérivés conclus par la société sont considérés comme des couvertures économiques et ne sont pas désignés comme couvertures aux fins de l'information financière.

La juste valeur des dérivés en situation de gain est présentée, dans le bilan consolidé, dans les dérivés et autres actifs investis, dans les placements de portefeuille et dans l'encaisse, les placements à court terme et les titres négociables de la société de portefeuille. La juste valeur des dérivés en situation de perte et les obligations d'achat de titres vendus à découvert sont présentées, dans le bilan consolidé, dans les obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés. La prime initiale versée pour un contrat dérivé, s'il en est, est comptabilisée comme un actif dérivé et ajustée par la suite en fonction des variations de la valeur de marché du contrat à chaque date de clôture. Les variations de la valeur de marché d'un contrat sont comptabilisées à titre de gains nets (pertes nettes) sur placements dans l'état consolidé des résultats de la société à chaque date de clôture, et un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif ou du passif dérivé.

Contrats sur titres de capitaux propres

Les positions vendeur sur swaps sur rendement total de titres de capitaux propres et d'indices boursiers sont détenues principalement pour protéger la société de baisses importantes de la valeur du portefeuille d'actions ordinaires. Les swaps sur rendement total de titres de capitaux propres et d'indices boursiers de la société renferment des dispositions de refixation contractuelle qui obligent les parties à régler au comptant, sur une base trimestrielle, toute variation de la valeur de marché survenue depuis le règlement précédent. Tout montant en trésorerie versé pour régler des variations défavorables de la valeur de marché, et à l'inverse, celui reçu en guise de règlement de variations favorables de cette valeur est constaté par la société à titre de gain net (perte nette) sur placements à l'état consolidé des résultats. Si la date de refixation contractuelle d'un contrat ne correspond pas à la date de clôture, la société comptabilise des gains nets (pertes nettes) à l'état consolidé des résultats afin d'ajuster la valeur comptable de l'actif ou du passif dérivé qui est associé à chaque contrat de swap sur rendement total et ainsi de refléter sa juste valeur à la date de clôture. Les règlements définitifs en trésorerie des swaps sur rendement total sont comptabilisés dans les gains nets (pertes nettes) sur placements, déduction faite de toute variation de la valeur de marché non réalisée et auparavant comptabilisée depuis la dernière date de refixation trimestrielle. Les swaps sur rendement total n'exigent aucun investissement initial net et, à leur entrée en vigueur, leur juste valeur est nulle.

La société détient des placements importants en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres, et la société estime que leur valeur s'appréciera significativement au fil du temps. La valeur de marché et la liquidité de ces placements sont volatiles et peuvent varier considérablement à la hausse ou à la baisse sur de brèves périodes. Par conséquent, la valeur définitive ne sera connue qu'à long terme. Au cours du troisième trimestre de 2009, en raison de l'appréciation rapide des marchés boursiers mondiaux, la société a décidé de protéger une partie de ses placements en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres contre une baisse des marchés boursiers au moyen de positions vendeur sur des swaps sur rendement total d'indices boursiers. À la création des positions vendeur, la couverture de titres de capitaux propres qui a pris naissance de ces positions (notionnel de 1,5 G\$ à une valeur moyenne de l'indice S&P 500 de 1 062,52) correspondait environ au quart des placements en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres de la société (6 517,9 \$). Au 31 mars 2010, les couvertures de titres de capitaux propres représentaient environ 30 % des placements de la société en titres de capitaux propres et en titres liés à des capitaux propres (6 622,1 \$). La société estime que les couvertures de titres de capitaux propres seront raisonnablement efficaces pour protéger la proportion des placements de la société en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres visés par les couvertures; toutefois, en raison de l'absence de corrélation parfaite entre les éléments couverts et les éléments de couverture, conjuguée aux autres incertitudes de marché, il n'est pas possible d'estimer l'incidence future que sont raisonnablement susceptibles d'avoir les programmes de couverture économique du risque lié aux titres de capitaux propres.

Pendant une grande partie de 2008 et dans les années récentes, la société a été préoccupée par le niveau d'évaluation des marchés boursiers mondiaux, l'incertitude résultant des problèmes de crédit aux États-Unis et la conjoncture économique globale. Comme protection contre une baisse sur les marchés boursiers, au cours de cette période, la société détenait des positions à découvert créées au moyen de titres négociés en bourse fondés sur des indices boursiers, y compris des SPDR, d'actions ordinaires de sociétés américaines cotées, de swaps sur rendement total de titres de capitaux propres et de swaps sur rendement total d'indices boursiers, appelés globalement les couvertures de titres de capitaux propres de la société. La société avait acheté des options d'achat à court terme sur indice S&P 500 afin de limiter la perte potentielle sur les swaps sur rendement total d'indices boursiers américains et les positions à découvert sur SPDR et afin de protéger, de façon générale, les positions à découvert sur actions ordinaires. Au quatrième trimestre de 2008, par suite des chutes importantes subies par les marchés boursiers mondiaux, la société a révisé les objectifs financiers de son programme de couverture économique sur la base de son appréciation selon laquelle les risques antérieurement élevés liés aux marchés boursiers mondiaux étaient désormais modérés; par la suite, elle a dénoué la quasi-totalité de ses positions de couverture de titres de capitaux propres et réalisé de ce fait des gains nets avant impôts de 1 272,0 \$ et de 714,0 \$ pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2008, respectivement. Au cours du reste du quatrième trimestre de 2008, la société a accru significativement ses placements en titres de capitaux propres par suite des occasions créées par les baisses importantes de valeur des titres de capitaux propres.

Au 31 mars 2010, la juste valeur des actifs cédés en garantie comprise dans les placements de portefeuille et dans l'encaisse, les placements à court terme, et les titres négociables de la société de portefeuille s'établissait à 251,7 \$ (230,4 \$ au 31 décembre 2009), dont un montant de néant (néant au 31 décembre 2009) était de l'encaisse soumise à restrictions; le reste, bien que cédé en garantie, peut être remplacé par des actifs similaires. Le total de 251,7 \$ des actifs cédés en garantie est composé de garanties d'obligations au titre des swaps sur rendement total de titres de capitaux propres et d'indices boursiers (247,5 \$) et d'actifs cédés en garantie au titre de la lettre de crédit de soutien de 4,2 \$ (4,2 \$ CA) décrite à la note 9 sous « Garantie financière ».

Les options d'achat sur titres de capitaux propres comprennent des contrats dérivés d'achat et des options d'achat portant sur des actions ordinaires cotées aux États-Unis. Les bons de souscription ont été acquis dans le cadre des placements effectués par la société dans des titres de créance de diverses sociétés canadiennes au deuxième trimestre de 2009. Les bons de souscription ont une durée de trois à cinq ans.

Contrats de crédit

La société est partie à des swaps sur défaillance liés principalement à différents émetteurs dans les secteurs des activités bancaires et des assurances de l'industrie des services financiers. Ces swaps servent de couverture économique contre la baisse de la juste valeur des actifs financiers de la société. La durée résiduelle moyenne de ces swaps sur défaillance est de 2,1 ans (2,4 ans au 31 décembre 2009) et leur notionnel et leur juste valeur sont indiqués dans le tableau précédent. En règle générale, au fur et à mesure que la durée résiduelle moyenne d'un contrat diminue, sa juste valeur (exclusion faite de l'incidence des différentiels de taux) baisse aussi. La prime initiale versée pour chaque swap sur défaillance est comptabilisée comme un actif dérivé et ajustée par la suite en fonction des variations de la valeur de marché du contrat à chaque date de clôture. Les variations de la valeur de marché d'un contrat sont comptabilisées à titre de gains nets (pertes nettes) sur placement dans l'état consolidé des résultats de la société à chaque date de clôture, et un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif dérivé.

Au premier trimestre de 2010, la société a vendu des swaps sur défaillance d'un notionnel de néant (2 902,6 \$ en 2009) pour un produit de néant (223,0 \$ en 2009), elle a inscrit des pertes nettes de néant à l'échéance de contrats (gains nets de 46,3 \$ à la vente de contrats en 2009) et des gains nets sur évaluation à la valeur de marché de 1,5 \$ (10,1 \$ en 2009) relativement aux positions demeurant ouvertes à la clôture du trimestre. Au premier trimestre de 2010, des swaps sur défaillance d'un notionnel de 95,0 \$ sont venus à échéance. Par suite des ventes de swaps sur défaillance en 2010 et en 2009, la société a contrepasé toute variation de la valeur de marché non réalisée depuis l'entrée en vigueur des contrats et a comptabilisé le montant réel du règlement final en trésorerie dans les gains nets (pertes nettes) sur placements, à l'état consolidé des résultats.

La société détient, à des fins de placement, divers bons de souscription d'obligations qui lui donnent la possibilité d'acheter certaines obligations de sociétés de longue durée. Les bons de souscription ont une durée moyenne de 37 ans.

Autres contrats dérivés

Pour se protéger contre l'effet défavorable potentiel des variations des prix dans l'économie, la société a fait l'acquisition de contrats dérivés liés à l'inflation référencés sur des indices d'inflation dans les régions géographiques où elle exerce ses activités. Au 31 mars 2010, ces contrats dérivés avaient une valeur comptable aux bilans consolidés de 80,3 \$ (8,2 \$ au 31 décembre 2009) et un coût de 92,4 \$ (8,8 \$ au 31 décembre 2009). La prime initiale versée pour un contrat dérivé lié à l'inflation est comptabilisée comme un actif dérivé et ajustée par la suite en fonction des variations de la juste valeur non réalisée des contrats à chaque date de clôture. Les variations de la juste valeur non réalisées d'un contrat sont comptabilisées à titre de gains nets (pertes nettes) sur placements dans l'état consolidé des résultats de la société à chaque date de clôture et un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif ou du passif dérivé. Advenant la vente, l'arrivée à échéance ou le dénouement avant l'échéance de l'un des contrats de dérivés liés à l'inflation de la société, cette dernière recevra la juste valeur du contrat à la date de l'opération. La perte en trésorerie potentielle maximale de la société est plafonnée aux primes versées pour conclure les contrats dérivés. Aux termes des modalités des contrats dérivés liés à l'inflation, les contreparties à ces opérations sont tenues de déposer des garanties admissibles dans des comptes de garantie en faveur de la société selon la juste valeur des contrats dérivés à ce moment. Au 31 mars 2010, la juste valeur de ces garanties était de 59,8 \$ (néant au 31 décembre 2009).

Contrats de change à terme

Une partie importante des activités de la société est libellée dans d'autres monnaies que le dollar américain. La société est également exposée aux fluctuations du change du fait de son investissement net dans des filiales ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar américain. Elle utilise des contrats de change à terme en positions acheteur et vendeur principalement libellés en livres sterling et en dollars canadiens afin de gérer le risque de change lié à certaines opérations en monnaies étrangères. Les contrats ont une durée moyenne de moins de an et peuvent être renouvelés aux taux du marché.

Risque de contrepartie

La société s'efforce de limiter le risque de contrepartie grâce aux modalités des ententes qu'elle négocie avec les contreparties aux swaps sur rendement total, aux swaps sur défaillance et aux autres dérivés sur titres. Selon ces ententes, la société et les contreparties aux opérations sont tenues par contrat de déposer une garantie admissible dans des comptes de garantie en faveur de la société ou de la contrepartie, selon la juste valeur à ce moment ou la variation de la juste valeur des contrats dérivés.

Au 31 mars 2010, la juste valeur des garanties déposées en faveur de la société, composées en totalité de titres gouvernementaux que la société avait le droit de vendre ou de redonner en garantie, s'élevait à 91,2 \$ (23,2 \$ au 31 décembre 2009). La société n'avait pas exercé ce droit au 31 mars 2010.

Au 31 mars 2010, la juste valeur déposée en faveur des contreparties s'élevait à 247,5 \$ (206,0 \$ au 31 décembre 2009), dont une tranche de 220,6 \$ (156,4 \$ au 31 décembre 2009) se composait de garanties que la société était tenue de déposer pour conclure les contrats dérivés et une tranche de 26,9 \$ (49,6 \$ au 31 décembre 2009) se composait de garanties que la société était tenue de déposer en raison des variations de la juste valeur.

Performance financière

Le tableau suivant présente un sommaire de l'incidence des placements classés ou désignés comme étant détenus à des fins de transaction sur les gains nets (pertes nettes) sur placements comptabilisés dans les états consolidés des résultats. Les positions sur actions ordinaires et indices boursiers comprennent les positions sur des swaps sur rendement total de titres de capitaux propres et d'indices boursiers (ainsi que des options d'achat sur indices boursiers au trimestre terminé le 31 mars 2009). La colonne « Autres » comprend principalement des contrats dérivés liés à l'inflation, des contrats de change à terme, des bons d'option sur crédit et d'autres titres dérivés.

	Classés comme étant détenus à des fins de transaction				Désignés comme étant détenus à des fins de transaction			
	Positions sur actions ordinaires et indices boursiers	Swaps sur défaillance	Bons de souscription d'actions	Autres	Total	Obligations	Actions ordinaires et privilégiées	Total
Trimestre terminé le 31 mars 2010								
Gains (pertes) réalisés sur les positions dénouées au cours du trimestre, depuis leur création jusqu'à ce jour.....	(27,8)	(1,0)	–	(7,3)	(36,1)	(62,3)	–	(62,3)
(Gains) pertes comptabilisés dans des périodes antérieures sur évaluation à la valeur de marché des positions dénouées au cours du trimestre....	(8,8)	1,0	–	2,6	(5,2)	58,7	–	58,7
Gains (pertes) sur évaluation à la valeur de marché des positions ouvertes à la fin du trimestre.....	(7,9)	1,5	54,4	(2,9)	45,1	202,9	(27,0)	175,9
Gains nets (pertes nettes).....	<u>(44,5)</u>	<u>1,5</u>	<u>54,4</u>	<u>(7,6)</u>	<u>3,8</u>	<u>199,3</u>	<u>(27,0)</u>	<u>172,3</u>
Trimestre terminé le 31 mars 2009								
Gains (pertes) réalisés sur les positions dénouées au cours du trimestre, depuis leur création jusqu'à ce jour.....	4,5	178,0	–	(25,3)	157,2	3,9	1,6	5,5
(Gains) pertes comptabilisés dans des périodes antérieures sur évaluation à la valeur de marché des positions dénouées au cours du trimestre....	0,1	(131,7)	–	12,3	(119,3)	(1,7)	–	(1,7)
Gains (pertes) sur évaluation à la valeur de marché des positions ouvertes à la fin du trimestre.....	(71,2)	10,1	10,2	24,5	(26,4)	102,4	(0,5)	101,9
Gains nets (pertes nettes).....	<u>(66,6)</u>	<u>56,4</u>	<u>10,2</u>	<u>11,5</u>	<u>11,5</u>	<u>104,6</u>	<u>1,1</u>	<u>105,7</u>

Couverture de l'investissement net dans Northbridge

Au premier trimestre de 2009, Northbridge, qui exerce ses activités principalement au Canada, est devenue une filiale en propriété exclusive de Fairfax, comme il est décrit à la note 5. Comme Northbridge est un établissement autonome dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien, l'actif net de Northbridge expose Fairfax à un risque de change important. En phase avec l'objectif de gestion du risque de change de la société qui consiste à réduire l'incidence des fluctuations du change sur sa situation financière, en août 2009, la société a désigné la valeur comptable de ses billets de premier rang libellés en dollars canadiens échéant le 19 août 2019 comme couverture d'une partie de son investissement net dans Northbridge aux fins de l'information financière. Pour le premier trimestre de 2010, la société a comptabilisé des pertes avant impôts de 12,7 \$ (néant en 2009) liées aux fluctuations du change sur les billets de premier rang dans les variations des gains et des pertes sur couvertures de l'investissement net dans une filiale étrangère, à l'état consolidé du résultat étendu. Le cumul des fluctuations nettes de change reportées dans l'écart de conversion, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, y demeurera jusqu'à ce que l'investissement net dans Northbridge soit réduit.

5. Acquisitions et désinvestissements

Trimestre terminé le 31 mars 2010

Acquisition de Zenith National Insurance Corp. (« Zenith »)

Le 18 février 2010, la société a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec Zenith National Insurance Corp. (« Zenith ») conformément à laquelle elle fera l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de Zenith en circulation que Fairfax et ses sociétés affiliées ne détenaient pas encore au prix de 38,00 \$ comptant par action. Zenith deviendra par la suite une filiale en propriété exclusive de la société. La contrepartie globale en trésorerie à payer aux termes de la convention de fusion pour les actions non encore détenues par Fairfax est estimée à environ 1,3 G\$. La société a l'intention de financer l'acquisition au moyen d'une combinaison de trésorerie de la société de portefeuille, qui comprend le produit net de 199,8 \$ de l'émission d'actions par voie d'appel public à l'épargne réalisée le 26 février 2010, ainsi que des dividendes et des avances versés par les filiales en exploitation au premier trimestre et prévus pour le deuxième trimestre de 2010. La clôture de l'opération devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2010 et est sous réserve de l'approbation des actionnaires de Zenith et de la réception des approbations réglementaires d'usage. Zenith exerce, par l'intermédiaire de ses filiales en propriété exclusive, ses activités dans le domaine des assurances contre les accidents du travail aux États-Unis.

Trimestre terminé le 31 mars 2009

Fermeture du capital de Northbridge

Le 13 janvier 2009, la société a acquis 24,8 % des actions ordinaires en circulation de Northbridge pour un prix d'acquisition total en trésorerie de 374,0 \$ (458,4 \$ CA) dans le cadre d'une offre annoncée antérieurement et visant l'achat de toutes les actions ordinaires en circulation de Northbridge que la société ne détenait pas encore (l'« acquisition, étape 1 »). Immédiatement après l'approbation, le 19 février 2009, d'une opération de fermeture du capital par les actionnaires de Northbridge, celle-ci a procédé au rachat de la tranche restante de 11,6 % de ses actions ordinaires en circulation pour une contrepartie totale en trésorerie de 172,4 \$ (215,9 \$ CA) (l'« acquisition, étape 2 »). Le résultat de ces opérations est résumé dans le tableau ci-après. Les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition ont été pris en compte dans les informations financières du secteur isolable Assurance – Northbridge.

Acquisition de Polish Re

Le 7 janvier 2009, la société a réalisé l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de Polish Re, société polonaise de réassurance, pour une contrepartie en trésorerie de 57,0 \$ (168,3 millions de zlotys polonais). Le résultat de ces opérations est résumé dans le tableau ci-après. Les actifs et les passifs ainsi que les résultats d'exploitation de Polish Re sont compris dans le secteur isolable Réassurance et assurance – autres, dans les informations financières consolidées de la société. Cet investissement a permis à la société de renforcer sa présence sur les marchés d'Europe centrale et d'Europe de l'Est et il a jeté les bases d'une expansion commerciale future dans ces régions.

Les acquisitions de Northbridge et de Polish Re ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

	Northbridge			Polish Re
	Acquisition, étape 1	Acquisition, étape 2	Total	
Date d'acquisition	13 janvier 2009	20 février 2009		7 janvier 2009
Pourcentage d'actions ordinaires acquises	24,8 %	11,6 %	36,4 %	100 %
Contrepartie d'achat en trésorerie	374,0	172,4	546,4	57,0
Juste valeur des actifs acquis :				
Actifs corporels ¹⁾	1 070,2	496,0	1 566,2	141,0
Actifs incorporels :				
Relations clients et relations courtiers	53,5	26,1	79,6	–
Marques	7,5	3,7	11,2	–
Écarts d'acquisition	51,5	29,1	80,6	13,8
Juste valeur totale des actifs acquis	1 182,7	554,9	1 737,6	154,8
Juste valeur totale des passifs repris	(808,7)	(382,5)	(1 191,2)	(97,8)
Actifs nets acquis	374,0	172,4	546,4	57,0

¹⁾ Du total des 141,0 \$ des actifs corporels acquis dans le cadre de l'opération visant Polish Re, 31,9 \$ étaient composés de trésorerie et d'équivalents.

Autres

Le 11 février 2009, la société a effectué un investissement supplémentaire de 49,0 \$ dans son satellite Cunningham Lindsey Group Limited (« CLGL ») afin de faciliter l'acquisition par cette dernière des activités internationales de GAB Robins, fournisseur de services de règlement et de gestion de sinistres. Au 31 mars 2010, la participation de la société dans CLGL s'élevait à 43,6 % (43,6 % au 31 décembre 2009).

6. Dette des filiales, dette à long terme, autres obligations à long terme et capitaux propres

Trimestre terminé le 31 mars 2010

Le 26 février 2010, la société a émis, par voie d'un appel public à l'épargne, 563 381 actions à droit de vote subalterne à un prix de 355,00 \$ l'action pour un produit net après les frais (déduction faite des impôts de 0,1 \$) de 199,8 \$.

Le 1^{er} février 2010, la société a émis 8 000 000 d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série E au prix de 25,00 \$ CA l'action, pour un produit net après commissions et frais (déduction faite des impôts de 1,7 \$) de 183,1 \$ (195,3 \$ CA). Les actions privilégiées de série E sont assorties d'un taux de dividende annuel de 4,75 % jusqu'au 31 mars 2015 et, par la suite, d'un taux annuel fixé tous les cinq ans pour correspondre au taux de rendement des obligations du Canada à cinq ans alors en vigueur, majoré de 2,16 %. Les actions privilégiées de série E ont une valeur liquidative préférentielle de 25,00 \$ CA par action et sont rachetables au gré de la société le 31 mars 2015 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite, au prix de 25,00 \$ CA l'action. Les porteurs d'actions privilégiées de série E non rachetées auront le droit de convertir, à leur gré, leurs actions en actions privilégiées à taux variable et à dividende cumulatif de série F le 31 mars 2015 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite. Les actions de série F (dont aucune n'est encore émise) seront assorties d'un taux de dividende correspondant au taux de rendement des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois en vigueur le 31 mars 2015 ou le 31 mars tous les cinq ans par la suite, majoré de 2,16 %.

Trimestre terminé le 31 mars 2009

À l'échéance, le 28 janvier 2009, la société a remboursé l'encours de 12,8 \$ de son emprunt garanti, à 6,15 %.

Rachats d'actions

Aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, la société a racheté aux fins d'annulation 7 900 actions à droit de vote subalterne au premier trimestre de 2010 (10 000 actions en 2009) à un coût net de 2,7 \$ (2,2 \$ en 2009), dont une tranche de 1,5 \$ (0,9 \$ en 2009) a été imputée aux bénéfices non répartis.

Dividendes

Le 5 janvier 2010, la société a déclaré un dividende au comptant de 10,00 \$ par action sur ses actions à droit de vote multiple et ses actions à droit de vote subalterne en circulation, payable le 26 janvier 2010 aux actionnaires inscrits le 19 janvier 2010. Ce dividende a donné lieu à un versement en trésorerie totalisant 200,8 \$.

Le 6 janvier 2009, la société a déclaré un dividende au comptant de 8,00 \$ par action sur ses actions à droit de vote multiple et ses actions à droit de vote subalterne en circulation, payable le 27 janvier 2009 aux actionnaires inscrits le 20 janvier 2009. Ce dividende a donné lieu à un versement en trésorerie totalisant 140,8 \$.

Juste valeur

Les justes valeurs de la dette à long terme et des autres obligations à long terme de la société sont principalement fondées sur des cours de marché, s'il en est, ou des calculs de flux de trésorerie actualisés. Le tableau qui suit présente la juste valeur estimative et la valeur comptable de la dette à long terme et des autres obligations à long terme de la société :

	31 mars 2010		31 décembre 2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme – emprunts de la société de portefeuille	1 250,6	1 355,7	1 236,9	1 317,4
Dette à long terme – emprunts de filiales	890,6	947,9	891,3	917,4
Autres obligations à long terme – société de portefeuille	172,0	169,8	173,5	171,3
	2 313,2	2 473,4	2 301,7	2 406,1

Facilités de crédit

Northbridge dispose d'une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 50,0 \$ et d'une durée de cinq ans auprès d'une banque à charte canadienne. Cette facilité arrive à échéance en 2012. Au 31 mars 2010, un montant de 1,0 \$ CA avait été prélevé sur cette facilité de crédit et la totalité de ce montant servait au soutien de lettres de crédit. Au 31 décembre 2009 et jusqu'au 23 février 2010, OdysseyRe disposait d'une facilité de crédit de 200,0 \$ d'une durée de cinq ans auprès d'un syndicat financier de prêteurs. Cette facilité arrivait à échéance en 2012. Le 24 février 2010, le crédit disponible en vertu de cette facilité a été ramené à 100,0 \$, avec possibilité de l'accroître d'au plus 50,0 \$ pour un montant maximum disponible de 150,0 \$. Au 31 mars 2010, un montant de 33,7 \$ avait été prélevé sur cette facilité de crédit et la totalité de ce montant servait au soutien de lettres de crédit.

7. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les soldes liés à chaque élément du cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux actionnaires de Fairfax s'établissaient comme suit :

	31 mars 2010			31 décembre 2009		
	Montant avant impôts	Économie (charge) d'impôts	Montant après impôts	Montant avant impôts	Économie (charge) d'impôts	Montant après impôts
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente :						
Obligations.....	137,1	(43,8)	93,3	181,2	(60,5)	120,7
Actions ordinaires et autres	1 101,8	(319,8)	782,0	877,5	(251,1)	626,4
	1 238,9	(363,6)	875,3	1 058,7	(311,6)	747,1
Écart de conversion.....	257,2	(25,8)	231,4	153,9	(7,9)	146,0
	1 496,1	(389,4)	1 106,7	1 212,6	(319,5)	893,1

8. Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif de 20,3 % inhérent à la charge d'impôts de 73,7 \$ inscrite pour le premier trimestre de 2010 diffère du taux d'imposition prévu par la loi de 31,0 % (en baisse par rapport à 33,0 % en 2009), en raison surtout de l'incidence des revenus de placement non imposables (y compris les revenus de dividendes et d'intérêts sur les placements en obligations émises par des États et des municipalités américains, et des gains en capital au Canada dont 50,0 % seulement sont imposables) et du bénéfice dégagé dans des territoires où le taux d'imposition des sociétés est inférieur à celui prévu par la loi qui s'applique à la société, facteurs atténués par les différences fiscales découlant de la présentation du bénéfice de la société de portefeuille Fairfax en dollars américains dans les états financiers consolidés tandis que ce bénéfice est déclaré en dollars canadiens aux fins de l'impôt.

Le taux d'imposition effectif de 43,8 % inhérent à l'économie d'impôts de 30,9 \$ inscrite pour le premier trimestre de 2009 diffèrait du taux d'imposition de la société prévu par la loi, soit 33,0 %, en raison surtout de l'incidence des revenus de placement non imposables du groupe fiscal américain (y compris les revenus de dividendes et d'intérêts sur les placements en obligations émises par des États et des municipalités américains).

9. Éventualités

Poursuites

- a) En 2006, plusieurs poursuites ont été déposées contre Fairfax et certains de ses dirigeants et administrateurs devant le tribunal de district des États-Unis pour le Southern District de New York, pour lesquelles les demandeurs cherchaient à obtenir la certification de leur action comme recours collectif. Le tribunal a ordonné le regroupement des diverses actions en instance et autorisé la requête unique restante en nomination à titre de demandeurs principaux. Le tribunal a également publié une ordonnance approuvant la stipulation pour l'échéancier déposée par les parties à la poursuite consolidée. Le 8 février 2007, les demandeurs principaux ont déposé une plainte consolidée modifiée dans laquelle ils tentent de représenter un groupe composé de tous les acheteurs de titres de Fairfax entre le 21 mai 2003 et le 22 mars 2006 inclusivement. Dans la plainte consolidée modifiée, les demandeurs nomment comme défendeurs Fairfax et certains de ses dirigeants et administrateurs, OdysseyRe et les vérificateurs de Fairfax. Selon ce qui est allégué dans la plainte consolidée modifiée, les défendeurs ont enfreint les lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières en commettant des inexactitudes importantes ou en omettant de communiquer de l'information importante au sujet, notamment, des actifs, des résultats, des pertes, de la situation financière et du contrôle interne financier de Fairfax et d'OdysseyRe. Dans la plainte consolidée modifiée, les demandeurs réclament, entre autres, la certification du groupe putatif, des dommages-intérêts compensatoires non précisés (y compris des intérêts), une restitution monétaire non précisée, des mesures extraordinaires, équitables ou injonctives non précisées et le remboursement des frais (y compris des honoraires d'avocat raisonnables). Ces poursuites en sont toujours au stade préliminaire. En vertu de la stipulation pour l'échéancier, les divers défendeurs ont déposé leurs requêtes respectives en vue du rejet de la plainte consolidée modifiée, les principaux demandeurs ont déposé leurs oppositions à ces dernières, les défendeurs ont produit leurs réponses à ces oppositions, et les requêtes en vue du rejet ont été défendues devant le tribunal en décembre 2007. En mars 2010, le tribunal a accueilli favorablement les requêtes des défendeurs en vue du rejet de la plainte consolidée modifiée au motif qu'une décision sur la plainte, telle qu'elle était constituée, n'était pas de son ressort, et il a jugé sans motif toute autre requête des demandeurs en vue de déposer une version modifiée de la plainte. Auparavant, en novembre 2009, le tribunal avait autorisé la requête de retrait à titre de demandeurs principaux et avait accordé un délai de 60 jours aux autres demandeurs principaux prospectifs pour déposer des requêtes en nomination à titre de demandeurs principaux de remplacement. Deux entités avaient déposé de telles requêtes et avaient ultérieurement demandé au tribunal de les nommer à titre de codemandeurs principaux. Ces requêtes étaient encore en instance lorsque le tribunal a rendu sa décision rejetant la plainte consolidée modifiée. Les demandeurs principaux initiaux et les codemandeurs principaux de remplacement proposés ont déposé une requête en vue de demander au tribunal de modifier son jugement de mars 2010 afin de réintégrer les actions des résidents des États-Unis et de nommer codemandeurs principaux les codemandeurs principaux de remplacement proposés. Fairfax, OdysseyRe et les dirigeants et administrateurs nommés ont l'intention de contester vigoureusement cette requête. L'issue finale des litiges est incertaine et, si l'action consolidée se poursuit (ou qu'une nouvelle action comparable est entamée) et que les demandeurs dans cette action obtiennent gain de cause, les défendeurs pourraient encourir des dommages-intérêts importants qui peuvent à leur tour avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de Fairfax. Cette action consolidée, si elle se poursuit, ou toute autre action comparable entamée, pourrait exiger l'attention vigilante de la direction, ce qui pourrait la détourner des activités de la société. En outre, la publicité négative entourant cette affaire risque d'avoir une incidence défavorable importante sur la société. Les conséquences éventuelles mentionnées ci-dessus, ou la crainte que l'une d'elles se produise, pourrait avoir des effets néfastes sur le cours des titres de la société. Si l'action consolidée se poursuit ou qu'une nouvelle action comparable est entamée, Fairfax, OdysseyRe et les dirigeants et administrateurs nommés ont l'intention de contester vigoureusement cette action consolidée, et les états financiers de la société ne comprennent aucune provision pour pertes à cet égard.
- b) Le 26 juillet 2006, Fairfax a déposé une action en dommages-intérêts de 6 G\$ contre un certain nombre de défendeurs qui, selon les allégations de la plainte (modifiées par la suite), auraient commis un délit de manipulation de cours mettant en cause des actions de Fairfax. La plainte, déposée auprès de la cour supérieure du comté de Morris, au New Jersey, allègue des violations de diverses lois en vigueur dans l'État, notamment la loi du New Jersey intitulée *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act*, en vertu de laquelle des dommages-intérêts triplés pourraient être accordés. Les défendeurs ont obtenu que cette action soit entendue par le tribunal du district du New Jersey, mais à la suite d'une requête déposée par Fairfax, l'action a été renvoyée devant la cour supérieure du comté de Morris, au New Jersey. La plupart des défendeurs ont déposé des requêtes en vue du rejet de la plainte, qui ont toutes été rejetées au cours d'audiences tenues en septembre 2007. En octobre 2007, les défendeurs ont déposé une requête d'autorisation de porter en appel cette décision auprès de la chambre d'appel concernant le rejet de leurs requêtes. En décembre 2007, cette requête d'autorisation de porter en appel cette décision a été rejetée. Par la suite, deux des défendeurs ont déposé une requête demandant de porter en appel certaines questions auprès de la Cour suprême du New Jersey. Cette requête a été rejetée en février 2008. En décembre 2007, deux défendeurs, qui se sont ajoutés à l'action après son dépôt initial, ont déposé des requêtes en vue du rejet des plaintes contre eux. Ces

requêtes ont été accordées en février 2008, et Fairfax a été autorisée à présenter à nouveau sa requête contre ces deux défendeurs. Fairfax a déposé une plainte modifiée en mars 2008 dans laquelle elle émettait des revendications contre ces défendeurs. Ces derniers ont déposé une requête demandant le rejet de la plainte modifiée, qui a été rejetée en août 2008. En septembre 2008, ces deux défendeurs ont déposé une demande reconventionnelle contre Fairfax et des procédures de mise en cause contre certains dirigeants de Fairfax, OdysseyRe, les conseillers juridiques externes de Fairfax et PricewaterhouseCoopers. Fairfax n'a pas encore reçu signification de cette demande reconventionnelle. En décembre 2007, un défendeur a déposé une demande reconventionnelle contre Fairfax. La requête de Fairfax demandant le rejet de cette demande a été rejetée en août 2008. Fairfax a l'intention de contester vigoureusement ces demandes reconventionnelles. En septembre 2008, le tribunal a accordé une requête de jugement sommaire présentée par deux défendeurs et a rejeté les plaintes de Fairfax contre ces défendeurs sous réserve de tous droits. L'enquête préalable se poursuit. L'issue finale de ces litiges est incertaine et les états financiers de la société ne comprennent aucune provision pour pertes à cet égard.

Garantie financière

Le 24 février 2010, la société a émis une lettre de crédit de soutien de 4,0 \$ CA au nom d'une entité dans laquelle la société détient une participation pour une durée de six mois. Dans le cadre de la lettre de crédit de soutien, la société a donné en garantie des placements à court terme d'un montant de 4,2 \$ CA représentant la perte maximale de société en application de la lettre de crédit advenant l'échec de l'exercice d'un éventuel droit de recours que la société pourrait avoir contre l'entité en question. Un passif de 0,2 \$ (0,2 \$ CA) est inscrit au bilan consolidé de la société au 31 mars 2010 au titre de la juste valeur de la contrepartie reçue pour l'émission de la lettre de crédit de soutien. Ce passif peut être comptabilisé en résultat net si la lettre de crédit de soutien n'est pas utilisée avant son échéance, il peut être majoré de la contrepartie additionnelle reçue si la durée est prolongée à un an ou il peut être augmenté pour refléter le risque de crédit accru advenant une détérioration de la solvabilité de l'entité dans laquelle la société détient une participation. Au 31 mars 2010, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité de crédit.

10. Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé dans le tableau suivant d'après le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :

	Premiers trimestres	
	2010	2009
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	289,4	(60,4)
Dividendes sur les actions privilégiées	(5,0)	(1,7)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires – de base et dilué	284,4	(62,1)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	20 200 077	17 484 295
Total de l'effet des actions dilutives :		
Options d'achat d'actions rachetées acquises	89 477	–
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	20 289 554	17 484 295
Bénéfice net (perte nette) de base par action ordinaire.....	14,08 \$	(3,55) \$
Bénéfice net (perte nette) dilué par action ordinaire.....	14,02 \$	(3,55) \$

Une tranche de 97 631 options d'achat d'actions rachetées acquises n'a pas été comprise dans le calcul de la perte nette diluée par action ordinaire au premier trimestre de 2009, la prise en compte des options ayant un effet antidilutif.

11. Gestion du capital

Le cadre de gestion du capital de la société vise d'abord à protéger ses titulaires de police, et ensuite ses porteurs d'obligations et enfin d'optimiser le rendement pour les actionnaires. La gestion efficace du capital comprend des mesures visant à maintenir le capital au-dessus des niveaux réglementaires minimaux, au-dessus des niveaux requis pour satisfaire les exigences de notation du crédit et de solidité financière, et au-dessus des niveaux de gestion des risques déterminés et calculés à l'interne. Au 31 mars 2010, le capital total, soit les capitaux propres et les participations ne donnant pas le contrôle, s'établissait à 8 410,5 \$, contre 7 736,6 \$ au 31 décembre 2009. La société gère son capital selon les mesures financières et les ratios suivants :

	31 mars 2010	31 décembre 2009
Encaisse, placements à court terme et titres négociables de la société de portefeuille, déduction faite des obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés	1 761,4	1 242,7
Dette – société de portefeuille	1 250,6	1 236,9
Dette – filiales	902,0	903,4
Autres obligations à long terme – société de portefeuille	172,0	173,5
Dette totale.....	2 324,6	2 313,8
Dette nette.....	563,2	1 071,1
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.....	7 886,6	7 391,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires privilégiés.....	410,3	227,2
Participations ne donnant pas le contrôle	113,6	117,6
Total des capitaux propres.....	8 410,5	7 736,6
Ratio dette nette-total des capitaux propres	6,7 %	13,8 %
Ratio dette nette-capital total net ¹⁾	6,3 %	12,2 %
Ratio dette totale-capital total ²⁾	21,7 %	23,0 %
Ratio de couverture des intérêts ³⁾	9,0 x	8,2 x

¹⁾ La société calcule le capital total net comme étant la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

²⁾ La société calcule le capital total comme étant la somme du total des capitaux propres et de la dette totale.

³⁾ La société calcule la couverture des intérêts comme étant la somme du bénéfice (perte) d'exploitation avant impôts et intérêts débiteurs, divisée par les intérêts débiteurs.

12. Gestion des risques financiers

La société applique une approche globale aux fins de la détection, de l'appréciation, de la surveillance et de la gestion des risques auxquels toutes ses activités sont exposées. Les principaux risques financiers sont le risque de souscription, le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité, tel qu'il est indiqué à la note 19 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2009. L'exposition de la société à ces risques et le cadre qu'elle utilise pour surveiller, évaluer et gérer ces risques n'ont pas subi de changements importants, exception faite de ceux indiqués à la rubrique traitant de la gestion des risques financiers du rapport de gestion compris dans le rapport intermédiaire de la société pour le trimestre terminé le 31 mars 2010.

13. Informations sectorielles

La société est une société de portefeuille de services financiers qui, par l'entremise de ses filiales, est principalement active dans les assurances IARD, sur une base d'assurance primaire et de réassurance, ainsi que dans la liquidation de sinistres. En mars 2010, Fairfax Brasil Seguros Corporativos S.A. (« Fairfax Brasil »), la nouvelle société d'assurance en propriété exclusive de la société, a démarré ses activités de souscription d'assurances IARD commerciales au Brésil à la suite de l'obtention des autorisations nécessaires délivrées par les autorités de réglementation du secteur des assurances au Brésil. Les actifs identifiables de Fairfax Brasil (38,1 \$ au 31 mars 2010) sont intégrés au secteur Réassurance et assurance – autres (soit le secteur Réassurance – autres avant le 1^{er} janvier 2010). Les actifs identifiables du secteur isolable Siège social et autres se sont accrus au premier trimestre de 2010, en raison principalement de l'émission d'actions par voie d'appel public à l'épargne du 26 février 2010 et de l'émission d'actions privilégiées de série E le 1^{er} février 2010, opérations décrites à la note 6. Au 31 mars 2010, il ne s'est produit aucun autre changement important dans les actifs identifiables par secteur isolable, comparativement au 31 décembre 2009.

Les tableaux qui suivent présentent une analyse du bénéfice net par secteur isolable pour les trimestres terminés les 31 mars.

Trimestre terminé le 31 mars 2010

	Assurance			Réassurance	Réassurance et assurance
	Northbridge	Crum & Forster	Fairfax Asia	OdysseyRe	Autres
Primes nettes acquises	245,9	182,6	35,0	457,1	142,3
Frais liés à la souscription	(258,8)	(195,7)	(33,7)	(516,3)	(181,0)
Résultat technique	(12,9)	(13,1)	1,3	(59,2)	(38,7)
Revenu d'intérêts	28,3	22,6	3,3	67,1	12,1
Dividendes	5,4	6,0	0,7	10,6	0,2
Quote-part du bénéfice (de la perte) provenant des participations, à la valeur de consolidation..	0,9	-	2,5	7,3	(0,2)
Charges de placement	(2,6)	(4,5)	(0,4)	(5,7)	(1,2)
Intérêts et dividendes	32,0	24,1	6,1	79,3	10,9
Autres					
Produits	-	-	-	-	-
Charges	-	-	-	-	-
Bénéfice (perte) d'exploitation avant les éléments suivants :	19,1	11,0	7,4	20,1	(27,8)
Gains nets (pertes nettes) sur placements	26,9	176,1	2,1	56,4	36,8
Intérêts débiteurs	-	(7,0)	-	(7,5)	(1,1)
Frais généraux du siège social et autres frais	(2,3)	(1,8)	(1,2)	(11,2)	(0,8)
Bénéfice avant impôts	43,7	178,3	8,3	57,8	7,1

	Activités courantes	Liquidation de sinistres	Autres	Siège social et autres	Éliminations et ajustements	Consolidés
Primes nettes acquises	1 062,9	-	-	-	-	1 062,9
Frais liés à la souscription	(1 185,5)	-	-	-	-	(1 185,5)
Résultat technique	(122,6)	-	-	-	-	(122,6)
Revenu d'intérêts	133,4	15,4	-	3,7	-	152,5
Dividendes	22,9	1,9	-	2,6	-	27,4
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations, à la valeur de consolidation	10,5	0,6	-	(2,2)	-	8,9
Charges de placement	(14,4)	(2,4)	-	(0,5)	11,2	(6,1)
Intérêts et dividendes	152,4	15,5	-	3,6	11,2	182,7
Autres						
Produits	-	1,4	141,8	11,2	(11,2)	143,2
Charges	-	(29,4)	(137,1)	-	-	(166,5)
Bénéfice (perte) d'exploitation avant :	29,8	(12,5)	4,7	14,8	-	36,8
Gains nets (pertes) sur placements	298,3	39,4	-	77,9	-	415,6
Intérêts débiteurs	(15,6)	-	(0,2)	(29,7)	-	(45,5)
Frais généraux du siège social et autres frais	(17,3)	-	-	(25,7)	-	(43,0)
Bénéfice avant impôts	295,2	26,9	4,5	37,3	-	363,9
Impôts sur les bénéfices						(73,7)
Bénéfice net						290,2
Attribuable aux :						
Actionnaires de Fairfax						289,4
Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle						0,8
						290,2

Trimestre terminé le 31 mars 2009

	Assurance			Réassurance	
	Northbridge	Crum & Forster	Fairfax Asia	OdysseyRe	Autres
Primes nettes acquises	228,8	207,4	22,4	470,0	191,7
Frais liés à la souscription	(232,9)	(207,0)	(20,6)	(453,7)	(191,0)
Résultat technique	(4,1)	0,4	1,8	16,3	0,7
Revenu d'intérêts	19,0	24,9	1,6	61,2	10,3
Dividendes	6,1	11,6	0,7	16,8	0,6
Quote-part du bénéfice (de la perte) provenant des participations, à la valeur de consolidation	(0,2)	(1,9)	3,4	(4,2)	-
Charges de placement	(2,4)	(2,5)	(0,3)	(4,2)	(1,0)
Intérêts et dividendes	22,5	32,1	5,4	69,6	9,9
Autres					
Produits	-	-	-	-	-
Charges	-	-	-	-	-
Bénéfice (perte) d'exploitation avant :	18,4	32,5	7,2	85,9	10,6
Gains nets (pertes nettes) sur placements	(31,6)	16,1	4,0	(10,8)	(11,7)
Intérêts débiteurs	-	(6,9)	-	(8,1)	(1,5)
Frais généraux du siège social et autres frais	(6,3)	(0,8)	(1,4)	(3,3)	(1,4)
Bénéfice (perte) avant impôts	(19,5)	40,9	9,8	63,7	(4,0)

	Activités courantes	Liquidation de sinistres	Autres	Siège social et autres	Éliminations et ajustements	Consolidés
Primes nettes acquises	1 120,3	-	-	-	-	1 120,3
Frais liés à la souscription	(1 105,2)	-	-	-	-	(1 105,2)
Résultat technique	15,1	-	-	-	-	15,1
Revenu d'intérêts	117,0	12,7	-	1,1	-	130,8
Dividendes	35,8	2,9	-	5,1	-	43,8
Quote-part du bénéfice (de la perte) provenant des participations, à la valeur de consolidation	(2,9)	-	-	1,8	-	(1,1)
Charges de placement	(10,4)	(2,8)	-	(0,1)	10,9	(2,4)
Intérêts et dividendes	139,5	12,8	-	7,9	10,9	171,1
Autres						
Produits	-	0,2	140,8	10,9	(10,9)	141,0
Charges	-	(32,5)	(135,1)	-	-	(167,6)
Bénéfice (perte) d'exploitation avant les éléments suivants :	-	(32,3)	5,7	10,9	(10,9)	(26,6)
Gains nets (pertes nettes) sur placements	154,6	(19,5)	5,7	18,8	-	159,6
Intérêts débiteurs	(34,0)	(6,4)	-	(112,0)	(0,6)	(153,0)
Frais généraux du siège social et autres frais	(16,5)	-	(0,5)	(21,6)	-	(38,6)
Bénéfice (perte) avant impôts	(13,2)	-	-	(25,3)	-	(38,5)
Impôts sur les bénéfices	90,9	(25,9)	5,2	(140,1)	(0,6)	(70,5)
Perte nette						30,9
Attribuable aux :						(39,6)
Actionnaires de Fairfax						(60,4)
Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle						20,8
						(39,6)

Le tableau suivant présente un rapprochement du total des produits des secteurs isolables et des produits consolidés de la société pour les trimestres terminés les 31 mars :

	Premiers trimestres	
	2010	2009
Produits des secteurs isolables :		
Primes nettes acquises	1 062,9	1 120,3
Intérêts et dividendes	182,7	171,1
Autres produits des secteurs isolables	143,2	141,0
Gains nets (pertes nettes) sur placements	415,6	(153,0)
Total des produits consolidés	1 804,4	1 279,4

14. Rapprochement avec les PCGR des États-Unis

Les états financiers consolidés de la société ont été établis conformément aux PCGR du Canada, qui diffèrent à certains égards des PCGR applicables aux États-Unis, comme cela est expliqué à la note 21 afférente aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2009 de la société (mise à jour en fonction des modifications mentionnées ci-dessous).

Le tableau ci-après présente le bénéfice net et le résultat étendu établis conformément aux PCGR des États-Unis :

	Premiers trimestres	
	2010	2009 ¹⁾
Bénéfice net selon les PCGR du Canada.....	290,2	(39,6)
Recouvrements de réassurance rétroactive ²⁾	3,9	3,7
Comptabilisation à la valeur de consolidation ³⁾	(0,1)	7,2
Acquisition par étapes de Northbridge ⁴⁾	1,6	-
Acquisition par étapes d'OdysseyRe ⁵⁾	13,4	-
Incidences fiscales.....	(6,5)	(2,3)
Bénéfice net (perte nette) selon les PCGR des États-Unis.....	302,5	(31,0)
Bénéfice net attribuable aux détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle selon les PCGR des États-Unis.....	0,8	23,0
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de Fairfax selon les PCGR des États-Unis.....	301,7	(54,0)
	302,5	(31,0)
Bénéfice par action selon les PCGR des États-Unis.....	14,69 \$	(3,19) \$
Bénéfice dilué par action selon les PCGR des États-Unis.....	14,62 \$	(3,19) \$
Autres éléments du résultat étendu selon les PCGR du Canada.....	213,6	(299,5)
Comptabilisation à la valeur de consolidation ³⁾	(0,7)	-
Acquisitions par étapes de Northbridge ⁴⁾	(5,5)	-
Acquisition par étapes d'OdysseyRe ⁵⁾	(13,0)	-
Incidences fiscales.....	4,5	-
Autres éléments du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis.....	198,9	(299,5)
Attribuables aux détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle selon les PCGR des États-Unis.....	-	(57,1)
Attribuables aux actionnaires de Fairfax selon les PCGR des États-Unis.....	198,9	(242,4)
	198,9	(299,5)
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis.....	302,5	(31,0)
Autres éléments du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis.....	198,9	(299,5)
Résultat étendu selon les PCGR des États-Unis.....	501,4	(330,5)
Attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle selon les PCGR des États-Unis.....	0,8	(34,1)
Attribuable aux actionnaires de Fairfax selon les PCGR des États-Unis.....	500,6	(296,4)
	501,4	(330,5)

Le tableau ci-après présente les montants des postes du bilan conformément aux PCGR des États-Unis ainsi que les montants individuels lorsqu'ils sont différents de ceux qui sont établis selon les PCGR du Canada :

	31 mars 2010			31 décembre 2009 ¹⁾		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États -Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif						
Encaisse, placements à court terme et titres négociables de la société de portefeuille.....	1 788,1	(2,6)	1 785,5	1 251,6	(1,7)	1 249,9
Placements de portefeuille :						
Actions ordinaires ³⁾	4 559,2	(176,2)	4 383,0	4 853,1	(144,9)	4 708,2
Participations, à la valeur de consolidation ³⁾	528,2	156,2	684,4	475,4	124,8	600,2
Tous les autres placements de portefeuille.....	15 150,4	-	15 150,4	14 750,1	-	14 750,1
Impôts sur les bénéfices futurs ²⁾³⁾⁴⁾⁵⁾⁶⁾	282,0	88,3	370,3	318,7	89,3	408,0
Écart d'acquisition et actifs incorporels ⁴⁾⁵⁾	445,5	(269,9)	175,6	438,8	(265,4)	173,4
Tous les autres actifs.....	6 474,6	-	6 474,6	6 315,1	-	6 315,1
	29 228,0	(204,2)	29 023,8	28 402,8	(197,9)	28 204,9
Passif						
Comptes créditeurs et charges à payer ²⁾	1 094,7	126,9	1 221,6	1 202,2	130,8	1 333,0
Tous les autres passifs.....	19 559,9	-	19 559,9	19 299,6	-	19 299,6
	20 654,6	126,9	20 781,5	20 501,8	130,8	20 632,6
Actions obligatoirement rachetables de TRG.....	162,9	-	162,9	164,4	-	164,4
Capitaux propres ¹⁾²⁾³⁾⁴⁾⁵⁾⁶⁾	8 410,5	(331,1)	8 079,4	7 736,6	(328,7)	7 407,9
	29 228,0	(204,2)	29 023,8	28 402,8	(197,9)	28 204,9

Les différences relatives au total des capitaux propres consolidé étaient les suivantes :

	31 mars 2010			31 décembre 2009 ¹⁾		
	Total	Société mère	Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle	Total	Société mère	Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle
Total des capitaux propres selon les PCGR du Canada	8 410,5	8 296,9	113,6	7 736,6	7 619,0	117,6
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(75,3)	(73,6)	(1,7)	(60,6)	(58,9)	(1,7)
Réduction cumulative des bénéfices non répartis selon les PCGR des États-Unis	(255,8)	(255,8)	–	(268,1)	(268,1)	–
Total des capitaux propres selon les PCGR des États-Unis	8 079,4	7 967,5	111,9	7 407,9	7 292,0	115,9

Les différences relatives au cumul des autres éléments du résultat étendu consolidé s'établissaient comme suit :

	31 mars 2010			31 décembre 2009		
	Total	Société mère	Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle	Total	Société mère	Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle
Comptabilisation à la valeur de consolidation ³⁾	(4,4)	(4,4)	–	(3,7)	(3,7)	–
Acquisitions par étapes de Northbridge ⁴⁾	(12,6)	(12,6)	–	(7,1)	(7,1)	–
Acquisition par étapes d'OdysseyRe ⁵⁾	(31,3)	(31,3)	–	(18,3)	(18,3)	–
Ajustement du passif des régimes de retraite ⁶⁾	(37,6)	(35,1)	(2,5)	(37,6)	(35,1)	(2,5)
Impôts sur les bénéfices futurs connexes	10,6	9,8	0,8	6,1	5,3	0,8
	(75,3)	(73,6)	(1,7)	(60,6)	(58,9)	(1,7)

La réduction cumulative des bénéfices non répartis selon les PCGR des États-Unis s'établissait comme suit :

	31 mars 2010			31 décembre 2009		
	Total	Société mère	Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle	Total	Société mère	Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle
Recouvrements de réassurance rétroactive ²⁾ ...	(66,7)	(66,7)	–	(69,2)	(69,2)	–
Comptabilisation à la valeur de consolidation ³⁾	(2,6)	(2,6)	–	(2,6)	(2,6)	–
Acquisitions par étapes de Northbridge ⁴⁾	(149,3)	(149,3)	–	(150,4)	(150,4)	–
Acquisition par étapes d'OdysseyRe ⁵⁾	(69,4)	(69,4)	–	(78,1)	(78,1)	–
Répartition du prix d'acquisition de TIG Re (qui fait désormais partie d'OdysseyRe) en 1999	32,2	32,2	–	32,2	32,2	–
	(255,8)	(255,8)	–	(268,1)	(268,1)	–

¹⁾ La présentation des participations ne donnant pas le contrôle au bilan et dans l'état consolidé des résultats selon les PCGR du Canada et selon les PCGR des États-Unis a été considérablement harmonisée après l'adoption, le 1^{er} janvier 2010, des nouvelles normes comptables canadiennes concernant les regroupements d'entreprises et les participations ne donnant pas le contrôle mentionnées à la note 2 par la société. Certains chiffres comparatifs ont par conséquent été reclassés pour les rendre conformes à la présentation des participations ne donnant pas le contrôle adoptée selon les PCGR du Canada pour l'exercice considéré.

²⁾ Selon les PCGR du Canada, les recouvrements à l'égard de certains traités de réassurance en excédent de sinistres sont inscrits simultanément à la cession des sinistres subis. Selon les PCGR des États-Unis, ces recouvrements, qui sont considérés comme de la réassurance rétroactive, sont inscrits jusqu'à concurrence du montant des primes payées, et l'excédent des passifs cédés sur les primes payées est inscrit comme un gain reporté. Le gain reporté est comptabilisé en résultat par amortissement sur la période de règlement estimative pendant laquelle la société prévoit toucher les recouvrements et est inscrit dans les comptes créditeurs et les charges à payer.

³⁾ Selon les PCGR du Canada, certains placements de la société dans des fiducies de sociétés de personnes pour lesquels il n'existe pas de prix cotés sur un marché actif sont comptabilisés au coût. Selon les PCGR du Canada, les placements de la société dans des sociétés en commandite dont la juste valeur peut être évaluée de façon fiable sont comptabilisés dans le bilan consolidé à titre d'actions ordinaires désignées comme étant détenues à des fins de transaction. Selon les PCGR des États-Unis, les placements dans

des fiducies de sociétés de personnes et dans des sociétés en commandite qui présentent les caractéristiques ci-dessus doivent être comptabilisés à la valeur de consolidation puisque la quote-part de la société dans ces placements est plus que mineure.

- 4) Selon les PCGR du Canada, la fermeture du capital de Northbridge a été comptabilisée comme deux acquisitions par étapes distinctes de ses actions ordinaires en circulation. Selon les PCGR des États-Unis, les changements dans la participation dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle ni l'acquisition du contrôle de celle-ci sont comptabilisés comme opérations sur capitaux propres. Selon les PCGR du Canada, dans le cadre de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition par étapes de la fermeture du capital de Northbridge, des ajustements de juste valeur des actifs et des passifs acquis et un écart d'acquisition (note 5) ont été comptabilisés. Ces ajustements de juste valeur des actifs et des passifs et cet écart d'acquisition ne sont pas comptabilisés selon les PCGR des États-Unis. Par conséquent, au premier trimestre de 2009, un montant de 147,9 \$ représentant l'excédent du coût de l'acquisition de 546,4 \$ sur la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle de 398,5 \$ a été imputé à la réduction cumulative des bénéfices non répartis selon les PCGR des États-Unis. Des ajustements de juste valeur de 1,6 \$, qui ont diminué le bénéfice net avant impôts, et de 5,5 \$, qui ont augmenté les autres éléments du résultat étendu du trimestre terminé le 31 mars 2010 selon les PCGR du Canada, n'ont pas été comptabilisés en résultat étendu selon les PCGR des États-Unis.
- 5) Selon les PCGR du Canada, la fermeture du capital d'OdysseyRe a été comptabilisée comme une acquisition par étapes de ses actions ordinaires en circulation. Selon les PCGR des États-Unis, les changements dans la participation dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle ni l'acquisition du contrôle de celle-ci sont comptabilisés comme opérations sur capitaux propres. Selon les PCGR du Canada, dans le cadre de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition par étapes de la fermeture du capital d'OdysseyRe, des ajustements de juste valeur des actifs et des passifs acquis et un écart d'acquisition (note 5) ont été comptabilisés. Ces ajustements de juste valeur des actifs et des passifs et cet écart d'acquisition ne sont pas comptabilisés selon les PCGR des États-Unis. Par conséquent, au quatrième trimestre de 2009, un montant de 89,2 \$ représentant l'excédent du coût de l'acquisition de 1 017,0 \$ et des passifs repris liés aux modifications des régimes de rémunération des salariés d'OdysseyRe de 22,4 \$ sur la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle de 950,2 \$ a été imputé à la réduction cumulative des bénéfices non répartis selon les PCGR des États-Unis. Des ajustements de juste valeur de 13,4 \$, qui ont diminué le bénéfice net avant impôts, et de 13,0 \$, qui ont augmenté les autres éléments du résultat étendu, avant impôts, du premier trimestre de 2010 selon les PCGR du Canada, n'ont pas été comptabilisés en résultat étendu selon les PCGR des États-Unis.
- 6) Les PCGR des États-Unis exigent la constatation d'un actif net ou d'un passif net reflétant au bilan la situation de capitalisation des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite à prestations déterminées, avec un ajustement compensatoire dans le cumul des autres éléments du résultat étendu dans les capitaux propres. Les PCGR du Canada ne l'exigent pas.

États des flux de trésorerie

Selon les PCGR du Canada, la fermeture du capital de Northbridge au premier trimestre de 2009 a été présentée sous les activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie. Selon les PCGR des États-Unis, les changements dans la participation dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle ni l'acquisition du contrôle de celle-ci sont comptabilisés comme opérations sur les capitaux propres et présentés sous les activités de financement dans les états consolidés des flux de trésorerie. En conséquence, des flux de trésorerie de 546,4 \$ affectés aux activités d'investissement et classés comme des achats de filiales, déduction faite de la trésorerie acquise selon les PCGR du Canada, sont reclassés dans les activités de financement selon les PCGR des États-Unis. Il n'existe aucune autre différence significative entre les états consolidés des flux de trésorerie établis selon les PCGR du Canada et ceux qui sont établis selon les PCGR des États-Unis.

Normes comptables adoptées en 2010

Le 1^{er} janvier 2010, la société a adopté le SFAS No. 167, *Amendments to FASB Interpretation No. 46(R)* (désormais désigné FASB ASC 810-10, *Consolidation*), qui remplace le calcul des risques et avantages fondé sur des données quantitatives servant à déterminer quelle entreprise a une participation financière lui conférant le contrôle d'une entité à détenteurs de droits variables par une approche axée sur l'identification de l'entreprise qui a 1) le pouvoir d'orienter les activités de l'entité qui influent le plus sur son rendement économique et 2) l'obligation d'absorber les pertes de l'entité ou le droit d'en recevoir les avantages. Le FASB ASC 810-10 exige également d'examiner de nouveau la situation afin de déterminer si une entité est ou n'est pas une entité à détenteurs de droits variables lorsque surviennent des changements de fait ou de situation et d'évaluer de manière continue si une entreprise est ou n'est pas le principal bénéficiaire d'une entité à détenteurs de droits variables. Des informations supplémentaires au sujet de la participation d'une entreprise dans une telle entité doivent également être fournies. L'adoption du FASB ASC 810-10 n'a pas eu d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la société aux termes des PCGR des États-Unis.

Le 1^{er} janvier 2010, la société a adopté l'Accounting Standards Update No. 2010-06, *Fair Value Measurements and Disclosures (Topic 820) – Improving Disclosures about Fair Value Measurements* (le « FASB ASU 2010-06 ») publié par le FASB. Selon le FASB ASU 2010-06, les entités doivent fournir des informations sur les transferts dans et depuis les niveaux 1 et 2 et des informations sur les achats, les ventes, les émissions et les règlements dans le cas des activités relatives au niveau 3. Il précise aussi les obligations d'informations actuelles concernant la juste valeur en ce qui a trait au niveau de décomposition nécessaire au sein de la hiérarchie de la juste valeur et aux données et techniques d'évaluations utilisées pour évaluer la juste valeur. L'adoption du FASB ASU 2010-06 n'a pas eu d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la société aux termes des PCGR des États-Unis.

15. Variation des actifs et passifs d'exploitation

Le tableau qui suit indique la variation des actifs et passifs d'exploitation de la société figurant dans ses états consolidés des flux de trésorerie.

	Premiers trimestres	
	2010	2009
Provision pour sinistres non réglés	38,9	(96,6)
Primes non acquises	42,6	38,5
Comptes débiteurs et autres	38,3	(56,9)
Montants à recouvrer de réassureurs	(7,5)	64,4
Fonds retenus à payer à des réassureurs	18,1	13,3
Comptes créditeurs et charges à payer	(120,2)	(83,1)
Impôts sur les bénéfices à payer	45,3	(536,9)
Autres	(22,5)	2,9
Variation des actifs et passifs d'exploitation	33,0	(654,4)

RAPPORT DE GESTION

(au 29 avril 2010) (en dollars US et en millions de dollars, sauf les montants par action et sauf indication contraire. Certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.)

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les notes 1 et 2 afférentes aux états financiers consolidés inclus aux présentes ainsi qu'avec les notes complémentaires du rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 que renferme le rapport annuel 2009 de la société.

Le ratio mixte constitue la mesure traditionnelle des résultats techniques des sociétés d'assurances IARD, bien que cette mesure ne soit pas conforme aux PCGR. Il correspond, selon les calculs de la société, à la somme du ratio des sinistres aux primes (sinistres et frais de règlement de sinistres exprimés en pourcentage des primes nettes acquises) et du pourcentage des frais aux primes (commissions, frais d'acquisition des primes et autres charges techniques en pourcentage des primes nettes acquises).

Résultats du premier trimestre

Les sources de bénéfice net de la société et les ratios mixtes par secteur d'activité des trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009 sont présentés dans le tableau ci-après. En mars 2010, Fairfax Brasil Seguros Corporativos S.A. (« Fairfax Brasil »), la nouvelle société d'assurances en propriété exclusive de la société, a démarré ses activités de souscription d'assurances IARD commerciales au Brésil à la suite de l'obtention des autorisations nécessaires délivrées par les autorités de réglementation du secteur des assurances au Brésil. Les résultats d'exploitation de Fairfax Brasil sont intégrés au secteur Réassurance et assurance – autres (soit le secteur Réassurance – autres avant le 1^{er} janvier 2010). Les résultats du premier trimestre de 2010 rendent compte de la participation de 100 % de la société dans OdysseyRe et Advent. Les résultats du premier trimestre de 2009 rendent compte de la participation de 100 % de la société dans Northbridge et comprennent les résultats d'exploitation de Polish Re. En février 2009, la société a réalisé l'acquisition des 36,4 % d'actions ordinaires en circulation de Northbridge que Fairfax ne détenait pas encore, comme il est décrit à la note 5. Au cours des derniers mois de l'exercice 2009, la société a réalisé l'acquisition des 27,4 % et des 36,5 % des actions ordinaires en circulation d'OdysseyRe et d'Advent, respectivement, que Fairfax ne détenait pas encore, comme il est décrit à la note 18 afférente aux états financiers présentés dans le rapport annuel de la société pour 2009. Le 7 janvier 2009, après avoir acquis une participation de 100 % dans Polish Re, la société a commencé à consolider cette dernière, comme il est décrit à la note 5. Les résultats de Polish Re sont pris en compte dans le secteur Réassurance et assurance – autres.

	Premier trimestre	
	2010	2009
Ratios mixtes		
Assurance – Canada (Northbridge).....	105,2 %	101,8 %
– É.-U. (Crum & Forster).....	107,2 %	99,8 %
– Asie (Fairfax Asia).....	96,4 %	92,2 %
Réassurance – OdysseyRe	113,0 %	96,5 %
Réassurance et assurance – autres	127,2 %	99,6 %
Consolidé	111,5 %	98,7 %
Sources de bénéfice net		
Souscription		
Assurance – Canada (Northbridge).....	(12,9)	(4,1)
– É.-U. (Crum & Forster).....	(13,1)	0,4
– Asie (Fairfax Asia).....	1,3	1,8
Réassurance – OdysseyRe	(59,2)	16,3
Réassurance et assurance – autres	(38,7)	0,7
Résultat technique	(122,6)	15,1
Intérêts et dividendes	152,4	139,5
Bénéfice d'exploitation.....	29,8	154,6
Gains nets (pertes nettes) sur placements.....	298,3	(34,6)
Liquidation de sinistres.....	26,9	(25,9)
Autres (nutrition animale)	4,7	5,7
Intérêts débiteurs	(45,5)	(38,6)
Frais généraux du siège social et autres frais	49,7	(131,7)
Bénéfice (perte) avant impôts	363,9	(70,5)
Impôts sur les bénéfices	(73,7)	30,9
Bénéfice net (perte nette).....	290,2	(39,6)
Attribuable aux :		
Actionnaires de Fairfax.....	289,4	(60,4)
Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle.....	0,8	20,8
	290,2	(39,6)

Pour le premier trimestre de 2010, les activités d'assurance et de réassurance de la société ont enregistré une perte technique de 122,6 \$ et un ratio mixte de 111,5 % contre un bénéfice technique de 15,1 \$ et un ratio mixte de 98,7 % pour le premier trimestre de 2009. Northbridge, Crum & Forster, Fairfax Asia, OdysseyRe et le secteur Réassurance et assurance – autres ont dégagé des ratios mixtes de 105,2 %, 107,2 %, 96,4 %, 113,0 % et 127,2 %, respectivement. Les sinistres liés aux catastrophes ont eu une influence défavorable de 17,2 points de ratio mixte (182,1 \$, après déduction des primes de reconstitution) sur les résultats techniques, comparativement à 4,2 points de ratio mixte (46,8 \$, après déduction des primes de reconstitution) au premier trimestre de 2009. Au premier trimestre de 2010, les sinistres liés aux catastrophes ont été principalement attribuables au séisme au Chili (136,8 \$, après déduction des primes de reconstitution, 12,9 points de ratio mixte) et elles se sont surtout répercutées sur les résultats techniques d'OdysseyRe (86,2 \$, après déduction de primes de reconstitution, 18,9 points de ratio mixte), d'Advent (34,3 \$ après déduction de primes de reconstitution, 44,1 points de ratio mixte) et du groupe de réassurance (16,3 \$, après déduction des primes de reconstitution, 31,2 points de ratio mixte). Avant l'incidence des sinistres liés au séisme au Chili, le ratio mixte des activités d'assurance et de réassurance de la société s'établissait à 98,7 % pour le premier trimestre de 2010. Les sinistres liés à des catastrophes ont nuï aux résultats techniques du premier trimestre de 2009 par 4,2 points de ratio mixte (46,8 \$, après déduction des primes de reconstitution) en raison principalement des effets de l'ouragan Klaus sur OdysseyRe. Les résultats techniques du premier trimestre de 2010 ont bénéficié de l'incidence de 0,7 point de ratio mixte (7,0 \$) attribuable à l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs, principalement pour OdysseyRe et Advent. Les résultats techniques du premier trimestre de 2009 avaient bénéficié de l'incidence de 1,6 point de ratio mixte (18,2 \$) attribuable à l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs, principalement pour OdysseyRe, Crum & Forster et Northbridge.

La société a dégagé un bénéfice net attribuable aux actionnaires de Fairfax de 289,4 \$ (14,08 \$ par action, 14,02 \$ par action après dilution) pour le premier trimestre de 2010, comparativement à une perte nette de 60,4 \$ (3,55 \$ par action et par action après dilution) pour le premier trimestre de 2009. L'augmentation d'une année sur l'autre du bénéfice net du premier trimestre rend principalement compte de gains nets sur placements de 415,6 \$ au premier trimestre de 2010 comparativement à des pertes nettes sur placements de 153,0 \$ au premier trimestre de 2009, de la perte technique significative découlant du séisme au Chili et d'autres sinistres liés à des catastrophes, de l'effet au premier trimestre de 2010 de l'amélioration des résultats des activités de liquidation (améliorations de 52,8 \$ avant impôts en rythme annualisé, attribuables principalement à des gains nets sur des placements), de l'accroissement des revenus d'intérêts et de dividendes ainsi que de l'augmentation des frais généraux du siège social des filiales. Au premier trimestre de 2010, les gains nets sur placements de 415,6 \$ ont été principalement attribuables à des gains nets de 255,3 \$ sur des obligations et à des gains nets de 235,7 \$ sur des actions ordinaires et des dérivés sur titres de capitaux propres, contrebalancés en partie par des pertes nettes de change de 37,3 \$, des pertes nettes de 31,9 \$ sur des actions privilégiées, des pertes nettes de 7,9 \$ sur des swaps sur défaillance et d'autres dérivés et des moins-values durables de 1,9 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires et en obligations. Les pertes nettes de 153,0 \$ enregistrées au premier trimestre de 2009 avaient découlé principalement de moins-values durables de 213,0 \$ sur des placements en actions ordinaires et en obligations, de pertes nettes de 66,6 \$ liées à des swaps sur rendement total de titres de capitaux propres, de pertes nettes de 41,8 \$ sur des actions ordinaires et de pertes nettes de change de 24,8 \$, en partie compensées par des gains nets de 122,2 \$ sur des obligations, des gains nets de 56,4 \$ liés à des swaps sur défaillance et des gains nets de 11,5 \$ sur d'autres dérivés.

Les produits du premier trimestre de 2010 ont augmenté, s'établissant à 1 804,4 \$, contre 1 279,4 \$ au premier trimestre de 2009, en raison principalement de l'accroissement substantiel des gains nets sur placements et de la hausse des intérêts et des dividendes, neutralisés en partie par un repli de 56,2 \$ des primes nettes acquises. Les primes nettes acquises des activités d'assurance et de réassurance de la société ont reculé de 5,1 %, passant de 1 120,3 \$ au premier trimestre de 2009 à 1 062,9 \$ au premier trimestre de 2010, rendant compte de diminutions des primes nettes acquises de Crum & Forster, d'OdysseyRe et d'Advent, contrebalancées en partie par la progression des primes nettes acquises de Northbridge (qui ont augmenté en dollars US, mais diminué en dollars CA) et de Fairfax Asia.

Le secteur mondial de l'assurance et de la réassurance a continué à subir les retombées de la conjoncture de marché difficile, notamment de l'incidence de la faiblesse de l'économie sur les clients assurés. Les primes brutes souscrites ont diminué de 1,1 % au premier trimestre de 2010 par rapport à celles du premier trimestre de 2009, enregistrant des augmentations pour Northbridge (augmentation en dollars US, mais diminution de 12,7 % en dollars CA), Crum & Forster, Fairfax Asia et OdysseyRe, contrebalancées en partie par des diminutions pour le secteur Réassurance et assurance – autres (principalement pour Advent, en raison surtout de la diminution des primes de réassurance de clôture reçues au premier trimestre de 2010 comparativement au premier trimestre de 2009). Les primes nettes souscrites par les activités d'assurance et de réassurance de la société au premier trimestre de 2010 se sont repliées de 2,0 %, passant de 1 116,0 \$ au premier trimestre de 2009 à 1 093,3 \$, ce qui rend compte des augmentations par rapport à l'exercice précédent à Fairfax Asia (22,0 \$, ou 76,9 %), à Northbridge (10,1 \$, ou 5,4 %, l'augmentation étant principalement attribuable à la conversion de devises) et à Crum & Forster (6,5 \$, ou 3,6 %), neutralisées par des diminutions pour le secteur Réassurance et assurance – autres (55,5 \$, ou 23,1 %, ce qui rend compte des primes de réassurance de clôture d'Advent plus élevées en 2009) et pour OdysseyRe (5,8 \$, ou 1,2 %).

Par rapport au premier trimestre de 2009, les revenus d'intérêts et de dividendes du premier trimestre de 2010 se sont accrus de 11,6 \$, ou 6,8 %, en raison surtout de l'augmentation de la taille du portefeuille moyen détenu au premier trimestre de 2010 comparativement au premier trimestre de 2009, atténuée par l'incidence de taux d'intérêt à court terme plus bas par rapport au même trimestre de 2009.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2010, les autres produits, qui se chiffrent à 141,8 \$ (140,8 \$ en 2009) et les autres charges, qui se chiffrent à 137,1 \$ (135,1 \$ en 2009), représentent respectivement les produits et les charges d'exploitation et autres charges de Ridley.

Du fait principalement de l'émission de titres de capitaux propres au premier trimestre, du bénéfice net attribuable aux actionnaires et de l'incidence d'une augmentation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente et des écarts de change sur le cumul des autres éléments du résultat étendu, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires au 31 mars 2010 s'est élevé à 7 886,6 \$ ou 383,83 \$ par action (montant de base), contre 369,80 \$ par action (montant de base) au 31 décembre 2009, ce qui représente une augmentation de 3,8 % du montant de base par action au premier trimestre de 2010 (sans ajustement pour le dividende de 10,00 \$ par action ordinaire versé au premier trimestre de 2010, ou 6,4 % après ajustement pour tenir compte de ce dividende).

Pour le premier trimestre de 2010, les charges d'exploitation présentées dans l'état consolidé des résultats ne tiennent compte que des charges d'exploitation des activités d'assurance, de réassurance et de liquidation de sinistres de la société ainsi que des frais généraux du siège social. L'augmentation de 16,6 \$ des charges d'exploitation du premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009 a découlé essentiellement de la progression des charges d'OdysseyRe et de Northbridge ainsi que de l'augmentation des frais généraux du siège social des sociétés de portefeuille filiales, atténuées par la réduction des charges d'exploitation du secteur Liquidation de sinistres.

Bénéfice net par secteur d'activité

Les sources de bénéfice net de la société par secteur d'activité pour les premiers trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009 sont détaillées dans les tableaux ci-après. L'ajustement intersociétés des primes brutes souscrites vient éliminer les primes sur la réassurance cédées au sein du groupe, en particulier à OdysseyRe, à nSpire Re et au groupe de réassurance. L'ajustement intersociétés des gains nets sur placements élimine les gains ou les pertes découlant des opérations d'achat et de vente au sein du groupe consolidé.

Trimestre terminé le 31 mars 2010

	North- bridge	Crum & Forster	Fairfax Asia	Odyssey Re	Réassu- rance et assurance – autres	Activités courantes	Liqui- dation de sinistres	Autres (nutrition animale)	Élimina- tions inter- sociétés	Siège social et autres	Données consolidées
Primes brutes souscrites.....	268,2	221,7	82,6	561,7	225,7	1 359,9	1,2	—	(29,0)	—	1 332,1
Primes nettes souscrites.....	197,8	186,8	50,6	473,2	184,9	1 093,3	1,4	—	—	—	1 094,7
Primes nettes acquises.....	245,9	182,6	35,0	457,1	142,3	1 062,9	1,4	—	—	—	1 064,3
Résultat technique.....	(12,9)	(13,1)	1,3	(59,2)	(38,7)	(122,6)	—	—	—	—	(122,6)
Intérêts et dividendes.....	32,0	24,1	6,1	79,3	10,9	152,4	—	—	—	—	152,4
Résultat d'exploitation avant :.....	19,1	11,0	7,4	20,1	(27,8)	29,8	—	—	—	—	29,8
Gains nets sur placements.....	26,9	176,1	2,1	56,4	36,8	298,3	39,4	—	—	—	337,7
Perte d'exploitation des activités de liquidation de sinistres.....	—	—	—	—	—	—	(12,5)	—	—	—	(12,5)
Autres (nutrition animale).....	—	—	—	—	—	—	—	4,7	—	—	4,7
Intérêts débiteurs.....	—	(7,0)	—	(7,5)	(1,1)	(15,6)	—	(0,2)	—	(29,7)	(45,5)
Frais généraux du siège social et autres frais.....	(2,3)	(1,8)	(1,2)	(11,2)	(0,8)	(17,3)	—	—	—	67,0	49,7
Bénéfice avant impôts.....	43,7	178,3	8,3	57,8	7,1	295,2	26,9	4,5	—	37,3	363,9
Impôts sur les bénéfices.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(73,7)
Bénéfice net.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	290,2
Attribuable aux :											
Actionnaires de Fairfax.....											289,4
Détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle.....											0,8
											290,2

Trimestre terminé le 31 mars 2009

	North- bridge	Crum & Forster	Fairfax Asia	Odyssey Re	Réassu- rance – Autres	Activités courantes	Liqui- dation de sinistres	Autres (nutrition animale)	Élimina- tions inter- sociétés	Siège social et autres	Données consolidées
Primes brutes souscrites.....	256,4	218,2	61,5	554,9	297,9	1 388,9	1,0	—	(42,4)	—	1 347,5
Primes nettes souscrites.....	187,7	180,3	28,6	479,0	240,4	1 116,0	—	—	—	—	1 116,0
Primes nettes acquises.....	228,8	207,4	22,4	470,0	191,7	1 120,3	0,2	—	—	—	1 120,5
Résultat technique.....	(4,1)	0,4	1,8	16,3	0,7	15,1	—	—	—	—	15,1
Intérêts et dividendes.....	22,5	32,1	5,4	69,6	9,9	139,5	—	—	—	—	139,5
Bénéfice d'exploitation avant.....	18,4	32,5	7,2	85,9	10,6	154,6	—	—	—	—	154,6
Gains nets (pertes nettes) sur placements.....	(31,6)	16,1	4,0	(10,8)	(11,7)	(34,0)	(6,4)	—	(0,6)	—	(41,0)
Perte d'exploitation des activités de liquidation de sinistres.....	—	—	—	—	—	—	(19,5)	—	—	—	(19,5)
Autres (nutrition animale).....	—	—	—	—	—	—	—	5,7	—	—	5,7
Intérêts débiteurs.....	—	(6,9)	—	(8,1)	(1,5)	(16,5)	—	(0,5)	—	(21,6)	(38,6)
Frais généraux du siège social et autres frais.....	(6,3)	(0,8)	(1,4)	(3,3)	(1,4)	(13,2)	—	—	—	(118,5)	(131,7)
Bénéfice (perte) avant impôts.....	(19,5)	40,9	9,8	63,7	(4,0)	90,9	(25,9)	5,2	(0,6)	(140,1)	(70,5)
Impôts sur les bénéfices.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30,9
Perte nette.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(39,6)
Attribuable aux :											
Actionnaires de Fairfax.....											(60,4)
Déteneurs des participations ne donnant pas le contrôle.....											20,8
											(39,6)

Résultat technique et bénéfice d'exploitation

Les résultats techniques et les résultats d'exploitation que les activités d'assurance et de réassurance de Fairfax ont enregistrés pour les trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009 sont résumés et analysés, pour chaque secteur, dans les paragraphes qui suivent.

Assurance au Canada – Northbridge

	Premier trimestre	
	2010	2009
Résultat technique.....	(12,9)	(4,1)
Ratio mixte.....	105,2 %	101,8 %
Primes brutes souscrites.....	268,2	256,4
Primes nettes souscrites.....	197,8	187,7
Primes nettes acquises.....	245,9	228,8
Résultat technique.....	(12,9)	(4,1)
Intérêts et dividendes.....	32,0	22,5
Bénéfice d'exploitation.....	19,1	18,4
Gains nets (pertes nettes) sur placements.....	26,9	(31,6)
Bénéfice (perte) avant impôts, intérêts et autres éléments.....	46,0	(13,2)

La conjoncture difficile du marché canadien pour les branches d'assurance commerciale au premier trimestre de 2010 a contribué à une perte technique de 12,9 \$ et à un ratio mixte de 105,2 % pour Northbridge, comparativement à une perte technique de 4,1 \$ et à un ratio mixte de 101,8 % pour le premier trimestre de 2009. Les résultats techniques de Northbridge pour le premier trimestre de 2010 ont en général rendu compte des effets de la faiblesse prolongée des prix des produits d'assurance commerciale et des conditions du marché défavorables, de la réduction des primes souscrites (exprimées en dollars canadiens) en raison de la stratégie disciplinée des sociétés de Northbridge à l'égard de la tarification et de l'incidence de la faiblesse de l'économie sur les clients assurés de Northbridge. Pour le premier trimestre de 2010, le ratio mixte de Northbridge a été influencé défavorablement par une détérioration du ratio des frais aux primes par rapport au premier trimestre de 2009 (19,7 % pour le premier trimestre de 2010 comparativement à 17,6 % pour le premier trimestre de 2009), en raison de la diminution de 10,2 % des primes nettes acquises en regard d'une augmentation de 0,6 % des charges d'exploitation générales exprimées en dollars canadiens.

Pour le premier trimestre de 2010, les résultats techniques tenaient compte de 0,4 point de ratio mixte (0,9 \$) attribuables à l'évolution défavorable nette des provisions pour sinistres des exercices antérieurs, principalement attribuable à l'évolution défavorable nette des sinistres liés à la responsabilité générale dans le secteur des petits et moyens comptes, en partie contrebalancée par l'évolution favorable nette dans le secteur des grands comptes. Les résultats techniques du premier trimestre de 2009 tenaient compte de 2,4 points de ratio mixte (5,5 \$) attribuables à l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres des exercices antérieurs, principalement attribuable à l'évolution plus favorable que prévue pour les plus récentes années de survenance dans sa division Énergie et assurances risques divers autres que maritimes, neutralisée en partie par l'évolution défavorable des sinistres

d'assurance risques divers antérieurs à 2003. Les sinistres liés à des catastrophes, qui découlent principalement de tempêtes hivernales, ont ajouté 0,3 point de ratio mixte (0,8 \$) aux résultats techniques du premier trimestre de 2010, comparativement à 0,5 point de ratio mixte (1,2 \$) au premier trimestre de 2009.

L'incidence de la conjoncture économique sur les clients assurés de Northbridge, les mesures prises par Northbridge à l'égard de la souscription, notamment l'abandon sélectif de certains programmes et les réductions dans les régions vulnérables aux catastrophes, et de conditions sectorielles difficiles, y compris la concurrence accrue pour l'obtention de nouveaux contrats et le renouvellement de contrats existants, ont contribué à une baisse de 12,7 % des primes brutes souscrites au premier trimestre de 2010, exprimées en dollars canadiens, par rapport au premier trimestre de 2009. Les primes nettes souscrites exprimées en dollars canadiens se sont repliées de 12,0 % au premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009.

Les gains nets sur placements de 26,9 \$ pour le premier trimestre de 2010 (comparativement à des pertes nettes de 31,6 \$ au premier trimestre de 2009) ont compris des gains nets de 41,9 \$ sur des obligations et des gains nets de 3,6 \$ sur des actions ordinaires et des dérivés sur titres de capitaux propres, en partie compensés par des pertes nettes de change de 12,3 \$ et des pertes nettes de 5,5 \$ sur des actions privilégiées. Les pertes nettes sur placements de 31,6 \$ pour le premier trimestre de 2009 avaient rendu compte de moins-values durables de 54,7 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires et en obligations, en partie contrebalancées par des gains nets de 8,4 \$ liés à des swaps sur défaillance, des gains nets de 8,5 \$ sur d'autres dérivés et des gains nets de 5,5 \$ sur des obligations.

L'augmentation, par rapport à l'exercice précédent, des gains nets sur placements et des intérêts et dividendes (en raison principalement du rendement accru et d'un portefeuille de placements moyen plus important), atténuée par la détérioration des résultats techniques, a donné lieu à un bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments de 46,0 \$ au premier trimestre de 2010, comparativement à une perte avant impôts, intérêts et autres éléments de 13,2 \$ au premier trimestre de 2009.

Au premier trimestre de 2010, la trésorerie de Northbridge a subi une baisse de 72,3 \$, contre une baisse de 54,4 \$ au premier trimestre de 2009. Les flux de trésorerie nets de 99,2 \$ affectés aux activités d'exploitation et les flux de trésorerie affectés aux activités de financement, de 48,1 \$, qui comprenaient des avances versées à Fairfax par Northbridge au premier trimestre de 2010, ont été financés par les flux de trésorerie de 70,1 \$ provenant des activités d'investissement (ventes nettes de placements) et l'utilisation de ressources en trésorerie susmentionnée. Au premier trimestre 2009, l'affectation nette de trésorerie de 54,4 \$ avait compris des flux de trésorerie de 105,3 \$ affectés aux activités d'exploitation, de 172,4 \$ affectés au rachat d'actions par Northbridge relativement à l'opération de fermeture de son capital réalisée en 2009 (décrite à la note 5), ainsi que des écarts de change de 10,0 \$, dont les effets ont été en partie contrebalancés par des flux de trésorerie de 202,2 \$ provenant des activités d'investissement (ventes nettes de placements).

Assurance aux États-Unis – Crum & Forster¹⁾

	Premier trimestre	
	2010	2009
Résultat technique	(13,1)	0,4
Ratio mixte	107,2 %	99,8 %
Primes brutes souscrites	221,7	218,2
Primes nettes souscrites	186,8	180,3
Primes nettes acquises	182,6	207,4
Résultat technique	(13,1)	0,4
Intérêts et dividendes	24,1	32,1
Bénéfice d'exploitation	11,0	32,5
Gains nets sur placements	176,1	16,1
Bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments	187,1	48,6

¹⁾ Ces résultats diffèrent de ceux que Crum & Forster Holdings Corp. a publiés, principalement en raison des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis.

Pour le premier trimestre de 2010, Crum & Forster a constaté une perte technique de 13,1 \$ et un ratio mixte de 107,2 %, ce qui reflète dans l'ensemble l'incidence de la faiblesse de l'économie américaine, les conditions toujours difficiles des marchés des assurances commerciales et les mesures prises par la société en matière de souscription. Pour le premier trimestre de 2009, les résultats techniques de Crum & Forster (bénéfice technique de 0,4 \$ et ratio mixte de 99,8 %) avaient été influencés de semblable façon par l'intensification de la concurrence sur le marché et les mesures de la société en matière de souscription, mais ils avaient bénéficié de l'évolution plus favorable des provisions pour sinistres des exercices antérieurs et d'un moins grand nombre de sinistres liés à des

catastrophes que les résultats techniques du premier trimestre de 2010. Le ratio mixte de Crum & Forster pour le premier trimestre de 2010 a été défavorablement influencé par une détérioration, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, de son ratio des frais aux primes (23,4 % pour le premier trimestre de 2010, contre 21,0 % pour le premier trimestre de 2009) par suite du repli de 12,0 % des primes nettes acquises et de la diminution de 2,0 % des charges d'exploitation liées à la souscription. Les résultats techniques du premier trimestre de 2010 ont bénéficié de 0,5 point de ratio mixte (0,9 \$) attribuable à l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs. Les résultats techniques du premier trimestre de 2009 avaient bénéficié de 3,5 points de ratio mixte (7,2 \$) attribuables à l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres des exercices précédents, principalement pour les assurances spécialisées et d'indemnisation des accidents du travail. Les sinistres liés aux catastrophes, d'un montant de 1,8 \$, ont essentiellement découlé de tempêtes hivernales dans le nord-est des États-Unis et ont ajouté 1,0 point de ratio mixte aux résultats techniques du premier trimestre de 2010. Les sinistres liés à des catastrophes n'ont pas eu d'incidence importante sur les résultats techniques du premier trimestre de 2009.

La conjoncture sur le marché des produits d'assurance commerciale aux États-Unis demeure difficile au premier trimestre de 2010 en raison de la faiblesse généralisée de la tarification pour les assurances risques divers en particulier (y compris pour l'assurance responsabilité générale, l'assurance automobile et l'assurance indemnisation des accidents du travail) qui a touché tous les contrats, tant les renouvelés que les nouveaux. Malgré la conjoncture sectorielle défavorable et l'incidence de la faiblesse de l'économie aux États-Unis, Crum & Forster a obtenu de nouveaux contrats dans les branches d'assurance standard et enregistré une croissance pour les assurances accidents et maladie ainsi que pour certaines assurances spécialisées, ce qui a favorisé l'augmentation de 1,6 % des primes brutes souscrites et de 3,6 % des primes nettes souscrites au premier trimestre de 2010, comparativement au premier trimestre de 2009. Les primes nettes acquises se sont repliées de 12,0 % au premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009, ce qui rend compte du recul des primes nettes souscrites en 2009.

Au premier trimestre de 2010, Crum & Forster a enregistré des gains nets sur placements de 176,1 \$ (y compris des gains nets de 138,6 \$ sur des actions ordinaires et des dérivés sur titres de capitaux propres et des gains nets de 45,5 \$ sur obligations, contrebalancés en partie par des pertes nettes de 4,4 \$ sur des actions privilégiées) comparativement à des gains nets sur placements de 16,1 \$ au premier trimestre de 2009 (y compris des gains nets de 34,2 \$ sur des obligations, des gains nets de 33,5 \$ liés à des swaps sur défaillance et des gains nets de 4,9 \$ sur des actions ordinaires, en partie contrebalancés par des moins-values durables de 49,5 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires et en obligations et des pertes de change nettes de 6,7 \$). L'augmentation significative des gains nets sur placements par rapport au même trimestre de l'exercice précédent a été atténuée par la détérioration des résultats techniques et la baisse des revenus d'intérêts et de dividendes, et a contribué à la progression du bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments de Crum & Forster, lequel est passé de 48,6 \$ pour le premier trimestre de 2009 à 187,1 \$ pour le premier trimestre de 2010.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 72,4 \$ au premier trimestre de 2010, contre des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 207,2 \$ au premier trimestre de 2009. Cette variation est attribuable à la baisse des paiements d'impôts, des paiements au titre des charges de souscription et des règlements de sinistres au premier trimestre de 2010. Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement du premier trimestre de 2010 se sont établis à 538,0 \$ et sont attribuables au produit des ventes nettes de placements réalisées pour financer des dividendes de 130,0 \$ payés à Fairfax au premier trimestre de 2010 et des dividendes exceptionnels de 350,0 \$ payés à Fairfax au deuxième trimestre de 2010. Les ressources en trésorerie de Crum & Forster se sont donc accrues de 335,6 \$ au premier trimestre de 2010 comparativement à une augmentation de 141,9 \$ au premier trimestre de 2009.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les résultats de Crum & Forster, veuillez consulter son rapport du premier trimestre sur formulaire 10-Q, qui sera affiché sur son site Web à www.cfins.com.

Fairfax Asia

	Premier trimestre	
	2010	2009
Résultat technique	1,3	1,8
Ratio mixte	96,4 %	92,2 %
Primes brutes souscrites	82,6	61,5
Primes nettes souscrites	50,6	28,6
Primes nettes acquises	35,0	22,4
Résultat technique	1,3	1,8
Intérêts et dividendes	6,1	5,4
Bénéfice d'exploitation	7,4	7,2
Gains nets sur placements	2,1	4,0
Bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments	9,5	11,2

Pour le premier trimestre de 2010, les résultats techniques de Fairfax Asia rendent compte d'un bénéfice technique de 1,3 \$ et d'un ratio mixte de 96,4 %, comparativement à un bénéfice technique de 1,8 \$ et un ratio mixte de 92,2 % pour le premier trimestre de 2009, les premiers trimestres de 2010 et de 2009 témoignant de l'amélioration des résultats techniques de First Capital, neutralisés en partie par la détérioration des résultats de Falcon. Au premier trimestre de 2010, la croissance des volumes d'assurance souscrits par First Capital et Falcon dans l'assurance automobile et l'assurance corps de navire a entraîné un accroissement de 34,3 % des primes brutes souscrites et de 76,9 % des primes nettes souscrites. Les résultats du premier trimestre de 2010 comprennent 3,6 points de ratio mixte (1,3 \$) attribuables à l'évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs, principalement liés à l'évolution défavorable des sinistres liés à des corps de navire (comparativement à 7,5 points de ratio mixte ou 1,7 \$ attribuables à l'évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs au premier trimestre de 2009). Les gains nets sur placements de 2,1 \$ du premier trimestre de 2010 (principalement attribuables à des gains nets sur obligations) se comparent aux gains nets de 4,0 \$ du premier trimestre de 2009 (principalement attribuables à des gains nets sur obligations). La baisse des gains nets sur placements et le bénéfice technique moindre, en partie compensés par l'augmentation des revenus d'intérêts et de dividendes, se sont traduits par une diminution du bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments pour se chiffrer à 9,5 \$ pour le premier trimestre de 2010, comparativement au bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments de 11,2 \$ du premier trimestre de 2009.

Réassurance – OdysseyRe¹⁾

	Premier trimestre	
	2010	2009
Résultat technique	(59,2)	16,3
Ratio mixte	113,0 %	96,5 %
Primes brutes souscrites	561,7	554,9
Primes nettes souscrites	473,2	479,0
Primes nettes acquises	457,1	470,0
Résultat technique	(59,2)	16,3
Intérêts et dividendes	79,3	69,6
Bénéfice d'exploitation	20,1	85,9
Gains nets (pertes nettes) sur placements	56,4	(10,8)
Bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments	76,5	75,1

¹⁾ Ces résultats diffèrent de ceux qu'OdysseyRe Holdings Corp. a publiés, principalement en raison des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis.

Au quatrième trimestre de 2009, la société a réalisé l'acquisition des actions ordinaires en circulation d'OdysseyRe que Fairfax ne détenait pas encore, opération décrite à la note 18 afférente aux états financiers consolidés annuels de la société pour 2009.

Pour le premier trimestre de 2010, OdysseyRe a enregistré une perte technique de 59,2 \$, comparativement à un bénéfice technique de 16,3 \$ pour le premier trimestre de 2009, tandis que le ratio mixte était de 113,0 % pour le premier trimestre de 2010, contre 96,5 % pour le premier trimestre de 2009. Le ratio mixte pour le premier trimestre de 2010 comprend 25,9 points de ratio mixte (118,3 \$) au titre de sinistres liés à des catastrophes pour la période considérée (après déduction des primes de reconstitution), découlant principalement du séisme au Chili (18,9 points de ratio mixte, 86,2 \$) et de la tempête de vent Xynthia en Europe (2,9 points de ratio mixte, 13,8 \$). Le ratio mixte pour le premier trimestre de 2009 comprenait 9,2 points de ratio mixte (42,7 \$) au titre de sinistres liés à des catastrophes pour la période considérée (après déduction des primes de reconstitution), découlant principalement de l'ouragan Klaus en Europe. Pour le premier trimestre de 2010, les résultats techniques ont bénéficié de 1,1 point de

ratio mixte (4,9 \$) attribuable à l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs (évolution favorable nette dans les divisions du marché de Londres, de l'assurance aux États-Unis et de l'Eurasie, contrebalancée en partie par l'évolution défavorable nette dans la division des Amériques). Pour le premier trimestre de 2009, les résultats techniques avaient compris 2,5 points de ratio mixte (11,8 \$) attribuables à l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs (évolution favorable nette des provisions pour sinistres non liés à des catastrophes dans toutes les divisions en exploitation, atténuée par l'augmentation de 10,5 \$ (après déduction des primes de reconstitution) des provisions pour sinistres liés aux ouragans en 2008. Le ratio mixte d'OdysseyRe pour le premier trimestre de 2010 a été défavorisé par une détérioration du ratio des frais aux primes par rapport au premier trimestre de 2009 (11,2 % au premier trimestre de 2010 contre 9,2 % au premier trimestre de 2009) attribuable au repli de 2,7 % des primes nettes acquises en regard d'une augmentation de 19,1 % des charges d'exploitation liées aux activités de souscription, qui découle principalement de l'accroissement des coûts dans la division de l'assurance des États-Unis en raison de l'importance accordée aux assurances de produits financiers et de récoltes.

Au cours du premier trimestre de 2010, OdysseyRe a continué de subir de fortes pressions concurrentielles sur les marchés mondiaux de la réassurance et de l'assurance où ses divisions mènent leurs activités. Les primes brutes souscrites d'OdysseyRe au premier trimestre de 2010 ont augmenté de 1,2 % par rapport au premier trimestre de 2009, passant de 554,9 \$ à 561,7 \$, et tenaient compte d'augmentations de 1,2 % dans la division des Amériques, de 2,8 % dans la division de l'Eurasie et de 13,7 % dans celle du marché de Londres, atténuées par une diminution de 8,1 % dans la division de l'assurance aux États-Unis. Les primes nettes souscrites d'OdysseyRe au premier trimestre de 2010 ont glissé de 1,2 % pour s'établir à 473,2 \$, contre 479,0 \$ au premier trimestre de 2009, tandis que les primes nettes acquises ont fléchi de 2,7 %, passant de 470,0 \$ au premier trimestre de 2009 à 457,1 \$. Exprimées en dollars américains, les primes souscrites des divisions de l'Eurasie et du marché de Londres ont augmenté en raison de l'appréciation en glissement annuel de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar américain.

Pour le premier trimestre de 2010, les revenus d'intérêts et de dividendes ont crû de 13,9 % par rapport au premier trimestre de 2009, ce qui reflète essentiellement l'incidence du rendement accru du portefeuille de placements et sa plus grande taille moyenne au premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009. OdysseyRe a réalisé des gains nets sur placements de 56,4 \$ au premier trimestre de 2010 (y compris des gains nets de 77,4 \$ sur des obligations et des gains nets de 33,3 \$ sur des actions ordinaires et des dérivés sur titres de capitaux propres, contrebalancés en partie par des pertes de change nettes de 27,1 \$, des pertes nettes de 13,2 \$ sur d'autres dérivés et des pertes nettes de 13,2 \$ sur des actions privilégiées) comparativement à des pertes nettes sur placements de 10,8 \$ au premier trimestre de 2009 (y compris des moins-values durables de 73,1 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires et en obligations et des pertes de change nettes de 16,7 \$, en partie compensées par des gains nets de 73,5 \$ sur des obligations et des gains nets de 4,1 \$ liés à des swaps sur défaillance). Malgré le recul, par rapport à la même période de l'exercice précédent, de la rentabilité des activités de souscription, l'accroissement des gains nets sur placements et des revenus d'intérêts et de dividendes s'est traduit par une hausse du bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments pour s'établir à 76,5 \$ pour le premier trimestre de 2010 contre 75,1 \$ pour le premier trimestre de 2009.

Les ressources en trésorerie d'OdysseyRe ont augmenté de 136,1 \$ pour atteindre 1 078,9 \$ au premier trimestre de 2010. Les ventes nettes de placements disponibles à la vente ont engendré des flux de trésorerie de 124,0 \$ provenant des activités d'investissement, en plus des flux de trésorerie de 45,8 \$ provenant des activités d'exploitation, des flux de trésorerie de 13,2 \$ provenant des activités de financement, qui ont été atténués par l'incidence de 46,9 \$ de la conversion des devises. Au deuxième trimestre de 2010, OdysseyRe compte affecter une partie de ses ressources en trésorerie au financement d'une avance planifiée de 200,0 \$ à Fairfax. Au premier trimestre de 2009, les ressources en trésorerie d'OdysseyRe avaient diminué de 295,9 \$, rendant compte de flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 77,1 \$, de flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 180,7 \$ (liés essentiellement à l'achat de placements disponibles à la vente), de flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 25,0 \$ et de l'incidence de la conversion des devises, de 13,1 \$.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les résultats d'OdysseyRe, veuillez consulter son rapport sur formulaire 10-Q pour le premier trimestre de 2010, qui sera affiché sur son site Web à www.odysseyre.com.

Réassurance et assurance – autres

Trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009

	2010					Total
	Groupe de réassurance	Advent	Polish Re	Fairfax Brasil	Éliminations intersociétés	
Résultat technique	(6,0)	(31,8)	0,8	(1,7)	—	(38,7)
Ratio mixte	111,5 %	141,0 %	93,2 %	— %	—	127,2 %
Primes brutes souscrites	64,3	163,3	23,1	0,2	(25,2)	225,7
Primes nettes souscrites	64,3	102,3	18,1	0,2	—	184,9
Primes nettes acquises	52,4	77,7	12,2	—	—	142,3
Résultat technique	(6,0)	(31,8)	0,8	(1,7)	—	(38,7)
Intérêts et dividendes	6,1	4,0	0,5	0,3	—	10,9
Résultat d'exploitation	0,1	(27,8)	1,3	(1,4)	—	(27,8)
Gains nets (pertes nettes) sur placements	31,5	4,9	(0,1)	0,5	—	36,8
Bénéfice (perte) avant impôts, intérêts et autres éléments	31,6	(22,9)	1,2	(0,9)	—	9,0

	2009					Total
	Groupe de réassurance	Advent ¹⁾	Polish Re	Éliminations intersociétés	—	
Résultat technique	(3,6)	3,1	1,2	—	—	0,7
Ratio mixte	107,0 %	97,5 %	91,1 %	— %	—	99,6 %
Primes brutes souscrites	67,4	227,5	22,3	(19,3)	—	297,9
Primes nettes souscrites	67,4	151,2	21,8	—	—	240,4
Primes nettes acquises	51,1	127,0	13,6	—	—	191,7
Résultat technique	(3,6)	3,1	1,2	—	—	0,7
Intérêts et dividendes	3,3	4,7	1,9	—	—	9,9
Résultat d'exploitation	(0,3)	7,8	3,1	—	—	10,6
Gains nets (pertes nettes) sur placements	(8,2)	(2,2)	(1,3)	—	—	(11,7)
Bénéfice (perte) avant impôts, intérêts et autres éléments	(8,5)	5,6	1,8	—	—	(1,1)

¹⁾ Ces résultats diffèrent de ceux qu'Advent Capital (Holdings) PLC a publiés, en raison principalement des différences de classification entre les PCGR du Canada et les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

En mars 2010, Fairfax Brasil Seguros Corporativos S.A (« Fairfax Brasil »), la nouvelle société d'assurances en propriété exclusive de la société, a démarré ses activités de souscription d'assurances IARD commerciales au Brésil à la suite de l'obtention des autorisations nécessaires délivrées par les autorités de réglementation du secteur des assurances au Brésil. Les résultats de Fairfax Brasil sont intégrés au secteur Réassurance et assurance – autres (soit le secteur Réassurance – autres avant le 1^{er} janvier 2010). Au premier trimestre de 2009, la société a fait l'acquisition d'une participation de 100 % dans Polish Re et les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation ont été incorporés dans les états financiers consolidés de la société, comme il est indiqué à la note 5 afférente aux états financiers.

Pour le premier trimestre de 2010, le secteur Réassurance et assurance – autres a enregistré un ratio mixte de 127,2 % et une perte technique de 38,7 \$, comparativement à un ratio mixte de 99,6 % et un bénéfice technique de 0,7 \$ pour le premier trimestre de 2009. Les résultats du premier trimestre de 2010 comprenaient 43,4 points de ratio mixte au titre des sinistres liés aux catastrophes survenus pendant le trimestre à l'étude (61,3 \$ après déduction des primes de reconstitution) découlant principalement de l'incidence du séisme au Chili sur les activités de réassurance de biens d'Advent (réassurées par voie de quote-part par le groupe de réassurance), comparativement à 1,5 point de ratio mixte (2,9 \$ après déduction des primes de reconstitution) pour Advent et le groupe de réassurance au premier trimestre de 2009. Avant prise en compte de l'effet du séisme au Chili (34,3 \$ pour Advent et 16,3 \$ pour le groupe de réassurance, après déduction des primes de reconstitution), le ratio mixte du secteur Réassurance et assurance – autres s'est établi à 91,5 % pour le premier trimestre de 2010. Au premier trimestre de 2010, les résultats techniques tenaient compte de l'avantage de 2,4 points de ratio mixte (3,4 \$) attribuable à l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs (comparativement à un désavantage de 2,4 points de ratio mixte, ou 4,5 \$, au premier trimestre de 2009 attribuable à l'évolution défavorable nette des provisions pour sinistres d'exercices antérieurs) qui découlait principalement de l'évolution favorable nette des provisions pour sinistres d'exercices récents pour Advent.

Les primes brutes et les primes nettes souscrites par le secteur Réassurance et assurance – autres ont reculé de 24,2 % et de 23,1 %, respectivement, au premier trimestre de 2010, en raison surtout de primes substantielles de réassurance de clôture reçues par Advent en 2009. Exclusion faite des primes de réassurance de clôture, les primes souscrites sont demeurées essentiellement au même niveau que pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent pour Advent, le groupe de réassurance et Polish Re. Le secteur Réassurance et assurance – autres a enregistré des gains nets sur placements de 36,8 \$ au premier trimestre de 2010 (soit principalement des gains nets de 25,6 \$ sur des actions ordinaires et des dérivés sur titres de capitaux propres et des gains nets de 8,2 \$

sur des obligations) comparativement à des pertes nettes sur placements de 11,7 \$ au premier trimestre de 2009 (soit principalement des moins-values durables de 12,4 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires). Les pertes techniques considérables liées au séisme au Chili, en partie contrebalancées par l'accroissement des gains nets sur placements et des revenus d'intérêts et de dividendes, ont donné lieu à un bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments de 9,0 \$, comparativement à une perte avant impôts, intérêts et autres éléments de 1,1 \$ pour le premier trimestre de 2009.

Liquidation de sinistres

	Premier trimestre	
	2010	2009
Primes brutes souscrites.....	1,2	1,0
Primes nettes souscrites.....	1,4	—
Primes nettes acquises.....	1,4	0,2
Sinistres.....	(8,0)	(2,4)
Charges d'exploitation.....	(21,4)	(30,1)
Intérêts et dividendes.....	15,5	12,8
Perte d'exploitation.....	(12,5)	(19,5)
Gains nets (pertes nettes) sur placements.....	39,4	(6,4)
Bénéfice (perte) avant impôts.....	26,9	(25,9)

Pour le premier trimestre de 2010, le secteur Liquidation de sinistres a dégagé un bénéfice avant impôts de 26,9 \$ (contre une perte avant impôts de 25,9 \$ pour le premier trimestre de 2009), qui témoigne principalement d'un accroissement important, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, des gains nets sur placements et d'une perte d'exploitation moindre, de 12,5 \$, comparativement à une perte d'exploitation de 19,5 \$ pour le premier trimestre de 2009. La diminution de la perte d'exploitation s'explique principalement par l'accroissement des revenus d'intérêts et de dividendes et la réduction des charges d'exploitation attribuable aux initiatives de compression des coûts entreprises en 2009, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des sinistres subis du fait de l'évolution défavorable nette des demandes de règlements des exercices précédents en Europe. Pour le premier trimestre de 2010, les gains nets sur placements se sont chiffrés à 39,4 \$ et comprenaient des gains nets de 23,5 \$ sur des obligations, des gains nets de 13,5 \$ sur des actions ordinaires et des dérivés sur titres de capitaux propres et des gains nets de change de 1,7 \$. Pour le premier trimestre de 2009, les pertes nettes sur placements s'étaient établies à 6,4 \$ et comprenaient principalement des moins-values durables de 11,9 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires, neutralisées en partie par des gains nets de 4,6 \$ sur des obligations.

Autres¹⁾

	Premier trimestre	
	2010	2009
Produits.....	141,8	140,8
Charges.....	(137,1)	(135,1)
Bénéfice avant impôts, intérêts et autres éléments.....	4,7	5,7
Intérêts débiteurs.....	(0,2)	(0,5)
Bénéfice avant impôts.....	4,5	5,2

¹⁾ Ces résultats diffèrent de ceux qui ont été publiés par Ridley Inc. en raison principalement d'ajustements comptables liés à l'acquisition comptabilisés par Fairfax relativement à l'acquisition de Ridley.

Le secteur d'activité Autres est composé des activités de nutrition animale (Ridley).

Les résultats financiers de Ridley du premier trimestre de 2010 rendent compte de la légère augmentation du volume des ventes et du bénéfice brut correspondant par rapport à ceux enregistrés au premier trimestre de 2009. Les marges d'exploitation soutenues reflètent l'atteinte des objectifs visés par les initiatives de compression des coûts et de gestion des charges. Ridley est un chef de file du secteur commercial de la nutrition animale en Amérique du Nord.

Autres éléments du bénéfice net

Pour le premier trimestre de 2010, les revenus consolidés d'intérêts et de dividendes ont augmenté de 6,8 % pour atteindre 182,7 \$, contre 171,1 \$ au premier trimestre de 2009, en raison principalement de l'incidence de l'augmentation de la taille moyenne du portefeuille de placements au cours du premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009, facteur qui a été contrebalancé en partie par la baisse, en glissement annuel, des taux d'intérêt à court terme.

Les gains nets sur placements consolidés du premier trimestre de 2010 se sont élevés à 415,6 \$ et comprennent des gains nets de 255,3 \$ sur des obligations et des gains nets de 235,7 \$ sur des actions ordinaires et des dérivés sur titres de capitaux propres, en partie compensés par des pertes nettes de change de 37,3 \$, des pertes nettes de 31,9 \$ sur des actions privilégiées, des pertes nettes de 7,9 \$ liées à des swaps sur défaillance et d'autres dérivés et des moins-values durables de 1,9 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires et en obligations. Les pertes nettes sur placements consolidées de 153,0 \$ enregistrées au premier trimestre de 2009 comprenaient des moins-values durables de 213,0 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires et en obligations, des pertes nettes de 66,6 \$ liées à des swaps sur rendement total de titres de capitaux propres, des pertes nettes de 41,8 \$ sur des actions ordinaires et des pertes nettes de change de 24,8 \$, compensées en partie par des gains nets de 122,2 \$ sur des obligations, des gains nets de 56,4 \$ liés à des swaps sur défaillance et des gains nets de 11,5 \$ sur d'autres dérivés.

Fairfax détient d'importants placements en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres, et elle croit que leur valeur augmentera fortement au fil du temps. La valeur de marché et la liquidité de ces placements sont volatiles et pourraient afficher des hausses ou des baisses importantes sur de courtes périodes. Par conséquent, leur valeur définitive ne sera connue qu'à long terme. Au troisième trimestre de 2009, en raison de la rapide progression des cours sur les marchés boursiers mondiaux, la société a décidé de protéger une partie de ses avoirs en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres contre un repli éventuel des marchés boursiers principalement au moyen de positions vendeur sur des swaps de rendement total d'indices boursiers. À la création des positions vendeur, la couverture de titres de capitaux propres connexe représentait environ le quart des avoirs de la société en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres. Au 31 mars 2010, les couvertures de titres de capitaux propres représentaient environ 30 % des avoirs en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres. La société croit que les couvertures de titres de capitaux propres protégeront de façon raisonnablement efficace la fraction couverte des placements en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres. Toutefois, en raison de l'absence d'une corrélation parfaite entre les éléments couverts et les éléments de couverture, ainsi que d'autres incertitudes concernant le marché, il n'est pas possible d'estimer l'incidence future raisonnablement probable des programmes de couverture économique de la société en ce qui a trait au risque actions.

Les intérêts débiteurs consolidés ont progressé de 17,9 %, passant de 38,6 \$ pour le premier trimestre de 2009 à 45,5 \$ pour le premier trimestre de 2010, en raison principalement des intérêts débiteurs supplémentaires découlant de l'émission, au troisième trimestre de 2009, de billets non garantis de premier rang de 400,0 \$ CA par la société. Les intérêts débiteurs consolidés comprennent les éléments suivants :

	Premier trimestre	
	2010	2009
Fairfax.....	29,7	21,6
Crum & Forster.....	7,0	6,9
OdysseyRe.....	7,5	8,1
Advent.....	1,1	1,5
Ridley.....	0,2	0,5
	45,5	38,6

Les frais généraux du siège social et autres frais comprennent les charges de toutes les sociétés de portefeuille du groupe, déduction faite des honoraires de gestion des placements et d'administration de la société et du revenu de placement, y compris les gains nets ou les pertes nettes sur placements, sur l'encaisse, les placements à court terme et les titres négociables de la société de portefeuille. Ils ont notamment compris les éléments suivants :

	Premier trimestre	
	2010	2009
Frais généraux du siège social de Fairfax.....	25,7	25,3
Frais généraux du siège social des sociétés de portefeuille filiales.....	17,3	13,2
Intérêts et dividendes de la société de portefeuille.....	(3,6)	(7,9)
(Gains nets) pertes nettes sur placements de la société de portefeuille.....	(77,9)	112,0
Honoraires de gestion des placements et d'administration.....	(11,2)	(10,9)
	(49,7)	131,7

Les frais généraux du siège social de Fairfax sont passés de 25,3 \$ au premier trimestre de 2009 à 25,7 \$ au premier trimestre de 2010, progression essentiellement imputable à l'augmentation des frais généraux, en partie contrebalancée par la diminution de la charge de rémunération et des frais juridiques. Les frais généraux du siège social des sociétés de portefeuille filiales sont passés de 13,2 \$ au premier trimestre de 2009 à 17,3 \$ au premier trimestre de 2010. Cette augmentation s'explique surtout par l'accroissement des charges salariales. Par rapport au premier trimestre de 2009, les revenus d'intérêts et de dividendes sur la trésorerie, les placements à court terme et les titres négociables de la société de portefeuille ont baissé au premier trimestre de 2010 en raison de la diminution, en glissement annuel, des taux d'intérêt à court terme. Les gains nets sur placements de la société de portefeuille se sont chiffrés à 77,9 \$ pour le premier trimestre de 2010 (pertes nettes de 112,0 \$ en 2009) et comprennent des gains nets de 56,1 \$ sur des

obligations, des gains nets de 20,9 \$ sur des actions ordinaires et des dérivés sur titres de capitaux propres, des gains nets de 6,2 \$ liés à des swaps sur défaillance et d'autres dérivés et des gains nets de change de 0,8 \$, contrebalancés en partie par des pertes nettes de 8,9 \$ sur des actions privilégiées. Les pertes nettes sur placements de 112,0 \$ subies par la société de portefeuille au premier trimestre de 2009 comprenaient des pertes nettes de 66,6 \$ liées à des swaps sur rendement total de titres de capitaux propres, des pertes nettes de 49,1 \$ sur des actions ordinaires, des moins-values durables de 10,7 \$ comptabilisées sur des placements en actions ordinaires et en obligations et des pertes nettes de change de 6,6 \$, contrebalancées en partie par des gains nets de 8,9 \$ liés à des swaps sur défaillance et des gains nets de 6,3 \$ sur des obligations et d'autres titres dérivés.

Le taux d'imposition effectif de 20,3 % inhérent à la charge d'impôts de 73,7 \$ inscrite pour le premier trimestre de 2010 diffère du taux d'imposition prévu par la loi de 31,0 % (en baisse par rapport à 33,0 % au premier trimestre de 2009), en raison surtout de l'incidence des revenus de placement non imposables (y compris les revenus de dividendes et d'intérêts sur les placements en obligations émises par des États et des municipalités américains, et des gains en capital au Canada dont 50,0 % seulement sont imposables) et du bénéfice dégagé dans des territoires où le taux d'imposition des sociétés est inférieur à celui prévu par la loi qui s'applique à la société, facteurs atténués par les différences fiscales découlant de la présentation du bénéfice de la société de portefeuille Fairfax en dollars américains dans les états financiers consolidés tandis que ce bénéfice est déclaré en dollars canadiens aux fins de l'impôt.

Le taux d'imposition effectif de 43,8 % inhérent à l'économie d'impôts de 30,9 \$ inscrite pour le premier trimestre de 2009 différerait du taux d'imposition de la société prévu par la loi, soit 33,0 %, en raison surtout de l'incidence des revenus de placement non imposables du groupe fiscal américain (y compris les revenus de dividendes et d'intérêts sur les placements en obligations émises par des États et des municipalités américains).

L'attribution du bénéfice net aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans l'état des résultats consolidés est la suivante :

	Premier trimestre	
	2010	2009
OdysseyRe.....	—	17,2
Northbridge.....	—	2,7
Advent.....	—	(0,1)
Ridley.....	0,7	1,1
Fairfax Asia.....	0,1	(0,1)
	0,8	20,8

Au cours des derniers mois de 2009, la société a réalisé l'acquisition des actions ordinaires en circulation d'OdysseyRe et d'Advent que Fairfax ne détenait pas encore, comme il est plus amplement décrit à la note 18 afférente aux états financiers consolidés présentés dans le rapport annuel de la société pour 2009. Au cours du premier trimestre de 2009, la société a réalisé l'opération, déjà annoncée, de fermeture du capital de Northbridge, haussant ainsi à 100 % sa participation dans celle-ci (cette opération est décrite à la note 5).

Situation financière

Au 31 mars 2010, la trésorerie, les placements à court terme et les titres négociables de la société de portefeuille s'élevaient à 1 788,1 \$ (1 761,4 \$, après déduction d'un montant de 26,7 \$ relatif aux obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés de la société de portefeuille), contre 1 251,6 \$ au 31 décembre 2009 (1 242,7 \$, après déduction d'un montant de 8,9 \$ relatif aux obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés de la société de portefeuille). Au premier trimestre de 2010, les variations importantes de la trésorerie de la société de portefeuille Fairfax ont compris l'encaissement du produit net de 199,8 \$ tiré de l'émission d'actions à droit de vote subalterne, l'encaissement de dividendes et d'avances de 178,1 \$ de la part de filiales et du paiement de dividendes de 205,8 \$ sur actions ordinaires et privilégiées. La valeur comptable des placements à court terme et des titres négociables de la société de portefeuille varie en fonction de leur juste valeur.

La trésorerie et les placements à court terme des filiales se sont hissés de 192,1 \$, passant de 3 244,8 \$ au 31 décembre 2009 à 3 436,9 \$ au 31 mars 2010, en raison surtout des ventes nettes de placements (principalement des titres disponibles à la vente) réalisées pour combler les besoins de trésorerie d'exploitation des filiales ainsi que le paiement de dividendes et les avances à Fairfax (paiements de 178,1 \$ au premier trimestre et paiement prévu d'environ 580,0 \$ à Fairfax au deuxième trimestre de 2010).

La hausse de 1 079,7 \$ de la trésorerie consolidée au premier trimestre de 2010 est surtout en raison des flux de trésorerie de 1 020,3 \$ provenant des activités d'investissement, des flux de trésorerie de 102,3 \$ affectés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie de 166,1 \$ provenant des activités de financement (y compris l'émission d'actions à droit de vote subalterne pour un

produit net de 199,8 \$ et l'émission d'actions privilégiées de série E d'une valeur nominale de 200 \$ CA, pour un produit net de 183,1 \$, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par les flux de trésorerie de 205,8 \$ affectés au paiement de dividendes sur actions ordinaires et privilégiées). La baisse de 872,6 \$ de la trésorerie consolidée au premier trimestre de 2009 tient surtout aux flux de trésorerie de 608,6 \$ affectés aux activités d'exploitation, aux flux de trésorerie nets de 58,5 \$ affectés aux activités d'investissement (y compris la fermeture du capital de Northbridge par la société et l'acquisition par la société de Polish Re (opérations décrites à la note 5)) et les flux de trésorerie de 165,8 \$ affectés aux activités de financement (y compris le paiement de dividendes de 140,8 \$ sur les actions ordinaires de la société pour 2009).

Les montants à recouvrer de réassureurs, qui ont connu une augmentation nette de 45,3 \$, passant de 3 809,1 \$ au 31 décembre 2009 à 3 854,4 \$ au 31 mars 2010, essentiellement en raison des cessions et rétrocessions de sinistres liés à des catastrophes à des réassureurs (somme de 81,2 \$ au titre de sinistres cédés liés au séisme au Chili et à la tempête de vent Xynthia en Europe, principalement par OdysseyRe et Advent), à l'effet de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain (Northbridge) au premier trimestre de 2010 et à l'expansion des activités de Fairfax Asia, contrebalancés en partie par l'effet de la situation sectorielle et économique difficile sur les activités de Crum & Forster et les progrès soutenus réalisés par le secteur Liquidation de sinistres relativement au recouvrement et à la commutation de ses soldes à recouvrer réassurables restants.

La progression nette de 95,3 \$ de la provision pour sinistres non réglés, qui est passée de 14 747,1 \$ au 31 décembre 2009 à 14 842,4 \$ au 31 mars 2010 s'explique principalement par les effets des sinistres importants subis liés à des catastrophes pour OdysseyRe, Advent et le groupe de réassurance au premier trimestre (182,1 \$, après déduction des primes de reconstitution), l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain (Northbridge) au premier trimestre et l'expansion des activités de Fairfax Asia, facteurs contrebalancés en partie par les progrès soutenus réalisés par le secteur Liquidation de sinistres et par la diminution des activités de souscription de Crum & Forster découlant de la faiblesse de l'économie, de l'affaiblissement du cycle de souscription et de l'intensification de la concurrence sur les marchés.

Les placements de portefeuille sont composés de placements comptabilisés à la juste valeur et de participations comptabilisées à la valeur de consolidation (au 31 mars 2010, ces dernières comprenaient principalement les participations de la société dans ICICI Lombard, International Coal Group et Cunningham Lindsey Group), dont la valeur comptable totale s'élevait à 20 237,8 \$ au 31 mars 2010 (20 186,4 \$, déduction faite des obligations des filiales au titre de ventes à découvert et de dérivés), comparativement à une valeur comptable totale de 20 078,6 \$ au 31 décembre 2009 (20 030,3 \$, déduction faite des obligations des filiales au titre de ventes à découvert et de dérivés). L'augmentation nette de 156,1 \$ de la valeur comptable globale des placements de portefeuille (déduction faite des obligations des filiales au titre de ventes à découvert et de dérivés) entre le 31 décembre 2009 et le 31 mars 2010 a résulté principalement de l'augmentation des gains nets réalisés et non réalisés (y compris des gains nets de 337,7 \$ sur des placements de portefeuille de filiales et la hausse de 178,2 \$ des gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente de filiales), ainsi que des affectations par des filiales de la trésorerie issue de leurs placements de portefeuille, afin, notamment, d'effectuer des paiements d'impôts de 105,0 \$. Les principaux changements survenus dans les placements de portefeuille au premier trimestre de 2010 ont inclus une hausse de 192,1 \$ de la trésorerie et des placements à court terme des filiales (décrits précédemment), une diminution de 241,1 \$ des actions ordinaires et des participations, à la valeur consolidation, et une augmentation de 127,5 \$ des dérivés et autres montants investis (principalement des dérivés liés à l'inflation et des bons de souscription d'actions). Au troisième trimestre de 2009, en raison du regain rapide des marchés boursiers, la société a décidé de protéger une partie (environ un quart, soit un notionnel de 1,5 G\$, relativement à des avoirs de 6 517,9 \$ en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres) de ses placements en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres, contre un repli des marchés boursiers au moyen de positions vendeur sur des swaps sur rendement total d'indices boursiers référencés sur l'indice S&P 500 conclus à une valeur moyenne de 1 062,52 de l'indice S&P 500. Au 31 mars 2010, les couvertures de titres de capitaux propres représentaient environ 30 % des avoirs en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres. L'excédent non comptabilisé de la juste valeur sur la valeur comptable des participations comptabilisées à la valeur de consolidation s'élevait à 209,4 \$ au 31 mars 2010 (170,8 \$ au 31 décembre 2009).

Fairfax détient d'importants placements en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres, et elle croit que leur valeur augmentera fortement au fil du temps. La valeur de marché et la liquidité de ces placements sont volatiles et pourraient afficher des hausses ou des baisses importantes sur de courtes périodes. Par conséquent, leur valeur définitive ne sera connue qu'à long terme.

Les actifs d'impôts sur les bénéfices futurs ont diminué de 36,7 \$ au premier trimestre de 2010 pour s'établir à 282,0 \$. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des impôts futurs résultant de l'appréciation des placements ainsi que de l'utilisation des pertes fiscales par les sociétés de portefeuille au Canada et au sein du groupe d'imposition consolidé américain. Les impôts sur les bénéfices exigibles ont augmenté de 45,4 \$ au premier trimestre de 2010 pour se chiffrer à 116,3 \$, rendant compte surtout des impôts à payer du fait de gains importants sur placements.

La croissance de 6,7 \$ des écarts d'acquisition et des actifs incorporels au premier trimestre de 2010 découle des écarts de conversion liés aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels de Northbridge et de Polish Re. Le montant de 252,8 \$ inscrit au titre

des écarts d'acquisition consolidés (249,3 \$ au 31 décembre 2009) et le montant de 192,7 \$ (189,5 \$ au 31 décembre 2009) inscrit au titre des actifs incorporels (principalement lié à la valeur des relations clients et des relations courtiers ainsi qu'à la marque) comprennent essentiellement les montants découlant de la fermeture du capital de Northbridge et d'OdysseyRe en 2009. Des tests de dépréciation annuels des écarts d'acquisition sont prévus pour le deuxième semestre de 2010. La société évalue l'utilisation prévue, la durée de vie prévue et l'avantage économique devant être tiré des actifs incorporels lorsqu'elle repère d'éventuels indications de dépréciation. Les actifs incorporels liés aux relations clients et aux relations courtiers seront amortis en résultat net sur des périodes allant de 8 à 20 ans.

Les participations ne donnant pas le contrôle n'ont subi aucun changement significatif entre le 31 décembre 2009 et le 31 mars 2010. Le solde des participations ne donnant pas le contrôle a essentiellement trait aux actions privilégiées d'OdysseyRe ainsi qu'à Ridley.

Gestion des risques financiers

La société applique une approche globale aux fins de la détection, de l'appréciation, de la surveillance et de la gestion des risques auxquels toutes ses activités sont exposées. Les principaux risques financiers sont le risque de souscription, le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change et le risque de liquidité. La structure de surveillance, d'évaluation et de gestion de ces risques est la même que celle qui était en place au 31 décembre 2009 (tel qu'il est indiqué à la note 19 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel de la société pour 2009).

Risque de souscription

Le risque de souscription est le risque que la somme du coût des sinistres, des frais de règlement de sinistres et des frais d'acquisition de primes dépasse les primes reçues. Ce risque peut se matérialiser en raison de nombreux facteurs, notamment le risque de tarification, le risque lié aux provisions et le risque de catastrophe. L'exposition de la société au risque de souscription et le cadre qu'elle utilise pour surveiller, évaluer et gérer ce risque au 31 mars 2010 n'ont pas subi de changements importants par rapport au 31 décembre 2009.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte découlant du manquement par une contrepartie à ses obligations financières ou contractuelles envers la société. Le risque de crédit provient principalement des placements dans des titres de créance, des montants de réassurance à recouvrer et à recevoir et des soldes à recevoir des contreparties à des contrats dérivés (essentiellement des swaps sur défaillance et des swaps sur rendement total). L'exposition de la société au risque de crédit et le cadre qu'elle utilise pour surveiller, évaluer et gérer ce risque au 31 mars 2010 n'ont pas subi de changements importants par rapport au 31 décembre 2009.

La société s'efforce de limiter le risque de contrepartie grâce aux modalités des ententes qu'elle négocie avec les contreparties aux swaps sur rendement total, aux swaps sur défaillance et aux autres contrats de titres dérivés. Selon ces ententes, la société et les contreparties aux opérations sont tenues par contrat de déposer une garantie admissible dans des comptes de garantie en faveur de la société ou de la contrepartie, selon la juste valeur à ce moment ou la variation de la juste valeur des contrats dérivés. Au 31 mars 2010, la juste valeur des garanties déposées en faveur de la société, composées en totalité de titres gouvernementaux que la société avait le droit de vendre ou de redonner en garantie, s'élevait à 91,2 \$ (23,2 \$ au 31 décembre 2009). La société n'avait pas exercé ce droit au 31 mars 2010.

Le tableau qui suit présente un résumé de l'effet des swaps sur défaillance utilisés comme instruments de couverture et des éléments couverts liés sur le plan économique sur la situation financière et les résultats d'exploitation historiques de la société aux 31 mars 2010 et 2009 et pour les trimestres terminés à ces dates.

	31 mars 2010		Trimestre terminé le 31 mars 2010		
	Exposition / notionnel	Valeur comptable	Autres éléments du résultat étendu (avant impôts)	Bénéfice net (avant impôts)	Capitaux propres nets (avant impôts)
Expositions au risque de crédit :					
Obligations :					
Gouvernements des États-Unis, du Canada et d'autres pays.....	1 608,4	1 608,4	—	—	—
Provinces canadiennes.....	1 396,8	1 396,8	—	—	—
États et municipalités américains	5 640,3	5 640,3	(4,8)	59,6	54,8
Sociétés et autres et titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles.....	2 968,3	2 968,3	(7,5)	194,0	186,5
Dérivés et autres actifs investis :					
Montants à recevoir des contreparties aux dérivés.....	371,8	371,8	—	—	—
Comptes débiteurs et autres.....	1 948,2	1 948,2	—	(1,6)	(1,6)
Montants à recouvrer de réassureurs.....	3 854,4	3 854,4	—	(1,5)	(1,5)
Encaisse et placements à court terme.....	4 384,4	4 384,4	—	—	—
	<u>22 172,6</u>	<u>22 172,6</u>	<u>(12,3)</u>	<u>250,5</u>	<u>238,2</u>
Instruments de couverture :					
Dérivés et autres actifs investis :					
Swaps sur défaillance.....	(5 541,8)	(66,8)	—	1,5	1,5
Exposition nette et effets financiers.....	<u>16 630,8</u>	<u>22 105,8</u>	<u>(12,3)</u>	<u>252,0</u>	<u>239,7</u>
	31 mars 2009		Trimestre terminé le 31 mars 2009		
	Exposition / notionnel	Valeur comptable	Autres éléments du résultat étendu (avant impôts)	Bénéfice net (avant impôts)	Capitaux propres nets (avant impôts)
Expositions au risque de crédit :					
Obligations :					
Gouvernements des États-Unis, du Canada et d'autres pays.....	1 981,2	1 981,2	—	—	—
Provinces canadiennes.....	1 114,4	1 114,4	—	—	—
États et municipalités américains	4 362,1	4 362,1	42,0	163,7	205,7
Sociétés et autres et titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles.....	2 017,8	2 017,8	45,1	(63,9)	(18,8)
Dérivés et autres actifs investis :					
Montants à recevoir des contreparties aux dérivés (principalement des swaps sur défaillance).....	322,1	322,1	—	0,7	0,7
Comptes débiteurs et autres.....	1 762,3	1 762,3	—	—	—
Montants à recouvrer de réassureurs.....	4 146,5	4 146,5	—	(2,8)	(2,8)
Encaisse et placements à court terme.....	3 958,5	3 958,5	—	—	—
	<u>19 664,9</u>	<u>19 664,9</u>	<u>87,1</u>	<u>97,7</u>	<u>184,8</u>
Instruments de couverture :					
Dérivés et autres actifs investis :					
Swaps sur défaillance.....	(5 679,5)	(246,4)	—	56,4	56,4
Exposition nette et effets financiers.....	<u>13 985,4</u>	<u>19 418,5</u>	<u>87,1</u>	<u>154,1</u>	<u>241,2</u>

Le portefeuille de placements consolidés comprenait des obligations d'États et de municipalités américains et d'autres obligations américaines en franchise d'impôt totalisant 5,6 G\$ (5,5 G\$ au 31 décembre 2009), dont la presque totalité a été achetée en 2008. Du montant de 5,5 G\$ (5,4 G\$ au 31 décembre 2009) détenu dans les portefeuilles de placements des filiales au 31 mars 2010, une tranche d'environ 3,5 G\$ (3,5 G\$ au 31 décembre 2009) était entièrement assurée par Berkshire Hathaway Assurance Corp. quant au paiement des intérêts et du capital advenant une défaillance de la part de l'émetteur. La société estime que cette assurance atténue significativement le risque de crédit associé à ces obligations.

Dans le cours normal de l'exécution de sa stratégie de couverture économique du risque de crédit, la société s'attend à ce que, durant certaines périodes, le notionnel des instruments de couverture présente un excédent ou une insuffisance par rapport à l'exposition de la société aux éléments couverts. Une telle situation peut se produire en raison de la compensation, par la direction, des corrélations imparfaites entre l'élément de couverture et l'élément couvert ou en raison du moment auquel se présentent les occasions où la société peut dénouer ou conclure des couvertures à des prix intéressants.

Risque de marché

Le risque de marché est la possibilité que des variations défavorables de la valeur des instruments financiers découlant de variations de certaines données liées au marché comme les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et les différentiels de taux aient une incidence défavorable sur les bilans et/ou les états consolidés des résultats de la société. La société est exposée au risque de marché principalement du fait de ses activités de placement, mais aussi du fait de ses activités de souscription, dans la mesure où ces activités l'exposent au risque de change.

Au 31 mars 2010, la société détenait des titres de capitaux propres et des titres liés à des titres de capitaux propres totalisant 6 622,1 \$ (actions ordinaires de 4 781,9 \$, participations, à la valeur de consolidation, de 737,6 \$ et dérivés liés à des titres de capitaux propres de 1 102,6 \$) alors qu'au 31 décembre 2009, elle détenait des titres de capitaux propres et des titres liés à des titres de capitaux propres dont la juste valeur était de 6 156,5 \$ (actions ordinaires de 5 088,9 \$ et participations, à la valeur de consolidation, de 646,2 \$ et dérivés liés à des titres de capitaux propres de 421,4 \$). Au 31 mars 2010, la société détenait des obligations qui l'exposaient au risque de crédit (principalement des obligations comprises dans les catégories Sociétés et autres et États et municipalités américains) ayant une juste valeur de 8 608,6 \$, contre 8 468,8 \$ au 31 décembre 2009. En raison de la hausse significative des titres de capitaux propres et des placements à revenu fixe détenus par la société, l'exposition de cette dernière au risque de prix sur instruments de capitaux propres et au risque de taux d'intérêt au 31 mars 2010 s'est accrue par rapport au 31 décembre 2009. La société estime que son cadre actuel de gestion des risques financiers société est en mesure de lui permettre de gérer les expositions supplémentaires au risque.

Pendant une grande partie de 2008 et dans les exercices qui ont immédiatement précédé, la société a été préoccupée par le niveau d'évaluation des marchés boursiers mondiaux, l'incertitude résultant des problèmes de crédit aux États-Unis et de la conjoncture économique globale. Comme protection contre une baisse sur les marchés boursiers, la société détenait des positions vendeur créées au moyen de titres négociés en bourse fondés sur des indices boursiers, d'actions ordinaires de sociétés américaines cotées, de swaps sur rendement total de titres de capitaux propres et de swaps sur rendement total d'indices boursiers, appelés globalement les couvertures de titres de capitaux propres de la société. La société avait acheté des options d'achat à court terme sur indice S&P 500 afin de limiter la perte potentielle sur les swaps sur rendement total d'indices boursiers américains et les positions à découvert sur titres négociés en bourse fondés sur des indices boursiers et afin de protéger, de façon générale, les positions à découvert sur actions ordinaires et sur swaps sur rendement total de titres de capitaux propres. En novembre 2008, par suite des chutes importantes subies par les marchés boursiers mondiaux, la société a révisé les objectifs financiers de son programme de couverture économique sur la base de son appréciation selon laquelle les risques antérieurement élevés liés aux marchés boursiers mondiaux étaient désormais modérés; par la suite, elle a dénoué la quasi-totalité de ses positions de couverture de titres de capitaux propres. Au cours du reste du quatrième trimestre de 2008, la société a accru significativement ses placements en titres de capitaux propres par suite des occasions créées par les baisses importantes de valeur des titres de capitaux propres.

Au troisième trimestre de 2009, en raison du regain rapide des marchés boursiers, la société a décidé de protéger une partie (environ un quart, soit un notionnel de 1,5 G\$, relativement à des avoirs de 6 517,9 \$ en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres) de ses placements en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres, contre un repli des marchés boursiers au moyen de positions vendeur sur des swaps sur rendement total d'indices boursiers référencés sur l'indice S&P 500 conclus à une valeur moyenne de 1 062,52 de l'indice S&P 500. Au 31 mars 2010, les couvertures de titres de capitaux propres représentaient environ 30 % des avoirs en titres de capitaux propres et en titres liés à des titres de capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé de l'effet des instruments de couverture du risque lié aux titres de capitaux propres et des éléments couverts correspondants sur la situation financière et les résultats d'exploitation historiques de la société aux 31 mars 2010 et 2009 et pour les trimestres terminés à ces dates.

	31 mars 2010		Trimestre terminé le 31 mars 2010		
	Exposition / notionnel	Valeur comptable	Autres éléments du résultat étendu (avant impôts)	Bénéfice net (avant impôts)	Capitaux propres nets (avant impôts)
Expositions aux titres de capitaux propres :					
Actions ordinaires	4 781,9	4 781,9	224,1	223,4	447,5
Participations, à la valeur de consolidation	737,6	528,2	5,5	9,1	14,6
Dérivés et autres actifs investis :					
Swaps sur rendement total de titres de capitaux propres – positions acheteur.....	869,7	7,4	—	49,5	49,5
Options d'achat sur titres de capitaux propres et indices boursiers.....	80,4	57,9	—	11,8	11,8
Bons de souscription d'actions	152,5	135,1	—	54,4	54,4
Total des titres de capitaux propres et des titres liés à des titres de capitaux propres	<u>6 622,1</u>	<u>5 510,5</u>	<u>229,6</u>	<u>348,2</u>	<u>577,8</u>
Instruments de couverture :					
Dérivés et autres actifs investis :					
Swaps sur rendement total de titres de capitaux propres – positions vendeur	(244,5)	21,9	—	(25,0)	(25,0)
Swaps sur rendement total d'indices boursiers – positions vendeur	(1 689,6)	5,0	—	(80,8)	(80,8)
	<u>(1 934,1)</u>	<u>26,9</u>	<u>—</u>	<u>(105,8)</u>	<u>(105,8)</u>
Exposition nette et effets financiers.....	<u>4 688,0</u>	<u>5 537,4</u>	<u>229,6</u>	<u>242,4</u>	<u>472,0</u>
	31 mars 2009		Trimestre terminé le 31 mars 2009		
	Exposition / notionnel	Valeur comptable	Autres éléments du résultat étendu (avant impôts)	Bénéfice net (avant impôts)	Capitaux propres nets (avant impôts)
Expositions aux titres de capitaux propres :					
Actions ordinaires	3 767,8	3 767,8	(421,4)	(244,5)	(665,9)
Participations, à la valeur de consolidation	655,2	377,6	—	(1,1)	(1,1)
Dérivés et autres actifs investis :					
Swaps sur rendement total de titres de capitaux propres – positions acheteur.....	323,8	(73,7)	—	(69,2)	(69,2)
Bons de souscription d'actions	60,1	10,9	—	10,2	10,2
Total des titres de capitaux propres et des titres liés à des titres de capitaux propres	<u>4 806,9</u>	<u>4 082,6</u>	<u>(421,4)</u>	<u>(304,6)</u>	<u>(726,0)</u>
Instruments de couverture :					
Dérivés et autres actifs investis :					
Options d'achat sur indice S&P 500	(139,3)	—	—	2,6	2,6
Exposition nette et effets financiers.....	<u>4 667,6</u>	<u>4 082,6</u>	<u>(421,4)</u>	<u>(302,0)</u>	<u>(723,4)</u>

Dans le cours normal de l'exécution de sa stratégie de couverture économique du risque lié aux instruments de capitaux propres, la société s'attend à ce que, durant certaines périodes, le notionnel des instruments de couverture présente un excédent ou une insuffisance par rapport à l'exposition de la société aux éléments couverts. Une telle situation peut se produire en raison de la compensation, par la direction, des corrélations imparfaites entre l'élément de couverture et l'élément couvert ou en raison du moment auquel se présentent les occasions où la société peut dénouer ou conclure des couvertures à des prix intéressants.

Pour se protéger contre l'effet défavorable potentiel des variations des prix dans l'économie, la société a fait l'acquisition de contrats dérivés liés à l'inflation référencés sur des indices d'inflation dans les régions géographiques où elle exerce ses activités. Au 31 mars 2010, ces contrats dérivés avaient une valeur comptable aux bilans consolidés de 80,3 \$ (8,2 \$ au 31 décembre 2009) et un coût de 92,4 \$ (8,8 \$ au 31 décembre 2009). La prime initiale versée pour un contrat dérivé lié à l'inflation est comptabilisée comme un actif dérivé et ajustée par la suite en fonction des variations de la juste valeur non réalisée des contrats à chaque date de clôture. Les variations de la juste valeur non réalisées d'un contrat sont comptabilisées à titre de gains nets (pertes nettes) sur placements dans l'état consolidé des résultats de la société à chaque date de clôture et un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif ou du passif dérivé. Advenant la vente, l'arrivée à échéance ou le dénouement avant l'échéance de l'un des contrats de dérivés liés à l'inflation de la société, cette dernière recevra la juste valeur du contrat à la date de l'opération. La perte en trésorerie potentielle maximale de la société est plafonnée aux primes versées pour conclure les contrats dérivés. Aux termes des modalités des contrats dérivés liés à l'inflation, les contreparties à ces opérations sont tenues de déposer des garanties admissibles dans des comptes de

garantie en faveur de la société selon la juste valeur des contrats dérivés à ce moment. Au 31 mars 2010, la juste valeur de ces garanties s'établissait à 59,8 \$ (néant au 31 décembre 2009).

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier ou d'un autre actif varient par suite de fluctuation des taux de change et aient une incidence défavorable sur le bénéfice et les capitaux propres lorsqu'ils sont évalués dans la monnaie fonctionnelle d'une société. La société est exposée au risque de change du fait de ses opérations conclues dans des monnaies autres que le dollar américain ainsi que du fait de son investissement net dans des filiales ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar américain. L'exposition de la société au risque de change et le cadre qu'elle utilise pour surveiller, évaluer et gérer ce risque au 31 mars 2010 n'ont pas subi de changements importants par rapport au 31 décembre 2009.

En août 2009, la société a désigné la valeur comptable des billets de premier rang de 400,0 \$ CA échéant le 19 août 2019 comme couverture d'une partie de son investissement net dans Northbridge aux fins de l'information financière. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2010, la société a comptabilisé un écart de conversion de 12,7 \$ (néant en 2009) sur les billets de premier rang dans les variations des gains et des pertes sur couvertures de l'investissement net dans une filiale étrangère, à l'état consolidé du résultat étendu.

L'effet avant impôts des écarts de conversion sur certains postes des états financiers consolidés de la société pour les trimestres terminés les 31 mars 2010 et 2009 est le suivant :

	Premier trimestre	
	2010	2009
Gains nets (pertes nettes) sur placements		
Activités de souscription	(7,1)	(5,7)
Activités de placement.....	(30,2)	(19,1)
Gains (pertes) de change compris(es) dans le bénéfice net avant impôts	(37,3)	(24,8)
Autres éléments du résultat étendu – gains (pertes) de change		
sur activités de placement	5,7	5,0
	(31,6)	(19,8)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque de perte que la société peut subir si elle n'est pas en mesure d'honorer ses engagements financiers en temps opportun et à des coûts raisonnables lorsqu'ils deviennent exigibles. La politique de la société consiste à s'assurer qu'elle aura suffisamment d'actifs liquides pour respecter ses engagements financiers, notamment les passifs envers les titulaires de polices et de titres d'emprunt, les dividendes sur les actions privilégiées et les engagements de placements.

Au premier trimestre de 2010, la société a reçu des dividendes et des avances de la part de filiales de 178,1 \$, dont un dividende ordinaire de 130,0 \$ de la part de Crum & Forster et des dividendes et avances totalisant 48,1 \$ de la part de Northbridge, et Crum & Forster a reçu de la part des autorités de réglementation la régissant l'autorisation de payer des dividendes exceptionnels de 350,0 \$ au deuxième trimestre de 2010. La société prévoit en outre recevoir des dividendes et des avances de 200,0 \$ de la part d'OdysseyRe et de 30,0 \$ de la part de Northbridge au deuxième trimestre de 2010. À la suite de la clôture de l'acquisition de Zenith National Insurance Corp. (« Zenith ») et du paiement de ces dividendes et avances, il est prévu que les sociétés en exploitation de la société continueront à maintenir leur capital au-dessus des seuils minimums établis par la réglementation, soit supérieurs aux niveaux nécessaires pour soutenir leurs notations en matière de solvabilité et de solidité financière, et supérieurs aux niveaux de gestion des risques calculés en interne. La société estime qu'après l'acquisition de Zenith, elle aura des ressources en trésorerie suffisantes au niveau de la société de portefeuille pour s'acquitter de ses obligations connues dans un avenir prévisible.

La société a l'intention de financer la contrepartie de quelque 1,3 G\$ nécessaire pour clôturer l'acquisition de Zenith au deuxième trimestre au moyen des montants en trésorerie versés par les filiales en exploitation au titre d'avances et des dividendes ordinaires et exceptionnels, du produit net de 199,8 \$ tiré de l'émission de titres de capitaux propres effectuée au premier trimestre ainsi que de la trésorerie, des placements à court terme et des titres négociables de la société de portefeuille.

Pour le calendrier des échéances des obligations contractuelles significatives de la société (y compris les passifs financiers et les engagements au titre des créances et des liquidités) au 31 mars 2010, se reporter à la rubrique Obligations contractuelles, ci-après dans le présent rapport de gestion.

Structure du capital et situation de trésorerie

Le tableau qui suit présente la structure du capital et les ratios financiers de la société :

	31 mars 2010	31 décembre 2009
Encaisse, placements à court terme et titres négociables de la société de portefeuille, déduction faite des obligations au titre de ventes à découvert et de dérivés.....	1 761,4	1 242,7
Dette de la société de portefeuille	1 250,6	1 236,9
Dette des filiales	902,0	903,4
Autres obligations à long terme – société de portefeuille	172,0	173,5
Dette totale.....	2 324,6	2 313,8
Dette nette.....	563,2	1 071,1
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.....	7 886,6	7 391,8
Actions privilégiées	410,3	227,2
Participations ne donnant pas le contrôle	113,6	117,6
Total des capitaux propres	8 410,5	7 736,6
Ratio dette nette-total des capitaux propres	6,7 %	13,8 %
Ratio dette nette-capital total net ¹⁾	6,3 %	12,2 %
Ratio dette totale-capital total ²⁾	21,7 %	23,0 %
Ratio de couverture des intérêts ³⁾	9,0 x	8,2 x

¹⁾ La société calcule le capital total net comme étant la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

²⁾ La société calcule le capital total comme étant la somme du total des capitaux propres et de la dette totale.

³⁾ La société calcule la couverture des intérêts comme étant la somme du bénéfice (perte) d'exploitation avant impôts et intérêts débiteurs, divisée par les intérêts débiteurs.

Au 31 mars 2010, la dette de la société de portefeuille (compte tenu de ses autres obligations à long terme) s'établissait à 1 422,6 \$, en hausse de 12,2 \$ par rapport à celle de 1 410,4 \$ au 31 décembre 2009. Cette hausse reflète principalement l'incidence sur les montants convertis au premier trimestre de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

La dette des filiales a diminué de 1,4 \$, passant de 903,4 \$ au 31 décembre 2009 à 902,0 \$ au 31 mars 2010, en raison surtout d'un remboursement, par Ridley, sur ses facilités de crédit à terme renouvelables garanties.

Au 31 mars 2010, le ratio consolidé dette nette-capital total net de la société s'est amélioré pour atteindre 6,3 %, contre 12,2 % au 31 décembre 2009. Cette amélioration rendait compte essentiellement de la hausse de la trésorerie, des placements à court terme et des titres négociables de la société de portefeuille (éléments analysés sous la rubrique « Situation financière »), de la hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires découlant des augmentations des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu et de l'émission, au premier trimestre, d'actions à droit de vote subalterne de 199,8 \$, et de l'augmentation des actions privilégiées à la suite de l'émission d'actions privilégiées de série E au premier trimestre. Le ratio consolidé dette totale-capital total s'établit à 21,7 % au 31 mars 2010, contre 23,0 % au 31 décembre 2009. Cette amélioration a résulté essentiellement de l'incidence des augmentations susmentionnées du total des capitaux propres.

La société estime que la trésorerie, les placements à court terme et les titres négociables de la société de portefeuille lui procureront plus de liquidités que celles dont elle aura besoin pour acquitter ses obligations connues en 2010, y compris l'acquisition de Zenith. Outre ces ressources, la société de portefeuille s'attend à continuer de recevoir des honoraires de gestion de placements et d'administration de ses filiales des secteurs de l'assurance et de la réassurance, des revenus de placement sur sa trésorerie, ses placements à court terme et ses titres négociables et des dividendes de la part de ses filiales des secteurs de l'assurance et de la réassurance. Au premier trimestre de 2010, la société a reçu des dividendes et des avances totalisant 178,1 \$ de la part de ses filiales des secteurs de l'assurance et de la réassurance, un produit net de 199,8 \$ (le 26 février 2010, comme il est indiqué à la note 6) tiré de l'émission d'actions à droit de vote subalterne, et le produit net de 183,1 \$ (195,3 \$ CA le 1^{er} février 2010, comme il est décrit à la note 6) tiré de l'émission d'actions privilégiées de série E. Pour le reste de 2010, les obligations importantes et connues de la société de portefeuille comprennent le paiement d'un montant de quelque 1,3 G\$ lié à l'acquisition de Zenith par la société, les intérêts et les frais généraux du siège social, les dividendes sur actions privilégiées, les paiements d'impôts sur les bénéfices et un montant d'environ 26,2 \$ au titre d'une contrepartie à payer pour une acquisition.

En raison principalement de l'émission, au premier trimestre, d'actions à droit de vote subalterne (produit net de 199,8 \$) et d'actions privilégiées de série E (produit net de 183,1 \$), des bénéfices nets de 289,4 \$ attribuables aux actionnaires de Fairfax et de

l'effet de l'accroissement du cumul des autres éléments du résultat étendu (accroissement de 213,6 \$ au premier trimestre de 2010, rendant compte principalement d'une augmentation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente et les gains de change non réalisés), contrebalancés en partie par les paiements de dividendes de la société (205,8 \$) sur ses actions ordinaires et privilégiées au premier trimestre de 2010, les capitaux propres au 31 mars 2010 se sont accrus de 677,9 \$ pour s'établir à 8 296,9 \$, contre 7 619,0 \$ au 31 décembre 2009. Au 31 mars 2010, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevaient à 7 886,6 \$ ou 383,83 \$ par action (montant de base) (excluant l'excédent non comptabilisé de 209,4 \$ de la juste valeur sur la valeur comptable des participations comptabilisées à la valeur de consolidation) contre 369,80 \$ par action (montant de base) (excluant l'excédent non comptabilisé de 170,8 \$ de la juste valeur sur la valeur comptable des participations comptabilisées à la valeur de consolidation) à la fin de 2009, ce qui représente une augmentation de 3,8 % du montant de base par action en 2010 (avant ajustement pour tenir compte du dividende de 10,00 \$ par action ordinaire versé au premier trimestre de 2010, ou 6,4 % après ajustement pour tenir compte de ce dividende). Au premier trimestre de 2010, le nombre de base d'actions s'est accru principalement en raison de l'émission, le 26 février 2010, de 563 381 actions à droit de vote subalterne par la société au prix de 355,00 \$ l'action, en partie contrebalancée par le rachat de 7 900 actions à droit de vote subalterne. Au 31 mars 2010, 20 546 935 actions ordinaires étaient en circulation.

Obligations contractuelles

Le détail des obligations contractuelles importantes de la société (y compris les passifs financiers et les engagements au titre de créances et de liquidités) qui donnent lieu à des engagements visant des paiements futurs susceptibles d'avoir une incidence sur la situation de trésorerie à court terme et à long terme de la société ainsi que sur ses besoins en matière de financement est présenté à la page 166 du rapport annuel de la société pour 2009. Le tableau qui suit présente les paiements à effectuer à l'égard des obligations actuelles et futures de la société de portefeuille et des filiales au 31 mars 2010.

	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Provision pour sinistres non réglés – montant brut.....	3 488,8	4 174,8	2 317,3	4 861,5	14 842,4
Dette à long terme – capital.....	1,7	180,7	225,2	1 786,7	2 194,3
Dette à long terme – intérêts	157,6	308,1	269,8	631,4	1 366,9
Contrats de location-exploitation – obligations	47,4	66,7	36,2	77,9	228,2
Autres passifs à long terme – capital	6,2	10,3	9,7	145,8	172,0
Autres passifs à long terme – intérêts	14,8	28,1	26,5	40,8	110,2
	<u>3 716,5</u>	<u>4 768,7</u>	<u>2 884,7</u>	<u>7 544,1</u>	<u>18 914,0</u>

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues de dresser leurs états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La société présentera conformément aux IFRS ses résultats financiers pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011, ainsi que ses résultats financiers intermédiaires non vérifiés trimestriels à compter du trimestre se terminant le 31 mars 2011. Elle présentera également selon les IFRS certaines données comparatives, comme un bilan d'ouverture en date du 1^{er} janvier 2010. Après avoir adopté les IFRS, la société ne présentera plus de rapprochement de ses résultats financiers avec les PCGR des États-Unis.

En 2008, la société a mis sur pied un comité de direction, une équipe de projet et des groupes de travail ayant une formation et une expertise en IFRS suffisantes pour prendre le virage des IFRS et les mettre en œuvre. L'équipe de projet a conçu un plan de conversion (décrit ci-après) et fait régulièrement le point sur l'avancement du projet avec la direction, le comité de direction et le comité de vérification sur l'exécution de ce plan, y compris les activités réalisées au cours du trimestre, les activités prévues pour le trimestre suivant et l'avancement du plan par rapport aux objectifs à atteindre. Des séances de formation ont été tenues (d'autres le seront) à l'intention des employés, de la direction et du comité de vérification afin d'accroître les connaissances sur les IFRS et la sensibilisation aux nouvelles normes et à leur incidence.

Le plan de conversion aux IFRS de la société comporte quatre étapes : étude d'impact préliminaire, planification détaillée, exécution et examen postérieur à la mise en œuvre. La société a terminé les deux premières étapes et continue le travail prévu à l'étape d'exécution, qui devrait prendre fin au milieu de 2010. Dans le cadre de l'étape de planification détaillée, la société a passé en revue les exigences actuelles en vertu des IFRS, elle a répertorié un certain nombre de différences possibles en matière d'évaluation entre les IFRS et les PCGR du Canada et elle a évalué les choix de méthodes comptables ainsi que les exemptions dont peuvent se prévaloir les nouveaux adoptants. La direction a présenté, et continue de présenter, au comité de vérification de la société les IFRS (actuelles et prévues) qui auront, selon elle, l'incidence la plus notable sur les états financiers consolidés de la société. Ces présentations comprennent un aperçu des diverses IFRS et de leur évolution, ainsi que des méthodes comptables possibles selon les IFRS, des exemptions facultatives relatives à l'application des normes dont peuvent se prévaloir les nouveaux adoptants, ainsi que la détermination des groupes d'exploitation sur lesquels l'adoption des IFRS aura l'incidence la plus notable.

Étant donné l'envergure et l'importance du projet pour son information financière, il est crucial que la société continue à évaluer soigneusement l'incidence des modifications éventuelles des exigences et des processus sur le caractère adéquat de ses systèmes d'information financière et de ses contrôles internes, y compris les technologies de l'information et les contrôles de communication de l'information. L'adoption des IFRS et la conformité avec celles-ci exigent une somme de travail considérable.

Bien que les IFRS reposent sur un cadre conceptuel similaire à celui des PCGR du Canada, il existe des différences importantes en ce qui a trait à la comptabilisation, à l'évaluation et aux informations à fournir dont il faut tenir compte. Pendant toute la durée du projet, la société se tient informée des documents de travail, exposés-sondages et normes publiés par l'IASB et l'International Financial Reporting Interpretations Committee. La société évalue l'incidence des normes proposées sur ses états financiers et l'information financière à mesure qu'elle obtient des renseignements supplémentaires.

Au moment de l'adoption des IFRS, la société compte se prévaloir de certaines des exemptions facultatives prévues par l'IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière*. Pour l'heure, la société entend comptabiliser tous les gains et les pertes actuariels non amortis de ses régimes de retraite à prestations déterminées directement dans les bénéfices non répartis d'ouverture plutôt que de continuer à les comptabiliser en résultat net par voie d'amortissement comme le permettent les PCGR du Canada. Elle entend aussi appliquer les IFRS prospectivement aux regroupements d'entreprises et aux instruments financiers composés à compter de la date du passage aux IFRS ainsi que comptabiliser les gains et les pertes de change cumulés et classés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu dans les bénéfices non répartis d'ouverture, sauf pour ceux qui ont trait aux filiales qui présentent déjà leurs informations financières selon les IFRS.

Compte tenu de ses évaluations à ce jour et des IFRS actuellement en vigueur, la société a établi que les aspects suivants seraient les plus touchés par la transition aux IFRS : l'évaluation des actifs financiers, les contrats d'assurance, les avantages du personnel et les impôts sur les bénéfices. À l'exception de ces éléments et de ceux qui sont analysés ci-dessous, la société ne prévoit pas que les méthodes comptables selon les IFRS qu'elle appliquera après la date du basculement seront significativement différentes de celles qu'elle applique actuellement selon les PCGR du Canada. La préparation des états financiers comparatifs de 2010 établis selon les IFRS reposera sur les mêmes estimations que celle des états financiers de 2010 établis selon les PCGR du Canada.

Un grand nombre d'IFRS sont toutefois en cours de modification ou n'ont pas encore été publiées. Ainsi, compte tenu des enjeux relatifs à l'information financière qu'a mis en exergue la crise financière mondiale, l'IASB revoit ou remplace des IFRS en vigueur qui traitent de nombre de questions connexes. L'IASB compte remplacer ses actuelles normes en matière d'instruments financiers en plusieurs phases. La première phase a récemment été parachevée avec la publication de l'IFRS 9 *Instruments financiers*, qui traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers, notamment des titres de placement. Le nouveau modèle comptable élimine les catégories « titres disponibles à la vente » et « titres détenus jusqu'à l'échéance », ainsi que l'obligation de séparer les dérivés incorporés. En effet, il évalue l'intégralité du contrat hybride à la juste valeur par le biais du résultat net. Les instruments de capitaux propres sont évalués par défaut à la juste valeur par le biais du résultat net. Il est possible d'évaluer les instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sans devoir reclasser les gains ou les pertes au compte de résultat. Les revenus de dividendes sur les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global seraient comptabilisés au compte de résultat. Les titres à revenu fixe sont évalués au coût amorti si sont réunies les deux conditions suivantes : 1) la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle économique où l'objectif est de détenir des actifs afin de recevoir des flux de trésorerie contractuels et 2) les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal impayé. Bien que l'adoption de cette norme ne soit pas obligatoire avant le 1^{er} janvier 2013, la société envisage d'adopter de façon anticipée le premier volet de l'IFRS 9, dans sa version actuelle, aux fins du classement et de l'évaluation de ses actifs financiers lors de la transition aux IFRS dans le but de simplifier la comptabilisation des instruments financiers et de rationaliser le processus de conversion. Si la norme est adoptée dans son libellé actuel, le portefeuille de placements de la société sera principalement évalué à la juste valeur par le biais du résultat net.

La deuxième phase de cette modification normative de l'IASB visera la comptabilisation et l'évaluation de la dépréciation des instruments financiers comptabilisés au coût amorti. L'IASB a publié l'exposé-sondage *Instruments financiers : Coût amorti et dépréciation* le 5 novembre 2009. Si cette norme est finalisée dans sa version actuelle, seuls les actifs financiers évalués au coût amorti feront l'objet d'un test de dépréciation à l'aide d'un modèle de la perte sur prêt prévue. À l'heure actuelle, on utilise un modèle de la perte sur prêt subie pour évaluer la dépréciation. La version définitive de la norme devrait être rendue publique au quatrième trimestre de 2010 et l'adoption ne sera pas obligatoire avant le 1^{er} janvier 2013.

La troisième phase de cette modification normative de l'IASB visera la comptabilité de couverture. L'IASB devrait publier un exposé-sondage à ce sujet en 2010 et la version définitive de la norme devrait être rendue publique à la fin de 2010 ou au début de 2011.

La société prévoit que l'adoption des IFRS aura aussi une incidence importante sur la comptabilisation des contrats d'assurance. La société ne sera en mesure d'estimer avec précision l'incidence que cette norme aura sur son information financière et, potentiellement, sur ses activités commerciales, que lorsque l'IASB sera parvenu à une conclusion en ce qui concerne le modèle d'évaluation qu'il convient d'utiliser pour les contrats d'assurance. L'exposé-sondage de la phase II d'IFRS 4 *Contrats d'assurance*, devrait être publié en juin 2010, et la version définitive de la norme devrait être rendue publique en juin 2011.

L'IASB (de concert avec le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») des États-Unis) élabore également une nouvelle norme comptable visant les avantages du personnel en vue d'améliorer la comptabilisation des coûts et obligations liés aux régimes de retraite à prestations définies. L'IFRS actuellement en vigueur est analogue aux PCGR du Canada et à ceux des États-Unis en ce qu'elle autorise l'utilisation de la méthode du corridor pour établir les coûts liés aux régimes de retraite à prestations définies. Cette méthode permet le report et l'amortissement de certains écarts actuariels à des périodes ultérieures lors de l'établissement des coûts liés aux régimes de retraite (la « méthode du corridor »). L'IASB et le FASB ont convenu d'éliminer la méthode du corridor mais n'ont pas encore déterminé si ces écarts actuariels devraient être comptabilisés, dans la période au cours de laquelle ils surviennent, directement en autres éléments du résultat global ou en résultat net. Il est prévu que l'IASB publie un exposé-sondage à ce sujet au deuxième trimestre de 2010, et la version définitive de la norme devrait être rendue publique au premier trimestre de 2011. Selon les IFRS, la société comptabilisera immédiatement les écarts actuariels qui surviendront après son passage aux IFRS en autres éléments du résultat étendu sauf si l'exposé-sondage contient d'autres recommandations.

Enfin, selon les IFRS, certains paiements d'impôts sur les bénéfices liés aux transferts de participations dans des filiales entre sociétés du groupe ne peuvent plus être différés comme le permettaient les PCGR du Canada. Ces actifs d'impôt différé seront décomptabilisés par le biais du solde d'ouverture des bénéfices non répartis lorsque la société appliquera les IFRS pour la première fois.

Du fait des modifications susmentionnées et des modifications prévues des IFRS après la date de basculement de la société, la société ne peut raisonnablement chiffrer pour l'heure les incidences financières de l'adoption des IFRS. La société continue d'évaluer l'incidence des IFRS sur ses activités commerciales et, compte tenu des IFRS en vigueur, elle prévoit que le passage aux IFRS n'aura aucune incidence importantes sur celles-ci.

La société a évalué ses systèmes d'information financière ainsi que l'incidence sur la communication de l'information financière des questions cernées aux étapes d'étude d'impact préliminaire et de planification détaillée. D'après les IFRS actuellement en vigueur, la société a conclu que la conception et le fonctionnement de son contrôle interne à l'égard de l'information financière et de ses contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que les systèmes et processus d'information financière sur lesquels ils s'appuient sont appropriés au vu de l'adoption des IFRS. Il n'est pas impossible que le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que les systèmes de la société doivent faire l'objet d'importantes refontes du fait des récents projets de modifications visant la détermination de la dépréciation des actifs financiers comptabilisés au coût amorti ainsi que des dispositions à définir aux termes de l'exposé-sondage de la phase II d'IFRS 4 *Contrats d'assurance*. La société continue de suivre l'évolution des IFRS et de veiller à ce que ses contrôles, systèmes et procédures satisfassent à ces éventuelles dispositions.

La société poursuit l'étape d'exécution de son plan de conversion, en se basant sur l'analyse approfondie et l'évaluation des systèmes d'information financière ainsi que l'incidence sur la communication de l'information financière des questions cernées aux étapes d'étude d'impact préliminaire et de planification détaillée. La société établit actuellement la présentation des états financiers pro forma et notes complémentaires selon les IFRS et prévoit disposer d'une ébauche de bilan de transition aux IFRS d'ici le milieu de 2010. La préparation de l'information financière trimestrielle préliminaire selon les IFRS pour 2010 commencera en mai 2010. Les vérificateurs de la société en sont à examiner l'analyse et la documentation, par la société, des différences en matière d'évaluation relevées entre les PCGR du Canada et les IFRS. La direction est d'avis que la progression de la société est conforme au plan de conversion aux IFRS approuvé par le comité de vérification.

Poursuites pouvant donner lieu à des recours collectifs

Pour une description complète de cette question et l'accueil récent de la requête des parties défenderesses demandant le rejet de l'action, voir le paragraphe a) de la rubrique « Poursuites » de la note 9 afférente aux états financiers consolidés.

Données trimestrielles comparatives (non vérifiées)

	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008
Produits	1 804,4	1 407,3	2 213,4	1 735,5	1 279,4	2 048,7	2 162,9	1 243,5
Bénéfice net (perte nette).....	290,2	83,2	625,6	321,5	(39,6)	361,7	536,8	18,8
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de Fairfax	289,4	79,4	562,4	275,4	(60,4)	346,8	467,6	27,6
Bénéfice net (perte nette) par action	14,08 \$	1,66 \$	31,04 \$	15,65 \$	(3,55) \$	19,73 \$	25,40 \$	0,84 \$
Bénéfice net (perte nette) dilué par action	14,02 \$	1,65 \$	30,88 \$	15,56 \$	(3,55) \$	19,62 \$	25,27 \$	0,84 \$

Les résultats d'exploitation des activités d'assurance et de réassurance de la société avaient progressé grâce aux efforts déployés par la société, mais ils ont récemment été affectés par le contexte concurrentiel plus difficile. Les résultats trimestriels individuels ont été touchés (et pourraient continuer de l'être) par les sinistres liés à d'importantes catastrophes naturelles ou autres catastrophes, par l'accroissement ou la reprise des provisions et par des règlements ou des commutations, qui peuvent avoir lieu n'importe quand, et ils ont été largement influencés (et devraient continuer de l'être) par les gains nets ou les pertes nettes sur placements, lesquels peuvent se produire de manière imprévisible.

Certaines informations contenues dans le présent document pourraient constituer des énoncés prospectifs et sont fournies aux termes des dispositions exonératoires de responsabilité de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Ces énoncés comportent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs connus et inconnus pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements ou les réalisations réels de Fairfax diffèrent de façon importante des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou suggérés par ces informations et énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la réduction du bénéfice net si les provisions des filiales de la société (y compris les provisions pour sinistres liés à l'amiante et à la pollution et pour d'autres sinistres latents) sont insuffisantes, les pertes techniques liées aux risques assurés par les filiales qui pourraient être plus élevées ou plus faibles que prévu, la baisse ou la perte des cotes de solidité financière ou de capacité de règlement des sinistres de l'une de ses filiales, l'incapacité de la société d'atteindre ses objectifs de placement, l'exposition au risque de crédit si les assurés et les réassureurs des filiales de la société n'effectuent pas les paiements, une diminution de la demande pour les produits des filiales ou l'intensification de la concurrence, l'incapacité d'obtenir une couverture de réassurance à des tarifs raisonnables ou à des conditions qui protègent adéquatement les filiales, l'incapacité d'obtenir le capital requis, l'incapacité d'accéder aux fonds des filiales de la société, les risques liés aux demandes d'information de la Securities and Exchange Commission ou d'autres organismes de réglementation, les risques relatifs aux enquêtes gouvernementales en cours et aux actions en recours collectif liés aux pratiques de l'industrie de l'assurance, l'adoption de nouvelles lois et l'incapacité de réaliser les actifs d'impôts sur les bénéfices futurs. D'autres risques et incertitudes sont décrits dans le plus récent rapport annuel de la société qui peut être consulté sur son site Web, à www.fairfax.ca, et dans son plus récent prospectus préalable de base et avec supplément (sous la rubrique intitulée « Facteurs de risque ») déposé auprès des autorités en valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis et accessible sur SEDAR et sur EDGAR. Fairfax décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, sauf si elle y est tenue par ailleurs par la loi.

(FAIRFAX LOGO)